

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007525]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière modifié par le décret du 18 mai 2022 modifiant les décrets du 29 octobre 2015 portant création des fonds budgétaires en matière de routes et voies hydrauliques et du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, les articles 3, 4, 8, 12, 22, 24, 33, § 2, 44, § 1^{er}, et 45 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel ;

Vu l'arrêté royal du 27 février 2013 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels et modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000, 22 décembre 2003 et 1^{er} septembre 2006 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 décembre 2010 relatif à la procédure, la forme et le contenu de l'autorisation pour la circulation routière des véhicules exceptionnels ;

Vu le rapport du 27 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux conformément à l'article 6, § 2, 5^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu l'avis 273/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 décembre 2022 ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 8 novembre 2023, en application de l'article 5, § 1^{er}, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 74.505/4 du Conseil d'État, donné le 18 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'administration : la Direction de la Réglementation et de la Sécurité routière et du Contrôle routier du Département de la Réglementation et de la Régulation des Transports du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures, ci-après dénommé « SPW MI » ;

2^o le Ministre : le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions ;

3^o Règlement ECE R65 additif 64 : Règlement n^o 65 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE ONU) – Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des feux spéciaux d'avertissement pour véhicules à moteur et leurs remorques ;

4^o le décret du 4 avril 2019 : le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

5^o le véhicule agricole : tout véhicule ou train de deux véhicules visés à l'article 1^{er}, § 2, 59 à 61 et 76, du règlement technique, et utilisé exclusivement dans le cadre d'une activité agricole ;

6^o le véhicule d'avertissement : toute voiture, voiture mixte ou camionnette telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 44, 47 et 54, du règlement technique qui signale un véhicule agricole visé à l'article 43 ;

7^o la masse d'alourdissement : la masse ajoutée sur les essieux moteurs du véhicule tractant dans le but unique de fournir l'adhérence au sol nécessaire au déplacement du train de véhicules. ;

8^o la masse en ordre de marche : la masse du véhicule, le ou les réservoirs de carburant remplis au moins à nonante pour cent de leur capacité, y compris la masse du conducteur, du carburant et des liquides, pourvu de l'équipement standard conformément aux spécifications du constructeur et, le cas échéant, la masse de la carrosserie, de la cabine, de l'attelage, de la ou des roues de secours ainsi que des outils ;

9^o la consultation : la demande d'avis à un ou plusieurs des gestionnaires suivants : de l'intermodalité des marchandises ou de la voirie publique du Service public de Wallonie ou des chemins de fer, nécessaire à la prise de décision pour la délivrance de l'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel ;

10^o l'agent qualifié : l'agent visé à l'article 14 du décret du 4 avril 2019.

CHAPITRE II. — L'autorisation

Section 1^{re}. — La demande et l'octroi d'autorisation

Art. 2. § 1^{er}. La mise en circulation sur la voie publique d'un véhicule exceptionnel requiert une autorisation écrite et préalable du directeur de l'administration. Pour chaque autorisation des conditions particulières peuvent être imposées par le gestionnaire du domaine public régional routier suivant la situation locale ou les nécessités spécifiques.

La demande d'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel et les documents qui l'accompagnent sont transmis par l'utilisateur ou son mandataire à l'administration via l'application informatique de gestion des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels.

L'autorisation peut, lorsque le transport le nécessite, déroger au code de la route lorsque celui-ci le permet.

§ 2. Pour que la demande soit recevable, les redevances relatives à des demandes antérieurement introduites sont payées conformément à l'article 5.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 5, dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande, l'administration informe via l'application informatique visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, le demandeur de la nécessité d'une consultation à l'égard de la délivrance de l'autorisation.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe 5, la décision de délivrance ou de refus de l'autorisation est notifiée via l'application informatique visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, au demandeur dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande ou dans les quinze jours ouvrables à compter de cette date pour une demande nécessitant la consultation.

§ 5. Si la demande ou la consultation nécessite un complément d'information, l'administration ou le responsable de l'intermodalité des marchandises ou le gestionnaire de la voirie publique du SPW MI adresse au demandeur un relevé des éléments manquants via l'application informatique visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande ou de la notification de la consultation visée au paragraphe 3.

Si les éléments reçus nécessitent toujours un complément d'information, l'administration ou le responsable de l'intermodalité des marchandises ou le gestionnaire de la voirie publique du SPW MI adresse à nouveau au demandeur un relevé des éléments manquants dans les trois jours ouvrables à compter de la réception des éléments reçus.

La procédure visée à l'alinéa 2 s'applique jusqu'à ce que la demande soit complète.

§ 6. L'autorisation peut, lorsque le transport le nécessite, déroger à l'article 49.1, alinéa 1^{er}, du code de la route.

§ 7. L'autorisation est délivrée pour un véhicule unique ou pour une combinaison de véhicules identifiés au moyen des numéros de châssis ou d'immatriculation.

Pour les véhicules exceptionnels uniques des catégories 1 ou 2 visées à l'article 4, le constructeur ou assembleur de tels véhicules exceptionnels reconnus, titulaire d'une immatriculation essai en vertu des articles 5 à 10 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales et des plaques nationales pour véhicules à moteur et remorques, peut désigner l'ensemble des véhicules exceptionnels présentant les caractéristiques techniques reprises dans l'autorisation au moyen de cette immatriculation « essai ».

Pour la mise en circulation des véhicules exceptionnels visés à l'alinéa 2, l'autorisation est accordée pour autant que les véhicules soient utilisés pour l'un des déplacements suivants :

- 1° après montage ou réparation en vue de leur mise au point ou de la vérification de leur bon fonctionnement ;
- 2° pour démonstration ;
- 3° pour leur stationnement ;
- 4° en vue de leur présentation auprès d'un organisme chargé du contrôle des véhicules en circulation ;
- 5° en vue de leur présentation pour des essais, ainsi que pendant ces essais, dans le cadre d'une procédure d'agrément d'un véhicule.

§ 8. L'autorisation est valable pour une durée maximale :

- 1° de cinq ans si elle porte sur un véhicule exceptionnel de catégorie 1 tel que visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1° ;
- 2° d'un an si elle porte sur un véhicule exceptionnel de catégorie 2 tel que visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2° ;
- 3° de quatre mois si elle porte sur un véhicule exceptionnel de catégorie 3 tel que visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3° ;
- 4° de deux mois si elle porte sur un véhicule exceptionnel de catégorie 4 tel que visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, 4°.

Chaque autorisation mentionne la durée de sa validité.

§ 9. Lorsque le gestionnaire exige le dépôt du cautionnement visé à l'article 8, § 3, du décret du 4 avril 2019, le cautionnement est réclamé conformément aux règles visées à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

§ 10. Le Ministre peut déterminer des modalités complémentaires relatives à la procédure de demande et d'octroi d'autorisation, et détermine la forme et le contenu de l'autorisation.

Section 2. — Retrait, suspension et modification de l'autorisation

Art. 3. § 1^{er}. Le directeur de l'administration entend préalablement le titulaire de l'autorisation ou son représentant avant de prendre une décision visée à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 4 avril 2019.

§ 2. Le fonctionnaire d'instance administrative, à savoir la personne visée à l'article 27 du décret du 4 avril 2019, peut, dans le cadre d'une procédure de sanction administrative, suspendre, retirer ou modifier l'autorisation de mise en circulation de véhicule exceptionnel :

- 1° en cas d'infraction au présent arrêté ;
- 2° en cas d'infraction aux prescriptions de l'autorisation de mise en circulation ;
- 3° en cas d'accident de roulage ;
- 4° lorsqu'il apparaît que le titulaire, ses préposés ou ses mandataires ont communiqué des renseignements inexacts ou incomplets ou qu'ils ont fait des déclarations inexacts ou incomplètes en vue d'obtenir ou de conserver ladite autorisation.

La suspension de l'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel peut être prononcée pour une période de quinze jours au moins et six mois au plus.

Section 3. — Catégories et redevances

Art. 4. Les catégories des véhicules exceptionnels sont les suivantes :

1° catégorie 1 : le véhicule exceptionnel qui répond aux conditions suivantes :

- a) pour un véhicule unique, sa longueur est inférieure ou égale à 19,00 mètres ;
- b) pour un train de véhicules, sa longueur est inférieure ou égale à 27,00 mètres ;
- c) sa largeur est inférieure ou égale à 3,50 mètres ;

d) sa hauteur et sa masse sont conformes au code de la route et au règlement technique ;

2° catégorie 2 : le véhicule exceptionnel qui répond à au moins une des conditions suivantes :

- a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 19,00 mètres et inférieure ou égale à 22,00 mètres ;
- b) pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 27,00 mètres et inférieure ou égale à 30,00 mètres ;
- c) sa largeur est supérieure à 3,50 mètres et inférieure ou égale à 4,25 mètres ;
- d) sa hauteur excède les limites prévues au code de la route et au règlement technique et est inférieure ou égale à 4,50 mètres ;
- e) sa masse excède les limites prévues au règlement technique et est inférieure ou égale à 90,000 tonnes ;
- f) la valeur de l'essieu standard est supérieure à 4 et inférieure ou égale à 11 ;

3° catégorie 3 : le véhicule exceptionnel qui répond à au moins une des conditions suivantes :

- a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 22,00 mètres et inférieure ou égale à 28,00 mètres ;
- b) pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 30,00 mètres et inférieure ou égale à 35,00 mètres ;
- c) sa largeur est supérieure à 4,25 mètres et inférieure ou égale à 5,00 mètres ;
- d) sa hauteur est supérieure à 4,50 mètres et inférieure ou égale à 4,80 mètres ;
- e) sa masse est supérieure à 90,000 tonnes et inférieure ou égale à 120,000 tonnes ;
- f) la valeur de l'essieu standard est supérieure à 11 et inférieure ou égale à 13 ;

4° catégorie 4 : le véhicule exceptionnel qui répond à au moins une des conditions suivantes :

- a) pour un véhicule unique, sa longueur est supérieure à 28,00 mètres ;
- b) pour un train de véhicules, sa longueur est supérieure à 35,00 mètres ;
- c) sa largeur est supérieure à 5,00 mètres ;
- d) sa hauteur est supérieure à 4,80 mètres ;
- e) sa masse est supérieure à 120,000 tonnes ;
- f) la valeur de l'essieu standard est supérieure à 13.

La valeur de l'essieu standard, « S_e », est déterminée selon la formule suivante :

$$S_e = \sum_{i=1}^n (M_{e_i} / 10)^4$$
 où M_{e_i} est la masse d'un essieu exprimée en tonne et n est le nombre total d'essieux du véhicule.

Art. 5. § 1^{er}. Une redevance est due pour la délivrance de l'autorisation ou en cas d'annulation ou de refus.

§ 2. La redevance, « R_T », est déterminée selon la formule suivante :

$R_T = R_A + n E_O + c$ (20% R_A) où :

1° « R_A » est la redevance administrative dont le montant est déterminé comme suit :

- a) pour un véhicule exceptionnel présentant une condition de catégorie 1 : septante euros majorés de vingt-cinq euros si le véhicule exceptionnel présente deux dimensions de catégorie 1.
- b) pour un véhicule exceptionnel présentant une condition de catégorie 2 : cent cinquante euros majorés de :
 - (1) trente-huit euros par condition de catégorie 1 supplémentaire ;
 - (2) septante-cinq euros par condition de catégorie 2 supplémentaire.
- c) pour un véhicule exceptionnel présentant une condition de catégorie 3 : trois-cents euros majorés de :
 - (1) trente-huit euros par condition de catégorie 1 supplémentaire ;
 - (2) septante-cinq euros par condition de catégorie 2 supplémentaire ;
 - (3) cent treize euros par condition de catégorie 3 supplémentaire.
- d) pour un véhicule exceptionnel présentant une dimension ou masse de catégorie 4 : cinq cents euros majorés de :
 - (1) trente-huit euros par condition de catégorie 1 supplémentaire ;
 - (2) septante-cinq euros par condition de catégorie 2 supplémentaire ;
 - (3) cent treize euros par condition de catégorie 3 supplémentaire ;
 - (4) cent quatre-vingt-huit euros par condition de catégorie 4 supplémentaire ;

2° « n » est le nombre d'ouvrages d'art étudiés ;

3° « E_O » est l'étude d'un ouvrage d'art dans le cadre d'une consultation dont le montant s'élève à deux cents euros ;

4° « c » est le nombre de véhicules supplémentaires dont les caractéristiques techniques sont identiques à celles des véhicules repris dans l'autorisation.

§ 3. Lorsqu'une autorisation est délivrée pour un transport exceptionnel pour lequel la charge indivisible a également été transportée par voie d'eau navigable ou par le rail sur le territoire wallon, la redevance R_T visée aux paragraphes 1^{er} et 2 n'est pas due.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la gare ferroviaire, ou le port fluvial ou maritime d'embarquement ou de débarquement de la pièce indivisible s'il est situé en Wallonie, est celui le plus proche respectivement du point de départ ou d'arrivée de la pièce.

§ 4. Si les délais visés à l'article 2, §§ 3 à 5, ne sont pas respectés, en cas d'annulation de la demande ou de refus, les montants visés au paragraphe 2, 1^o, sont réduits de quatre-vingts pour cent.

§ 5. Les montants repris au présent article sont indexés tous les ans au 1^{er} janvier en faisant application de l'indice santé. L'indice de référence est celui du mois de novembre 2023.

Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, augmenté de 0,50 euro maximum ou diminué de 0,49 euro maximum pour obtenir un nombre entier.

§ 6. Les redevances déterminées en vertu du présent article sont payées dans les trente jours à compter de la date de l'envoi de l'invitation à payer.

CHAPITRE III. — *Les prescriptions relatives aux véhicules exceptionnels*

Art. 6. Un véhicule exceptionnel unique dont la longueur est supérieure à 19,00 mètres est équipé d'au moins un essieu directionnel à l'avant et à l'arrière.

Pour un train de véhicules exceptionnel d'une longueur supérieure à 27,00 mètres, le véhicule tracté le plus long est équipé d'au moins un essieu directionnel.

Art. 7. Les véhicules grues et les véhicules à usages spéciaux visés à l'article 1^{er}, § 2, 46, du règlement technique ne dépassent pas de cinq pour cent la masse en ordre de marche indiquée dans le certificat de conformité du véhicule, pour ce qui est des écarts inférieur et supérieur admis.

CHAPITRE IV. — *Les prescriptions relatives au chargement des véhicules exceptionnels*

Section 1^{re}. — Les prescriptions générales

Art. 8. Un véhicule à moteur à vide répond aux conditions de masse et de dimensions du règlement technique pour transporter une charge ou faire partie d'un train de véhicules.

Section 2. — Le chargement divisible composé

Art. 9. À l'exception de la masse d'alourdissement qui peut être constituée d'accessoires ou d'éléments de la charge indivisible sans créer de dimensions exceptionnelles supplémentaires, le chargement d'un véhicule exceptionnel est constitué d'une pièce indivisible.

Plusieurs pièces peuvent être transportées si les conditions suivantes sont remplies :

1^o le véhicule tracteur et tracté et le train de véhicules à vide et en charge satisfont aux conditions de masse du règlement technique ;

2^o les pièces peuvent être placées l'une derrière l'autre si les véhicules tracteur et tracté et le train de véhicules, à vide et en charge, respectent les longueurs maximales du règlement technique et du code de la route ;

3^o les pièces peuvent être placées l'une à côté de l'autre si les véhicules tracteur et tracté et le train de véhicules, à vide et en charge, respectent les largeurs maximales du règlement technique et du code de la route ;

4^o les pièces peuvent être superposées si les véhicules tracteur et tracté et le train de véhicules, à vide et en charge, respectent les hauteurs maximales du règlement technique et du code de la route.

Art. 10. Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, 2^o et 3^o, le train de véhicules qui dispose d'un certificat d'un service technique accrédité qui confirme que le train de véhicules respecte les dimensions des cercles de braquage visés à l'article 32bis, 3.3, alinéa 1^{er}, du règlement technique, et dont le véhicule tracté a une largeur maximale de 275 cm qui ne peut pas être rétréci, peut utiliser l'espace de chargement jusqu'à :

1^o 16,50 mètres de l'avant du train de véhicules pour le tracteur semi - remorque ;

2^o 18,75 mètres de l'avant du train de véhicules pour le camion - remorque ;

3^o 1,275 mètre à partir de l'axe longitudinal du véhicule et jusqu'à 4,00 mètres au-dessus de la surface du sol.

La charge divisible, ou les installations pour la charge divisible, ne constituent pas un obstacle au positionnement le plus idéal de la charge indivisible.

Section 3. — Le transport d'éléments longs préfabriqués

Art. 11. Des poteaux, des éléments longs ou des poutres préfabriquées peuvent être transportés simultanément sur un train de véhicules équipé d'une remorque de type auto-suiveur pour des raisons techniques ou de stabilité. Ces raisons sont justifiées par une note technique du constructeur jointe à la demande d'autorisation. Celle-ci est également jointe à l'autorisation.

Section 4. — La réduction des dimensions d'un véhicule exceptionnel

Art. 12. La charge indivisible est placée pour que le nombre de dimensions exceptionnelles du véhicule soit réduit au minimum et que le véhicule exceptionnel entre dans la plus petite catégorie visée à l'article 4.

Pour réduire la hauteur ou la largeur non conforme au code de la route ou au règlement technique d'un véhicule exceptionnel, il est permis de démonter un des accessoires ou éléments de la charge indivisible et de le transporter sur le même véhicule sans augmentation de la masse totale.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 2, 2^o, il est permis, si nécessaire, de créer par l'application de l'alinéa 2 une longueur non conforme au code de la route ou au règlement technique, ou d'augmenter la longueur initiale.

Il est permis, pour diminuer la hauteur ou la largeur non conforme au code de la route ou au règlement technique d'un véhicule exceptionnel, d'incliner la charge de sorte à créer une largeur ou une hauteur non conforme ou d'augmenter la largeur ou la hauteur initiale.

Si, en application de l'article 9, alinéa 2, plusieurs charges indivisibles sont transportées sur une longueur conforme au code de la route et au règlement technique, le transporteur peut, pour des raisons d'efficacité, positionner les charges indivisibles de telle manière qu'une dimension exceptionnelle supplémentaire en hauteur ou en largeur soit créée.

La condition d'efficacité est rencontrée si le transporteur peut démontrer qu'en plaçant la charge conformément à l'alinéa 5, il est capable de transporter au moins trente pour cent de plus que s'il respecte la hauteur ou la largeur autorisées. Le transporteur justifie cette efficacité dans une note technique, jointe à la demande d'autorisation. La note technique est également jointe à l'autorisation.

La dimension exceptionnelle supplémentaire visée à l'alinéa 5 reste limitée à l'une des largeurs ou hauteurs suivantes, le cas échéant :

- 1° une largeur de 3,00 mètres ;
- 2° une hauteur de 4,30 mètres.

Une dimension exceptionnelle supplémentaire est créée uniquement si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- 1° le véhicule non chargé est conforme au règlement technique en matière de dimensions ;
- 2° la masse du véhicule chargé est conforme au règlement technique ;
- 3° la méthode alternative de chargement ne présente pas de risque supplémentaire pour la sécurité routière.

Section 5. — L'équipement auxiliaire

Art. 13. L'équipement auxiliaire, tel que les contrepoids, godets, câbles et crochets, peut être transporté jusqu'à un maximum de cinq pour cent de la masse totale de la charge indivisible, pour autant que la masse maximale autorisée ne soit pas dépassée.

Section 6. — L'équipement des véhicules grues

Art. 14. Les élingues, câbles, plateaux et crochets de levage font partie intégrante de l'équipement de base du véhicule grue. Le contrepoids ou une partie de celui-ci, lorsqu'il assure la stabilité du véhicule, fait également partie de l'équipement du véhicule grue, pour autant que la masse maximale autorisée ne soit pas dépassée.

Section 7. — Le chargement d'un véhicule auxiliaire

Art. 15. Les contrepoids, flèches-treillis et éléments d'un véhicule grue peuvent être transportés, groupés ou non, sur un ou plusieurs véhicules auxiliaires, à savoir tout véhicule roulant ou non en convoi avec un véhicule grue pour le transport de ses éléments et accessoires tels que les contrepoids. La masse maximale par essieu de ce véhicule ne peut toutefois pas dépasser la masse maximale autorisée par essieu de la grue. La hauteur du véhicule est conforme au règlement technique et au code de la route.

Section 8. — La réduction du dépassement arrière

Art. 16. Le dépassement arrière du chargement n'est pas supérieur à 3,00 mètres à moins que ce ne soit pas possible pour des raisons techniques ou de stabilité. Ces raisons sont justifiées par une note technique du constructeur jointe à la demande d'autorisation. Celle-ci est également jointe à l'autorisation.

CHAPITRE V. — Les prescriptions relatives à l'équipement de sécurité des véhicules exceptionnels

Section 1^{re}. — Les prescriptions générales

Art. 17. Un panneau ou une inscription conforme à ceux visés au a), 1° et 2°, de l'annexe 1^{re} est placé à l'avant et à l'arrière du véhicule exceptionnel. Les panneaux ou inscriptions restent visibles en tout temps et sont lisibles le jour par temps clair à une distance minimum de quarante mètres.

Le bord inférieur du panneau ou de l'inscription est placé à minimum 0,40 mètre au-dessus du sol.

Les panneaux ou inscriptions sont situés dans un plan vertical et perpendiculaire au plan de symétrie du véhicule.

Les panneaux ou inscriptions sont rendus invisibles aussitôt que le véhicule ne répond plus aux caractéristiques définissant un véhicule exceptionnel.

Art. 18. Sans préjudice de l'article 30 du code de la route, le véhicule exceptionnel est équipé des feux spéciaux d'avertissement conformément au Règlement ECE R65 additif 64 qui ne peuvent pas gêner les autres usagers par leur intensité lumineuse :

1° à l'avant, au moins deux feux jaune-orange clignotants montés de part et d'autre sur la cabine. Ces feux sont visibles dans un angle de minimum 270 degrés vers l'avant ;

2° à l'arrière, un feu jaune-orange clignotant monté sur l'extrémité arrière gauche du véhicule ou de la charge si celle-ci dépasse l'extrémité du véhicule. Ce feu est visible sous un angle de 180 degrés vers l'arrière ;

3° un ou plusieurs feux jaune-orange clignotants peuvent être montés sur la charge de façon que l'ensemble des feux du véhicule exceptionnel soient visibles dans un angle de 360 degrés.

Les feux visés à l'alinéa 1^{er} fonctionnent en permanence durant le transport exceptionnel.

Art. 19. Outre les dispositions de l'article 81.2. du code de la route, le véhicule exceptionnel est équipé des accessoires de sécurité suivants :

- 1° un second triangle de danger ;
- 2° deux feux flash, jaune-orange, électroniques, portatifs, visibles à une distance d'au moins 100 mètres.

Section 2. — Les prescriptions particulières

Art. 20. Outre les prescriptions des articles 17 à 19 et les dispositions de l'article 28, § 5, du règlement technique, les prescriptions particulières suivantes sont d'application :

1° pour un véhicule exceptionnel d'une longueur supérieure à 22,00 mètres, le marquage rétro-réfléchissant est apposé et visible des deux cotés sur au moins quatre-vingts pour cent de la longueur du véhicule exceptionnel en charge ;

2° à l'exception des véhicules grues, lorsque la largeur du véhicule exceptionnel est supérieure à 2,55 mètres :

a) quatre panneaux sont placés, deux à l'avant et deux à l'arrière, pour délimiter la largeur du véhicule exceptionnel. Ils sont fixés de manière à ne pas constituer un obstacle par eux-mêmes ;

b) le bord inférieur des panneaux est placé à une hauteur mesurée à partir du sol comprise entre 0,40 mètre minimum et 2 mètres maximum. Une hauteur supérieure peut être tolérée dans le cas où la hauteur maximum ne peut pas être respectée pour des raisons techniques ;

c) les panneaux sont conformes aux prescriptions de l'article 28, § 6, 3, 1°, du règlement technique étant entendu que les panneaux carrés visés à l'article 28, § 6, 3, 1°, alinéa 2, du même règlement sont placés uniquement sur les véhicules exceptionnels d'une largeur maximale de 3,50 mètres ;

d) les panneaux avant sont en outre munis d'au moins un feu blanc et ceux arrières d'au moins un feu rouge d'une puissance équivalente aux feux de position arrière. Ces feux fonctionnent en permanence ;

3° pour un véhicule exceptionnel d'une largeur supérieure à 4,50 mètres, le marquage rétro-réfléchissant est apposé et visible à l'avant et à l'arrière sur la totalité de la largeur du véhicule exceptionnel.

Art. 21. Le chargement qui dépasse l'extrémité arrière du véhicule de plus d'un mètre est signalé par un panneau, fixé à la plus forte saillie du chargement de manière à être constamment dans un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule, conforme à l'article 28, § 6, 3, 1°, du règlement technique.

Le bord inférieur du panneau est placé à une hauteur, mesurée à partir du sol, comprise entre 40 centimètres minimum et 2 mètres maximum. Il est fixé de manière à ne pas constituer un obstacle par lui-même. Une hauteur supérieure peut être tolérée dans le cas où la hauteur maximum ne peut pas être respectée pour des raisons techniques.

Le panneau est muni d'un feu rouge d'une puissance équivalente aux feux de position arrière. Ce feu fonctionne en permanence.

CHAPITRE VI. — Les prescriptions relatives à l'accompagnement des véhicules exceptionnels

Section 1^{re}. — L'obligation d'accompagnement

Art. 22. § 1^{er}. Au moins un véhicule accompagnateur avec un coordinateur de la circulation visé à l'article 30 est requis lorsque le véhicule exceptionnel rencontre au moins une des conditions suivantes :

- 1° sa longueur est supérieure à 27,00 mètres et inférieure ou égale à 30,00 mètres ;
- 2° sa largeur est supérieure à 3,20 mètres et inférieure ou égale à 4,00 mètres.

Le véhicule accompagnateur roule à l'avant du convoi. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, le véhicule accompagnateur roule derrière.

§ 2. Au moins deux véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, sont requis durant tout le transport lorsque le véhicule exceptionnel rencontre au moins une des conditions ou circonstances suivantes :

1° la circulation à contresens ou dans le même sens est arrêtée sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée n'est pas supérieure à 90 kilomètres par heure ;

2° sa longueur est supérieure à 30,00 mètres et inférieure ou égale à 35,00 mètres ;

3° sa largeur est supérieure à 4,00 mètres et inférieure ou égale à 5,00 mètres ;

4° l'autorisation prescrit que le véhicule exceptionnel circule à vitesse réduite sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation et où la vitesse maximale autorisée est de plus de 70 kilomètres par heure ;

5° le véhicule exceptionnel exécute une des manœuvres visées à l'article 34, § 1^{er}.

Un des véhicules accompagnateurs roule à l'avant du convoi et l'autre à l'arrière. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, les deux véhicules accompagnateurs peuvent rouler à l'arrière.

§ 3. Au moins trois véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, sont requis lorsque le véhicule exceptionnel rencontre au moins une des conditions ou circonstances suivantes :

1° sa longueur est supérieure à 35,00 mètres ;

2° sa largeur est supérieure à 5,00 mètres.

Deux des véhicules accompagnateurs roulent à l'avant du convoi, le troisième à l'arrière. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, les trois véhicules accompagnateurs peuvent rouler à l'arrière.

§ 4. Il peut être dérogé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, au paragraphe 2, alinéa 2, et au paragraphe 3, alinéa 2, dans des circonstances exceptionnelles afin que le déplacement du convoi puisse se dérouler sans danger pour le convoi ou pour les autres usagers.

§ 5. Sans préjudice de l'application des paragraphes 1 à 3, l'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel sur la voie publique peut requérir l'accompagnement par un ou plusieurs véhicules accompagnateurs afin de répondre aux exigences prévues à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o à 3^o, du décret du 4 avril 2019.

Art. 23. § 1^{er}. En cas de dépassement arrière de plus de 3,00 mètres, au moins un véhicule accompagnateur est requis. En outre, dans le cas prévu à l'article 22, § 1^{er}, un second véhicule accompagnateur, dont un avec un coordonnateur de la circulation, est requis.

Art. 24. Une voiture, une voiture mixte ou une camionnette telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 44, 47 et 54, du règlement technique est utilisée comme véhicule accompagnateur.

Le véhicule accompagnateur a une hauteur de toit d'au moins 1,75 mètres sur une longueur d'au moins 2,50 mètres.

Dès lors qu'au moins trois véhicules accompagnateurs sont requis, l'utilisation d'une motocyclette de catégorie A, telle que définie à l'article 1^{er} du règlement technique, est autorisée en substitution à l'un des véhicules visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 25. § 1^{er}. Le véhicule accompagnateur est uniquement de couleur jaune RAL codes 1003, 1004, 1023.

§ 2. L'article 17, alinéas 1^{er} et 2, est applicable aux véhicules accompagnateurs.

L'avant et l'arrière du véhicule accompagnateur sont recouverts de bandes blanches et rouges alternées de 75 à 120 millimètres de largeur, inclinées entre 45 et 60 degrés sur une surface d'au moins un demi-mètre carré.

Au moins les bandes blanches de l'avant et au moins les bandes rouges de l'arrière sont rétro-réfléchissantes.

Des surfaces rétro-réfléchissantes avec des flèches ouvertes sont apposées de chaque côté du véhicule accompagnateur. Ces surfaces ont au moins les dimensions de 1,00 mètre sur 0,30 mètre. Elles sont de couleur rouge et blanche ou rouge et jaune. Les flèches sont dirigées vers l'avant du véhicule accompagnateur et ont une largeur de 0,10 mètre.

§ 3. Le véhicule accompagnateur peut être pourvu sur les deux côtés d'un logo ou du nom de l'entreprise dont la taille maximale est de 1,00 mètre sur 0,50 mètre. Celui-ci n'est pas rétro-réfléchissant. Le fond du logo est de couleur identique à celle du véhicule accompagnateur.

Art. 26. § 1^{er}. Les véhicules accompagnateurs sont équipés d'au moins deux feux jaune-orange clignotants sur le toit. Ces feux sont visibles dans toutes les directions à une distance d'au moins 50 mètres et fonctionnent durant le transport exceptionnel.

Les véhicules accompagnateurs circulant à l'arrière sont équipés, sur le toit, d'une rampe lumineuse en ligne directionnelle ou munie de flèches directionnelles d'avertissement de couleur jaune. Cette rampe lumineuse est visible et fonctionne durant le transport exceptionnel.

Les véhicules accompagnateurs peuvent être équipés de panneaux utilisant la technologie LED représentant les signaux A51, C3 ou C35 du code de la route.

§ 2. Les dispositifs visés au paragraphe 1^{er} conformément au Règlement ECE R65 additif 64 ne peuvent pas gêner les autres usagers par leur intensité lumineuse.

Art. 27. Les articles 25, § 2, et 26 ne sont pas applicables aux motocyclettes visées à l'article 24, alinéa 3 ;

Ces dernières sont équipées :

1^o d'un feu jaune-orange clignotant sur un mat à l'arrière du véhicule et visible dans toutes les directions et de deux feux orange placés à l'avant du véhicule qui fonctionnent durant le transport exceptionnel ;

2^o du logo visé au a), 3^o, de l'annexe 1^{re}, rétro-réfléchissant et placé sur les flancs de la motocyclette ;

3^o de surfaces rétro-réfléchissantes avec des flèches ouvertes, apposées de chaque côté du véhicule.

Concernant l'alinéa 2, 3^o, les surfaces ont au moins les dimensions de 0,30 mètre. Elles sont de couleur rouge et blanche ou rouge et jaune. Les flèches sont dirigées vers l'avant du véhicule et ont une largeur de minimum 0,05 mètre.

Art. 28. Lorsque le convoi comporte un ou plusieurs véhicules accompagnateurs, tous les véhicules sont équipés de telle façon à ce qu'ils restent en liaison constante les uns avec les autres.

Art. 29. Au moins un des véhicules accompagnateurs est aussi équipé des accessoires et dispositifs de sécurité suivants :

1^o un extincteur de 3 kilogrammes ;

2^o dix cônes rétro-réfléchissants blanc-orange d'une hauteur de 40 centimètres au minimum répondant à la norme NBN EN 13422 ou équivalent ou feux de balisage jaune-orange ;

3^o deux lampes torches blanches sur batterie avec cônes jaune-orange comme accessoires ;

4^o deux panneaux de signalisation rétro-réfléchissants sur manche représentant le signal C3 prévu au code de la route ;

5^o deux panneaux de signalisation tripodes représentant le signal A51 prévu au code de la route ;

6^o un décimètre ;

7^o une perche de mesure extensible de 6 mètres minimum.

*Section 2. — Le coordinateur de la circulation, l'accompagnateur et le chauffeur**Sous-section 1^{ère}. — Les compétences et les habilitations*

Art. 30. § 1^{er}. Le coordinateur de la circulation est l'accompagnateur nommément désigné par écrit et qui assure le rôle de chef général du convoi. Il dispose du document le désignant. Il produit ce document à toute demande d'un agent qualifié.

L'utilisateur désigne le coordinateur de circulation dans l'application informatique de gestion des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels.

Le coordinateur de la circulation comprend l'ensemble des prescriptions contenues dans l'autorisation, s'exprime dans au moins une des trois langues nationales et s'assure de la bonne compréhension de l'ensemble des accompagnateurs. Il communique avec le chauffeur dans la même langue. À défaut, il fait appel à ses frais au service d'un interprète présent aux côtés du chauffeur.

Avant le départ du convoi, il prend toutes les mesures nécessaires au bon déroulement du transport exceptionnel. Il donne des instructions aux conducteurs des autres véhicules du convoi. Le coordinateur de la circulation veille au suivi de l'itinéraire et au respect des conditions prescrites dans l'autorisation.

Avant le départ, le coordinateur de la circulation vérifie si tous les véhicules du convoi répondent aux prescriptions de l'autorisation et à celles du présent arrêté. À l'exception du pesage des masses, le coordinateur de la circulation contrôle, en particulier, si les caractéristiques techniques du véhicule exceptionnel correspondent à celles décrites dans l'autorisation.

Le départ est donné uniquement si toutes ces conditions sont remplies.

§ 2. Le coordinateur de la circulation, ou à défaut, le chauffeur, vérifie la validité de l'itinéraire dans l'application informatique de gestion des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels, avant et durant chaque transport exceptionnel.

§ 3. Les autres accompagnateurs opèrent selon les instructions du coordinateur de la circulation.

Art. 31. Le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs surveillent le bon déroulement du transport exceptionnel et donnent aux usagers de la voirie les indications nécessaires pour assurer la sécurité de la circulation et pour faciliter le passage du véhicule exceptionnel.

Le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs agissent et se comportent sur la voie publique conformément aux instructions et aux prescriptions déterminées par le Ministre.

Ils évitent tout dégât à l'infrastructure et aménagements routiers et garantissent leur remise en état initial après le passage du transport exceptionnel.

Art. 32. Pour assurer la sécurité de la circulation et faciliter le passage du véhicule exceptionnel, le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs peuvent :

- 1° arrêter la circulation des rues perpendiculaires aux carrefours non équipés de feux de signalisation ;
- 2° maintenir l'arrêt de la circulation résultant d'un feu rouge le temps nécessaire afin que le convoi puisse se dégager aux carrefours équipés de feux de signalisation ;
- 3° arrêter la circulation à contresens ou allant dans le même sens sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée n'est pas supérieure à 90 kilomètres par heure ;
- 4° empêcher la circulation venant de l'arrière, dans le même sens que le véhicule exceptionnel, de dépasser ou de contourner ce dernier.

Art. 33. Lorsque le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs sont amenés à donner des indications visées à l'article 32, en dehors de leurs véhicules, ils portent :

- 1° des vêtements de signalisation conformes à la norme NBN EN ISO 20471 ou équivalente, de classe 3 qui se composent d'une veste de couleur jaune et éventuellement d'un pantalon de couleur jaune ou d'une combinaison de même couleur ;
- 2° un logo centré sur le dos de la veste ou centré sur le dos de la partie haute de la combinaison conforme à celui visé au b), 1°, de l'annexe 1^{re} ;
- 3° un logo sur le côté droit de l'avant de la veste ou sur le côté droit de l'avant de la partie haute de la combinaison conforme à celui visé au b), 2°, de l'annexe 1^{re}.

Section 3. — L'accompagnement par un service de police

Art. 34. § 1^{er}. Outre les autres conditions d'accompagnement ou de signalement prévues au présent arrêté, l'accompagnement par un service de police fédérale ou locale est obligatoire :

- 1° pour rouler à contresens de la circulation sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est de plus de 90 kilomètres par heure ;
- 2° pour franchir l'ouverture dans la berme centrale d'une autoroute ou d'une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont affectées à chaque sens de circulation ;
- 3° lorsque la circulation à contresens ou dans le même sens est arrêtée sur des voies publiques où la vitesse maximale autorisée est de plus de 90 kilomètres par heure ;
- 4° pour circuler sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont affectées à chaque sens de circulation et sur laquelle la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 kilomètres par heure, lorsque l'autorisation prescrit d'y circuler à vitesse réduite.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, peut prescrire, en lieu et place d'un service de police, l'usage d'un véhicule de signalisation muni d'un dispositif avec panneau FLR, conforme au type III de l'annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, et équipé d'un absorbeur de choc qui se situe en amont du véhicule exceptionnel, à une distance de minimum 100 mètres de celui-ci et de maximum 150 mètres.

L'élément absorbeur de chocs mobile et son dispositif de montage sont conformes à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique et le véhicule a au moins 2 essieux et une masse en charge de minimum 9000 kg absorbeur compris.

§ 2. Les modalités de l'accompagnement sont fixées par le service de police intervenant.

La demande d'accompagnement est introduite au minimum quatre jours ouvrables avant le départ du transport auprès des services de police.

Cette demande est toujours accompagnée de la première page de l'autorisation et de la fiche d'information complémentaire dûment complétée dont le modèle est publié sur le site internet de l'administration.

Si l'horaire convenu entre le service de police et l'utilisateur ne peut pas être respecté par ce dernier, l'utilisateur en avertit immédiatement le service de police concerné. Si l'accompagnement ne peut pas être réorganisé le même jour, une nouvelle demande est nécessaire et le transport exceptionnel est postposé.

CHAPITRE VII. — *Les prescriptions relatives à la circulation des véhicules exceptionnels*

Section 1^{ère}. — Les interdictions de circuler

Art. 35. § 1^{er}. Sur les routes et autoroutes, la circulation des véhicules exceptionnels dont la largeur dépasse 4,00 mètres, est interdite de six heures à vingt-et-une heures.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sur les autoroutes comportant moins de trois bandes de circulation allant dans le sens suivi, à l'exception des voies d'accès et de sorties aux autoroutes comportant plus de trois bandes de circulation signalées par un panneau représentant le signal F5 prévu au code de la route, la circulation des véhicules exceptionnels dont la largeur dépasse 3,50 mètres, est interdite de six heures à vingt-et-une heures.

§ 2. Sur les routes et autoroutes, la circulation des véhicules exceptionnels dont la longueur dépasse 30,00 mètres, est interdite de six heures et vingt-et-une heures.

§ 3. La circulation des véhicules exceptionnels est interdite du samedi vingt-deux heures au dimanche minuit, sauf pour les véhicules grues qui ne dépassent pas une masse de 108 tonnes ou une largeur de 3,00 mètres, ainsi que leurs véhicules accessoires.

§ 4. Sur toutes routes et autoroutes, la circulation des véhicules exceptionnels est interdite les jours ouvrables entre sept heures et neuf heures et entre seize heures et dix-huit heures, sauf pour les véhicules exceptionnels qui ne dépassent pas une masse de 60,00 tonnes, une largeur de 3,50 mètres ou une longueur de 27,00 mètres, pour autant que l'autorisation ne prévoit pas de prescription qui peut avoir un impact sur la fluidité du trafic en imposant sur l'itinéraire des manœuvres particulières, ou en limitant la vitesse du véhicule exceptionnel.

§ 5. Les interdictions de circulation visées aux paragraphes 1^{er} à 4, pour ce qui concerne les routes autres que les autoroutes, ne s'appliquent pas aux véhicules agricoles.

§ 6. L'autorisation de mise en circulation sur la voie publique d'un véhicule exceptionnel peut contenir des prescriptions spécifiques dérogeant au paragraphe 1^{er} à 4.

§ 7. La circulation des véhicules exceptionnels est interdite lorsque l'Institut royal météorologique annonce des conditions glissantes ou de brouillard dont le code est orange ou rouge ou lorsqu'il annonce des conditions de vent, de pluie ou d'orage dont le code est rouge.

Lorsqu'un véhicule exceptionnel est confronté inopinément aux conditions décrites ci-dessus, il s'arrête dès que possible au premier endroit sans gêner la circulation.

§ 8. Le directeur de l'administration peut accorder des dérogations aux interdictions de circuler visées au présent article.

Art. 36. Sur la voie publique, lorsque l'infrastructure le permet, le véhicule exceptionnel se tient le plus près possible du bord droit de celle-ci.

Sur les autoroutes ainsi que sur les voies publiques qui comportent au moins deux bandes de circulation allant dans le sens suivi, le véhicule exceptionnel dont la largeur excède celle d'une bande de circulation laisse, si l'infrastructure le permet, la deuxième bande de circulation, à compter du bord droit de la chaussée, libre aux autres usagers. Pour ce faire, il peut franchir la ligne blanche continue située à droite de la première bande de circulation.

Section 2. — Les autres conditions de circulation

Art. 37. L'utilisateur prend toutes les dispositions utiles pour que les prescriptions et les itinéraires repris dans l'autorisation soient compris par le coordinateur de la circulation, les accompagnateurs ainsi que par le chauffeur.

Art. 38. Dans les cas visés à l'article 35, § 7, ainsi qu'en cas de véhicule en panne, de chargement tombé sur la voie publique ou d'accident, le chauffeur et, le cas échéant, les accompagnateurs se conforment aux dispositions des articles 51 et 52 du code de la route.

Les accompagnateurs respectent, ou font respecter, sur autoroute une distance de deux kilomètres entre les véhicules exceptionnels d'un même transport circulant en plusieurs convois.

Art. 39. En dehors des circonstances prévues à l'article 30 du code de la route, les véhicules du convoi utilisent en permanence les feux de croisement et les feux rouges arrière.

Section 3. — Le franchissement des passages à niveau

Art. 40. Le chauffeur du véhicule exceptionnel et, le cas échéant, le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs, s'assurent de disposer du temps suffisant pour franchir tout passage à niveau de façon normale et sans s'arrêter.

Ils reconnaissent les lieux avant de franchir le passage à niveau et vérifient si des modifications ne sont pas intervenues depuis la dernière reconnaissance.

Ils examinent particulièrement les profils en long et en travers de la voirie dans la zone du passage à niveau. Ils prennent les mesures qui s'imposent pour que la garde au sol du véhicule exceptionnel soit suffisante pour ne pas entrer en contact avec les rails ou avec le revêtement routier.

Ils placent un observateur le long de la chaussée lorsque la distance verticale entre le portique de protection et le point le plus élevé du véhicule exceptionnel est inférieure à 10 centimètres.

CHAPITRE VIII. — *Les prescriptions spécifiques aux véhicules agricoles*

Section 1^{re}. — Le champ d'application

Art. 41. Les véhicules agricoles qui répondent aux conditions suivantes sont des véhicules agricoles exceptionnels :

- 1° la longueur est inférieure ou égale à 27,00 mètres ;
- 2° la largeur est inférieure ou égale à 4,25 mètres ;
- 3° la hauteur et les masses sont conformes au code de la route et au règlement technique ;
- 4° le déplacement a lieu dans un rayon maximum de 50 kilomètres du siège d'exploitation ou de la ferme.

Les véhicules agricoles qui ne répondent pas aux conditions de masses visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, peuvent, après consultation, être assimilées par le directeur de l'administration, à des véhicules agricoles exceptionnels qui répondent aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Les véhicules agricoles qui entrent dans ce champ d'application sont, sauf disposition contraire dans le chapitre 8, soumis aux obligations prévues par le présent arrêté.

Art. 42. Le chargement d'un véhicule agricole tracté est exclusivement une machine agricole ou du matériel agricole.

Section 2. — Les prescriptions relatives au signalement des véhicules agricoles

Art. 43. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 22 à 33, à l'exception de l'article 22, § 2, 1°, 4° et 5°, un véhicule agricole, dont la largeur :

- 1° est supérieure à 3,20 mètres et inférieure ou égale à 3,50 mètres, est dispensé d'un véhicule accompagnateur ;
- 2° est supérieure à 3,50 mètres et inférieure ou égale à 4,25 mètres, peut n'être signalé que par un véhicule d'avertissement.

§ 2. Le véhicule agricole, qui répond à la définition de véhicule lent visé à l'article 1^{er}, § 2, 75, du règlement technique, et qui circule sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation et où la vitesse maximale autorisée est de plus de 70 kilomètres par heure, est signalé au moins par un véhicule d'avertissement.

Art. 44. Au moins un panneau conforme à ceux visés au *a)*, 1° et 2°, de l'annexe 1^{re} est placé sur le véhicule d'avertissement à l'avant et à l'arrière. Les panneaux ou inscriptions restent visibles en tout temps et sont lisibles le jour par temps clair à une distance minimum de quarante mètres.

Les panneaux ou inscriptions sont situés dans un plan vertical et perpendiculaire au plan de symétrie du véhicule. Le bord inférieur du panneau ou de l'inscription est placé à minimum 0,40 mètre au-dessus du sol.

Les panneaux ou inscriptions sont rendus invisibles aussitôt que le véhicule ne répond plus aux caractéristiques définissant un véhicule exceptionnel.

Art. 45. Si le véhicule d'avertissement n'est pas équipé de feux de circulation diurnes visé à l'article 28, § 1^{er}, 25°, du règlement technique, le véhicule d'avertissement utilise en permanence les feux de croisement.

Le véhicule d'avertissement utilise au moins un feu jaune-orange clignotant conforme au Règlement ECE R65 additif 64 sur le toit. Ce feu est visible dans toutes les directions.

Le panneau et le feu clignotant sont enlevés aussitôt que le véhicule ne répond plus à la fonction de véhicule d'avertissement.

Section 3. — Les prescriptions relatives à la circulation des véhicules d'avertissement

Art. 46. Le véhicule d'avertissement roule à l'avant du convoi.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le véhicule d'avertissement roule à l'arrière du convoi si le véhicule agricole circule sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation.

Il peut être dérogé aux alinéas 1^{er} et 2 dans des circonstances exceptionnelles afin que le déplacement du convoi puisse se dérouler sans danger pour le convoi ou pour les autres usagers.

CHAPITRE IX. — *Traitements des données à caractère personnel*

Art. 47. § 1^{er}. L'administration collecte et conserve les données des demandeurs d'autorisations de mise en circulation des véhicules exceptionnels.

Le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures est le responsable du traitement tel que visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. Les données collectées par le responsable de traitement dans le cadre de la délivrance des autorisations visées à l'article 2 sont les suivantes :

- 1° le nom ;
- 2° le prénom ;
- 3° l'adresse ;
- 4° le pays ;
- 5° le numéro de téléphone ;
- 6° le fax ;
- 7° l'adresse e-mail ;
- 8° la signature.

§ 3. Les données sont récoltées et conservées pour la gestion des autorisations de mise en circulation de véhicule exceptionnel, comprenant les traitements suivants :

- 1° la demande d'accès à l'application informatique de délivrance des autorisations visées à l'article 2 ;
- 2° l'exercice du contrôle et de la constatation des infractions par les agents qualifiés, lors du transport exceptionnel, conformément à l'article 15 du décret du 4 avril 2019 et aux articles 29 et suivants du présent arrêté ;
- 3° le cas échéant, la procédure de sanction administrative visée à l'article 3, § 2 ;
- 4° l'établissement de statistiques générales et anonymes par l'administration aux fins d'analyse et d'évaluation de la mesure politique.

§ 4. Les données sont accessibles aux agents visés aux articles 14, 17 et 27 du décret du 4 avril 2019, aux agents statutaires ou membres du personnel contractuels de l'administration, chargés de la gestion des demandes d'autorisation de l'application informatique de délivrance des autorisations au moyen d'une connexion authentifiée et tracée.

§ 5. Les agents statutaires ou membres du personnel contractuels chargés de la gestion des demandes d'autorisation sont désignés par le responsable du traitement.

§ 6. La consultation des données est régie par les droits d'accès personnel octroyés à chaque utilisateur de l'application en fonction de son rôle dans le traitement de données.

§ 7. La durée de conservation des données nécessaire à la réalisation de la finalité est de 5 ans. Les données sont ensuite conservées pendant 5 ans pour un intérêt administratif tel que la gestion éventuelle d'un contentieux ou pour répondre à une obligation légale. Les données peuvent alors être consultées de manière ponctuelle et motivée par des personnes spécifiquement habilitées.

CHAPITRE X. — *Amendes administratives*

Art. 48. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi que les montants des amendes administratives applicables à ces infractions sont fixés à l'annexe 2.

CHAPITRE XI. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 49. Sont abrogés :

- 1° les articles 48.3 et 48.4 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 2010 ;
- 2° l'arrêté royal du 2 juin 2010 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels, modifié par les arrêtés royaux des 24 octobre 2011, 27 février 2013 et 15 juillet 2013, à l'exception de l'article 6, §§ 2 à 6, et de l'article 8 ;
- 3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2012 relatif à la délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, à l'exception des articles 2, alinéas 1^{er} et 2, 7, §§ 2 et 5, et 11 ;
- 4° l'arrêté royal du 27 février 2013 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels et modifiant les arrêtés royaux des 24 mars 1997, 19 juillet 2000, 22 décembre 2003 et 1^{er} septembre 2006 relatifs à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 2013 ;
- 5° l'article 4/1 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2010 relatif à la procédure, la forme et le contenu de l'autorisation pour la circulation routière, modifié par l'arrêté ministériel du 5 juillet 2013.

Art. 50. Le présent arrêté s'applique uniquement aux infractions commises après son entrée en vigueur.

Art. 51. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2024 à l'exception de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, §§ 2 à 5 et 10, de l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, f), 3^o, f), 4^o, f), et alinéa 2, de l'article 5 et de l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2 qui entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} mars 2027.

Art. 52. Le Ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ANNEXE 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel.

a) Le panneau ou l'inscription placé(e) sur les véhicules exceptionnels est :
1° soit de forme rectangulaire de minimum 1,00 x 0,16 mètre. Son fond est de couleur jaune ou orange rétro-réfléchissante. Son texte est écrit en majuscules noires d'une hauteur minimale de 12 centimètres et reproduit les mentions « transport exceptionnel » ou « convoi exceptionnel » dans l'une des trois langues nationales ou en anglais repris ci-dessous :

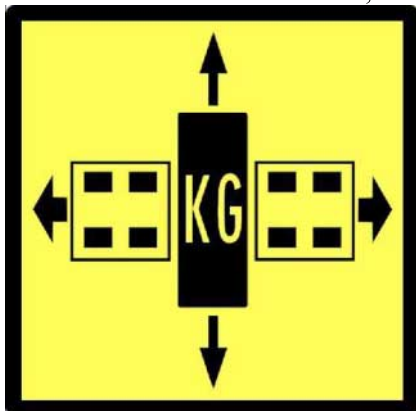
TRANSPORT EXCEPTIONNEL

CONVOI EXCEPTIONNEL

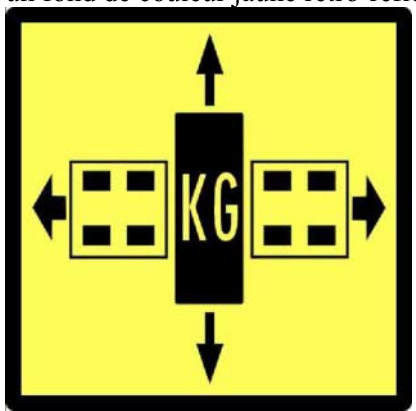
UITZONDERLIJK VERVOER

SCHWERTRANSPORT

2° soit, de forme carrée, de 0,50 mètre de côté reprenant le modèle qui suit, le logo de couleur noire respectant les proportions du modèle, dans un fond de couleur jaune rétro-réfléchissante, lui-même entouré d'une bande noire de 0,02 mètre ;

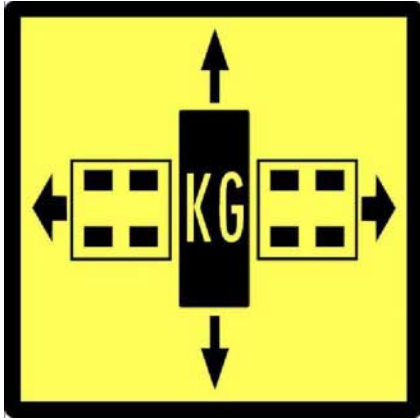


3° soit, s'agissant des motocyclettes véhicules accompagnateurs, de forme carrée, de 0,10 mètre de côté reprenant le modèle qui suit, le logo de couleur noire respectant les proportions du modèle, dans un fond de couleur jaune rétro-réfléchissante, lui-même entouré d'une bande noire de 0,02 mètre :

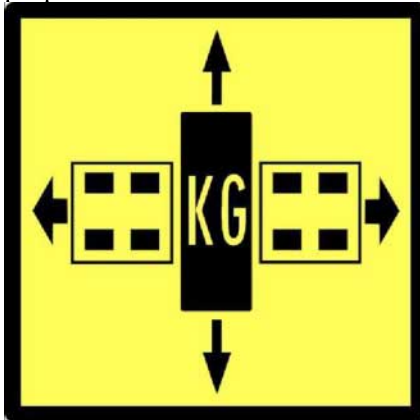


b) Le logo sur la veste ou sur la combinaison du coordinateur de la circulation et des accompagnateurs est :

1° de couleur noire de minimum 0,25 mètre dans la dimension horizontale et qui en respecte les proportions, :



2° de couleur noire de minimum 0,08 mètre dans la dimension horizontale et qui en respecte les proportions :



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ANNEXE 2 d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel

En application des articles 24 et 33 du décret du 4 avril 2019, les infractions et leurs montants sont fixés comme suit :

INFRACTIONS		RÈGLEMENTATION	SOMMES À PERCEVOIR
A) Autorisation/prescriptions			
a1	Le véhicule exceptionnel circule sans autorisation.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er} Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 2 § 1 ^{er}	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a2	Le véhicule exceptionnel circule avec une autorisation qui n'est pas délivrée au nom de l'utilisateur pour lequel le véhicule exceptionnel est mis en circulation.	Décret du 4 avril 2019, art. 8 § 1 ^{er}	500 EUR
a3	Le véhicule exceptionnel circule avec une autorisation périmée.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er} . Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 2 § 8	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a4	Le véhicule exceptionnel circule sans respecter l'itinéraire prescrit.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er}	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a5	Le véhicule exceptionnel circule avec une autorisation reprenant des données techniques du véhicule introduites par l'utilisateur supérieures à celles de la dérogation technique du véhicule.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er}	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a6	Le véhicule exceptionnel circule avec une autorisation reprenant un ou des numéros de châssis différents de ceux du ou des véhicules contrôlé(s).	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er} . Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 2, §7	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a7	Plusieurs véhicules exceptionnels circulent au même moment avec la même autorisation.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er} Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019 (par véhicule supplémentaire)

		exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 2 § 7, al. 1 ^{er}	
a8	Le véhicule exceptionnel circule en dépassant les prescriptions de masses ou dimensions prévues dans l'autorisation.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er}	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019
a9	Ne pas respecter certaines prescriptions de l'autorisation en vue d'assurer la sécurité routière ainsi que la fluidité et la facilité de la circulation du véhicule exceptionnel.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 1 ^{er}	Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019 Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, Annexe 2, Appendice 1 ^{er}
a10	Le véhicule exceptionnel pour lequel il existe une autorisation circule sans autorisation à bord du véhicule ou du véhicule accompagnateur, mais son existence a pu être prouvée immédiatement.	Décret du 4 avril 2019, art. 8, § 2	55 EUR
a11	L'utilisateur transmet à l'administration des données techniques relatives aux véhicules exceptionnels qui sont inexacts et qui ont servi à la délivrance de l'autorisation.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 2, § 1 ^{er}	350 EUR
a12	L'utilisateur n'avertit pas le service de police concerné du non-respect de l'horaire ou de la non-organisation du transport.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 34, §2, al. 4	350 EUR
a13	Le véhicule exceptionnel circule avec une autorisation qui est contrefaite.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 3, § 4	3000 EUR
B) Chargement			

b1	<p>b1.1. À l'exception de la masse d'alourdissement et du démontage visé à l'article 12, alinéa 2 du présent arrêté, un véhicule exceptionnel transporte plus d'une pièce dans une dimension non conforme au code de la route et au règlement technique ;</p> <p>b1.2. Plusieurs pièces sont transportées sur un véhicule exceptionnel dont la masse maximale autorisée est non conforme au règlement technique.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 9</p>	<p>Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019</p>
b2	<p>b2.1 Le train de véhicules ne dispose pas d'un certificat d'un service technique accrédité qui confirme que le train de véhicules respecte les dimensions des rayons de girations visés à l'article 32bis, 3.3., alinéa 1^{er} du règlement technique</p> <p>b2.2 le véhicule tracté a une largeur supérieure à 275 cm</p> <p>b2.3 le véhicule tracté a une largeur maximale de 275 cm qui peut être rétréci</p> <p>b2.4 l'espace de chargement utilisé dépasse :</p> <p>1° 16,50 mètres de l'avant du train de véhicules pour le tracteur - semi-remorque ;</p> <p>2° 18,75 mètres de l'avant du train de véhicules pour le camion - remorque ;</p> <p>3° 1,275 mètre à partir de l'axe longitudinal du véhicule et jusqu'à 4,00 mètres au-dessus de la surface du sol.</p> <p>b2.5 La charge divisible, ou les installations pour la charge divisible, constituent un obstacle au positionnement le plus idéal de la charge indivisible.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art.10</p>	<p>Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019</p>
b3	<p>Des poteaux, des éléments longs ou des poutres préfabriquées sont transportés simultanément sans respecter l'article 9 du présent arrêté, sans qu'il n'y ait</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de</p>	<p>Application de l'art. 21 du décret du 4 avril 2019</p>

	de justification technique ou de stabilité reprise dans une note du constructeur jointe à l'autorisation.	délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 11	
b4	La charge indivisible n'est pas placée de façon que le nombre de dimensions exceptionnelles du véhicule soit réduit au minimum et que le véhicule exceptionnel entre dans la plus petite catégorie visée à l'article 4 du présent arrêté.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 12	150 EUR
b5	L'équipement auxiliaire, tel que les contrepoids, godets, câbles, crochets, dépasse de plus de 5 % la masse totale de la charge indivisible.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 13	500 EUR
b6	Le dépassement du chargement de l'extrémité arrière du véhicule exceptionnel au-delà des normes autorisées par le code de la route n'est pas justifié par des raisons techniques ou de stabilité attestées par une note technique du constructeur jointe à l'autorisation.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 16	150 EUR
C) Infractions relatives à l'accompagnement			
c1	<p>c1.1 Il n'y a pas de véhicule accompagnateur lorsque cela est requis (1)</p> <p>c1.2 le nombre de véhicules accompagnateurs ou d'accompagnateurs est insuffisant (2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins un véhicule accompagnateur avec un coordinateur de la circulation visé à l'article 30 est requis lorsque le véhicule exceptionnel rencontre au moins une des conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 1° sa longueur est supérieure à 27,00 mètres et inférieure ou égale à 30,00 mètres ; 2° sa largeur est supérieure à 3,20 mètres et inférieure ou égale à 4,00 mètres ; - Au moins deux véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, sont requis durant tout le transport lorsque le véhicule exceptionnel rencontre 	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 22 et 23	Annexe 1er, Appendice 2 (1) ou Appendice 3 (2)

	<p>au moins une des conditions ou circonstances suivantes :</p> <p>1° lorsque la circulation à contresens ou dans le même sens est arrêtée sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée n'est pas supérieure à 90 kilomètres par heure ;</p> <p>2° sa longueur est supérieure à 30,00 mètres et inférieure ou égale à 35,00 mètres ;</p> <p>3° sa largeur est supérieure à 4,00 mètres et inférieure ou égale à 5,00 mètres ;</p> <p>4° lorsque l'autorisation prescrit que le véhicule exceptionnel circule à vitesse réduite sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation et où la vitesse maximale autorisée est de plus de 70 kilomètres par heure ;</p> <p>5° lorsque le véhicule exceptionnel exécute une des manœuvres visées à l'article 34, § 1^{er} du présent arrêté.</p> <p>- Au moins trois véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, sont requis lorsque le véhicule exceptionnel rencontre au moins une des conditions ou circonstances suivantes :</p> <p>1° sa longueur est supérieure à 35,00 mètres ;</p> <p>2° sa largeur est supérieure à 5,00 mètres.</p> <p>c1.3. En cas de dépassement arrière de plus de 3,00 mètres :</p> <p>1° un véhicule accompagnateur est requis ;</p> <p>2° sans préjudice de l'article 22, § 1^{er} du présent arrêté, un second véhicule accompagnateur, dont un avec un coordinateur de la circulation, est requis.</p>		
c2	Sauf circonstances exceptionnelles afin que le déplacement du convoi puisse se dérouler sans danger pour le convoi ou pour les autres	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de	300 EUR

	<p>usagers, le non-respect du positionnement du véhicule accompagnateur dans le convoi exceptionnel.</p> <p>- Lorsqu'un véhicule accompagnateur avec un coordinateur de la circulation est requis :</p> <p>le véhicule accompagnateur roule à l'avant du convoi. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, le véhicule accompagnateur roule derrière.</p> <p>- Lorsque deux véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, est requis :</p> <p>un des véhicules accompagnateurs roule à l'avant du convoi et l'autre à l'arrière. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, les deux véhicules accompagnateurs peuvent rouler à l'arrière.</p> <p>- Lorsque trois véhicules accompagnateurs, dont un avec un coordinateur de la circulation, est requis :</p> <p>deux des véhicules accompagnateurs roulent à l'avant du convoi, le troisième à l'arrière. Cependant, lorsque le véhicule exceptionnel circule sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, les trois véhicules accompagnateurs peuvent rouler à l'arrière.</p>	<p>délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 22, §1^{er}, dernier alinéa ou § 2, dernier alinéa ou § 3 dernier alinéa</p>	
c3	<p>Il n'y a pas de désignation par écrit du coordinateur de la circulation ou il n'est pas valablement désigné.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de</p>	500 EUR

		délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 30, § 1 ^{er} . al. 1 ^{er}	
c4	Le coordinateur de la circulation ou un accompagnateur, ne donne pas au conducteur ou aux usagers de la voirie les indications nécessaires pour assurer la sécurité de la circulation et pour faciliter le passage du véhicule exceptionnel, conformément aux instructions et aux prescriptions déterminées par le Ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 31	500 EUR
c5	Le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs habilités pour assurer la sécurité de la circulation et pour faciliter le passage du véhicule exceptionnel n'ont pas respecté leurs obligations, telles que : 1° sur les carrefours non équipés de feux de signalisation, en n'arrêtant pas la circulation des rues perpendiculaires ; 2° sur les carrefours équipés de feux de signalisation, en ne maintenant pas l'arrêt de la circulation résultant d'un feu rouge le temps nécessaire afin que le convoi puisse se dégager du carrefour ; 3° en n'arrêtant pas la circulation à contresens ou allant dans le même sens sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée n'est pas supérieure à 90 kilomètres par heure ; 4° en n'empêchant pas la circulation venant de l'arrière, dans le même sens que le véhicule exceptionnel, de dépasser ou de contourner ce dernier ;	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 32	500 EUR
c6	Ne pas être accompagné par un service de police dans l'une des situations suivantes : 1° pour rouler à contresens de la circulation sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est de plus de 90 kilomètres par heure ;	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 34	700 EUR

	<p>2° pour franchir l'ouverture dans la berme centrale d'une autoroute ou d'une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont affectées à chaque sens de circulation ;</p> <p>3° lorsque la circulation à contresens ou dans le même sens est arrêtée sur des voies publiques où la vitesse maximale autorisée est de plus de 90 kilomètres par heure ;</p> <p>4° pour circuler sur une autoroute ou sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont affectées à chaque sens de circulation et sur laquelle la vitesse maximale autorisée est supérieure à 70 kilomètres par heure, lorsque l'autorisation prescrit d'y circuler à vitesse réduite.</p>		
c7	Le coordonnateur de la circulation et le chauffeur ne communiquent pas dans la même langue ou, le cas échéant, un interprète n'est pas présent aux côtés du chauffeur.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 30, § 2	500 EUR
D) Véhicules agricoles			

d1	<p>Lorsque le véhicule agricole exceptionnel :</p> <p>1° n'est pas utilisé exclusivement dans le cadre d'une activité agricole ;</p> <p>2° dont la largeur est supérieure à 3,20 mètres et inférieure ou égale à 4,25 mètres et dont la longueur est inférieure ou égale à 27,00 mètres et dont la hauteur et les masses sont conformes au code de la route et au règlement technique ;</p> <p>3° se déplace dans un rayon maximum de 50 kilomètres du siège d'exploitation ou de la ferme ;</p> <p>4° ne répond pas aux conditions de masses visées à l'article 41, alinéa 1^{er}, 3° du présent arrêté, ni aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, après avoir été assimilées à des véhicules agricoles après consultation ;</p> <p>5° dans le cas d'un véhicule agricole tracté, est chargé d'une machine agricole ou de matériel agricole ;</p> <p>6° n'est pas signalé par un véhicule d'avertissement.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 1 ^{er} , 7° et arts. 41 à 43	500 EUR
----	---	--	---------

d2	<p>d2.1. Un panneau ou une inscription conforme à ceux visés au a), 1° et 2° de l'annexe 1^{re} n'est pas placé à l'avant et à l'arrière du véhicule exceptionnel.</p> <p>d2.2. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas rendus visibles en tout temps et sont illisibles le jour par temps clair à une distance minimum de quarante mètres.</p> <p>d2.3. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas situés dans un plan vertical et perpendiculaire au plan de symétrie du véhicule.</p> <p>d2.4. Le bord inférieur du panneau ou de l'inscription n'est pas placé à minimum 0,40 mètre au-dessus du sol.</p> <p>d2.5. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas rendus invisibles aussitôt que le véhicule ne répond plus aux caractéristiques définissant un véhicule exceptionnel</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, AGW art. 44	150 EUR
d3	Le véhicule d'avertissement n'utilise pas en permanence les feux de croisement, dans le cas où il n'est pas équipé de feux de circulation diurnes visés à l'article 28, §1 ^{er} , 25° du règlement technique.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 45 al. 1 ^{er}	150 EUR
d4	Le véhicule d'avertissement n'utilise pas au moins un feu jaune-orange clignotant sur le toit ou ce feu n'est pas visible dans toutes les directions.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 45 al. 2	200 EUR
d5	Le panneau et le feu clignotant ne sont pas enlevés aussitôt que le véhicule ne répond plus à la fonction de véhicule d'avertissement.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 45 al. 3	70 EUR

d6	<p>Sauf circonstances exceptionnelles afin que le déplacement du convoi puisse se dérouler sans danger pour le convoi ou pour les autres usagers, le non-respect du positionnement du véhicule d'avertissement.</p> <p>" Le véhicule d'avertissement roule à l'avant du convoi. Cependant, lorsque le véhicule agricole circule sur une voie divisée en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation, le véhicule d'avertissement roule à l'arrière. ".</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 46	300 EUR
E) Fenêtres horaires			
e1	Ne pas respecter les plages horaires de circulation.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 35	600 EUR
F) Equipement			
f1	Un véhicule exceptionnel unique dont la longueur est supérieure à 19,00 mètres n'est pas équipé d'au moins un essieu directionnel à l'avant et à l'arrière.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 6, al. 1 ^{er}	800 EUR
f2	Pour un train de véhicules exceptionnel d'une longueur supérieure à 27,00 mètres, le véhicule tracté le plus long n'est pas équipé d'au moins un essieu directionnel.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 6.al.2	800 EUR
f3	Les véhicules grues et les véhicules à usages spéciaux visés à l'article 1 ^{er} , §2, 46 du règlement technique dépassent de cinq pour cent, pour ce qui est des écarts inférieur et supérieur admis, la masse en ordre de marche indiquée dans	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 7	500 EUR

	le certificat de conformité du véhicule.		
f4	<p>f4.1. Un panneau ou une inscription conforme à ceux visés au a), 1° et 2° de l'annexe 1^{re}, n'est pas placé(e) à l'avant et à l'arrière du véhicule exceptionnel.</p> <p>f4.2. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas rendus visibles en tout temps et sont illisibles le jour par temps clair à une distance minimum de quarante mètres.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 17	150 EUR
f5	<p>f5.1. Le bord inférieur du panneau ou de l'inscription visé au f4 n'est pas placé à minimum 0,40 mètre au-dessus du sol.</p> <p>f5.2. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas situés dans un plan vertical et perpendiculaire au plan de symétrie du véhicule.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 17, al. 2 et 3	70 EUR
f6	Les panneaux ou inscriptions ne sont pas rendu(e)s invisibles aussitôt que le véhicule ne répond plus aux caractéristiques définissant le véhicule exceptionnel.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 17, al. 4.	70 EUR
f7	<p>f7.1. Le véhicule exceptionnel n'est pas équipé des feux conformes au Règlement ECE R65 additif 64 suivants : 1° à l'avant, d'au moins deux feux jaune-orange clignotants montés de part et d'autre sur la cabine et visibles dans un angle de minimum 270 degrés vers l'avant ; 2° à l'arrière, d'un feu jaune-orange clignotant monté sur l'extrémité arrière gauche du véhicule ou de la charge si celle-ci dépasse l'extrémité du véhicule et visible sous un angle de 180 degrés vers l'arrière.</p> <p>f7.2. Ces feux ne fonctionnent pas en permanence durant le transport exceptionnel.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 18	250 EUR

	f7.3. Ces feux gênent les autres usagers par leur intensité lumineuse		
f8	Le véhicule exceptionnel n'est pas équipé des accessoires de sécurité suivants : 1° un second triangle de danger ; 2° deux feux flash, jaune-orange, électroniques, portatifs, visibles à une distance d'au moins 100 mètres	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 19	150 EUR
f9	Pour un véhicule exceptionnel d'une longueur supérieure à 22,00 mètres, le marquage rétro-réfléchissant n'est pas apposé des deux côtés et sur au moins quatre-vingts pour cent de la longueur du véhicule exceptionnel en charge.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 20, 1°	300 EUR

f10	<p>f10.1. Lorsque la largeur du véhicule exceptionnel est supérieure à 2,55 mètres : quatre panneaux conformes aux prescriptions de l'article 28, § 6, 3, 1° du règlement technique, étant entendu que les panneaux carrés visés à l'article 28, § 6, 3, 1°, alinéa 2 du règlement technique, sont placés uniquement sur les véhicules exceptionnels d'une largeur maximale de 3,50 mètres, ou, jusqu'au 31 décembre 2015, conformément à l'article 47.1 du code de la route, étant entendu qu'au moins les bandes blanches sur les panneaux avant et au moins les bandes rouges sur les panneaux arrières sont rétro-réfléchissantes, ne sont pas placés, deux à l'avant et deux à l'arrière, pour délimiter la largeur du véhicule exceptionnel ;</p> <p>f10.2. ils ne sont pas fixés de manière à ne pas constituer un obstacle par eux-mêmes.</p> <p>f10.3. les panneaux avant ne sont pas munis d'au moins un feu blanc et ceux arrières d'au moins un feu rouge ;</p> <p>f10.4. ces feux ne fonctionnent pas en permanence.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 20, 2°, a), c) et d)	300 EUR
f11	Le bord inférieur des panneaux visés au f10 n'est pas placé à une hauteur mesurée à partir du sol comprise entre 0,40 mètre minimum et 2 mètres maximum. Une hauteur supérieure peut être tolérée dans le cas où la hauteur maximum ne peut pas être respectée pour des raisons techniques.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 20, 2°, b)	70 EUR
f12	<p>f12.1. Le chargement dépassant l'arrière du véhicule de plus d'un mètre n'est pas signalé par un panneau conforme à l'article 28, § 6, 3, 1° du règlement technique ;</p> <p>f12.2 le panneau n'est pas muni d'un feu rouge ;</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 21, al. 1 ^{er} et 3	250 EUR

	f12.3. ce feu ne fonctionne pas en permanence.		
f13	<p>f13.1 Le bord inférieur du panneau visé au f12 n'est pas placé à une hauteur mesurée à partir du sol comprise entre 40 centimètres minimum et 2 mètres maximum. Une hauteur supérieure peut être tolérée dans le cas où la hauteur maximum ne peut pas être respectée pour des raisons techniques ;</p> <p>f13.2. il n'est pas fixé de manière à ne pas constituer un obstacle par lui-même ;</p> <p>f13.3. le panneau n'est pas fixé à la plus forte saillie du chargement de manière à être constamment dans un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 21, al. 1 ^{er} et 2	70 EUR
f14	Pour un véhicule exceptionnel d'une largeur supérieure à 4,50 mètres, le marquage rétro-réfléchissant n'est pas apposé à l'avant et à l'arrière sur la totalité de la largeur du véhicule exceptionnel.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 20, 3 ^o	300 EUR
f15	<p>f15.1 Le véhicule accompagnateur n'est pas une voiture, une voiture mixte, une camionnette ou une moto telles que définies à l'article 1^{er}, §1^{er} 44, 47 et 54 du règlement technique.</p> <p>f15.2. Le véhicule accompagnateur a une hauteur de toit inférieure à 1,75 mètre</p> <p>f15.3. une longueur inférieure à 2,50 mètres</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 24	400 EUR
f16	<p>f16.1. La motocyclette n'est pas équipée d'un feu jaune-orange clignotant sur un mat à l'arrière du véhicule et visible dans toutes les directions ;</p> <p>f16.2. le logo visé au a), 3^o de l'annexe 1^{re}, rétro-réfléchissant</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 27	250 EUR

	<p>n'est pas placé sur les flancs de la motocyclette ;</p> <p>f16.3. des surfaces rétro-réfléchissantes avec des " flèches ouvertes " ne sont pas apposées de chaque côté du véhicule ;</p> <p>f16.4. Ces surfaces n'ont pas au moins les dimensions de 0,30 mètre ;</p> <p>f16.5. Elles ne sont pas de couleur rouge et blanche ou rouge et jaune ;</p> <p>f16.6. Les flèches ne sont pas dirigées vers l'avant du véhicule ou n'ont pas une largeur de minimum 0,05 mètre.</p>		
f17	<p>f17.1. Un panneau ou une inscription conforme à ceux visés au a), 1° et 2° de l'annexe 1^{re}, n'est pas placé(e) à l'avant et à l'arrière du véhicule accompagnateur.</p> <p>f17.2. Les panneaux ou inscriptions ne sont pas rendus visibles en tout temps et sont illisibles le jour par temps clair à une distance minimum de quarante mètres.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 25, §2</p>	150 EUR
f18	<p>Le bord inférieur du panneau ou de l'inscription visé au f17 n'est pas placé à minimum 0,40 mètre au-dessus du sol.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 25, §2</p>	70 EUR

f19	<p>f19.1. Le véhicule accompagnateur n'est pas de couleur jaune RAL codes 1003, 1004, 1023 ;</p> <p>f19.2. l'avant et l'arrière du véhicule ne sont pas recouverts de bandes blanches et rouges alternées de 75 à 120 millimètres de largeur, inclinées entre 45 et 60 degrés sur une surface d'au moins un demi-mètre carré ;</p> <p>f19.3. les bandes blanches de l'avant et les bandes rouges de l'arrière ne sont pas rétro-réfléchissantes ;</p> <p>f19.4. des surfaces rétro-réfléchissantes avec des " flèches ouvertes " ne sont pas apposées de chaque côté du véhicule ;</p> <p>f19.5. ces surfaces n'ont pas au moins les dimensions de 1,00 mètre sur 0,30 mètre ;</p> <p>f19.6 elles ne sont pas de couleur rouge et blanche ou rouge et jaune ;</p> <p>f19.7. les flèches ne sont pas dirigées vers l'avant du véhicule ou n'ont pas une largeur de 0,10 mètre.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 25, § 1 ^{er} et 2	400 EUR
f20	<p>f20.1. Le véhicule accompagnateur est pourvu sur les deux côtés d'un logo ou du nom de l'entreprise dont la taille maximale est supérieure à 1,00 mètre sur 0,50 mètre ;</p> <p>f20.2. Le logo ou le nom de l'entreprise est rétro-réfléchissant ;</p> <p>f20.3. Le fond du logo n'est pas de couleur identique à celle du véhicule accompagnateur.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 25, § 3	400 EUR
f21	f21.1. Les véhicules accompagnateurs ne sont pas équipés d'au moins deux feux jaune-orange clignotants sur le toit conformément au Règlement	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de	300 EUR

	<p>ECE R65 additif 64, visibles dans toutes les directions à une distance d'au moins 50 mètres</p> <p>f21.2 ils ne fonctionnent pas durant le transport exceptionnel.</p>	délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 26, § 1 ^{er} , al. 1 ^{er}	
f22	<p>f22.1. Les véhicules accompagnateurs circulant à l'arrière ne sont pas équipés, sur le toit, d'une rampe lumineuse munie de flèches directionnelles d'avertissement de couleur jaune ;</p> <p>f22.2. ils ne sont pas visibles ;</p> <p>f22.3. ils ne fonctionnent pas durant le transport exceptionnel.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art 26, § 1 ^{er} , al. 2	300 EUR
f23	Les dispositifs visés aux f21 et 22 gênent les autres usagers par leur intensité lumineuse.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 26, § 2	300 EUR
f24	Les véhicules accompagnateurs ne sont pas, ou pas tous, équipés de telle façon à ce qu'ils restent en liaison constante les uns avec les autres.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 28	375 EUR
f25	<p>Au moins un véhicule accompagnateur n'est pas équipé des accessoires et dispositifs de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 extincteur de 3 kilogrammes ; - 10 cônes rétro-réfléchissants blanc-orange d'une hauteur de 40 centimètres répondant à la norme NBN EN 13422 ou équivalent ou feux de balisage jaune-orange ; - 2 lampes torches blanches sur batterie avec cônes jaune-orange comme accessoires ; - 2 panneaux de signalisation rétro-réfléchissants C3 sur manche ; - 2 panneaux de signalisation A51 tripodes ; - 1 décamètre ; 	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 29	150 EUR

	- 1 perche de mesurage extensible de 6 mètres minimum.		
f26	Le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs ne portent pas, lorsqu'ils sont amenés à donner des indications visées à l'article 32 du présent arrêté en dehors de leurs véhicules, des vêtements de signalisation conformes à la norme NBN EN ISO 20471 ou équivalente, de classe 3, se composant d'une veste de couleur jaune et éventuellement d'un pantalon jaune ou d'une combinaison de même couleur.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 33, 1°.	400 EUR
f27	f27.1. Un logo centré sur le dos de la veste ou centré sur le dos de la partie haute de la combinaison de couleur noire conforme à celui visé au b), 1° de l'annexe 1 ^{re} ; f27.2. un logo sur le côté droit de l'avant de la veste ou sur le côté droit de l'avant de la partie haute de la combinaison de couleur noire conforme à celui visé au b), 2° de l'annexe 1 ^{re} .	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 33, 2° et 3°	200 EUR
G) Règles particulières de circulation			
g1	Lorsque l'Institut royal météorologique annonce des conditions glissantes ou de brouillard dont le code est orange ou rouge ou lorsqu'il annonce des conditions de vent, de pluie ou d'orage dont le code est rouge, le conducteur n'arrête pas, ou le coordinateur de la	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 35, § 7	600 EUR

	circulation ne fait pas arrêter le véhicule exceptionnel dès que possible au premier endroit permettant de ne pas gêner la circulation.		
g2	Sur les autoroutes ainsi que sur les voies publiques comportant au moins deux bandes de circulation allant dans le sens suivi, le véhicule exceptionnel dont la largeur excède celle d'une bande de circulation ne laisse pas, si l'infrastructure le permet, la deuxième bande de circulation, à compter du bord droit de la chaussée, libre aux autres usagers.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 36, § 2	100 EUR
g3	Dans les cas visés à l'article 35, §7 du présent arrêté ainsi qu'en cas de véhicule en panne, de chargement tombé sur la voie publique ou d'accident, le chauffeur et, le cas échéant, les accompagnateurs ne se conforment pas aux dispositions des articles 51 et 52 du code de la route.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 38, alinéa 1 ^{er}	300 EUR
g4	La distance de deux kilomètres sur autoroute entre les véhicules exceptionnels circulant en plusieurs convois n'est pas respectée	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 38, alinéa 2	250 EUR
g5	Les feux de croisement et les feux rouges arrière des véhicules du convoi ne sont pas utilisés.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 39	100 EUR

g6	<p>Le chauffeur du véhicule exceptionnel et, le cas échéant, le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs n'assurent pas la sécurité du convoi pour le franchissement d'un passage à niveau, à savoir :</p> <p>g6.1. ils ne s'assurent pas qu'ils disposent du temps suffisant pour franchir tout passage à niveau de façon normale et sans s'arrêter ;</p> <p>g6.2. ils ne reconnaissent pas les lieux avant de franchir le passage à niveau et ne vérifient pas si des modifications ne sont pas intervenues depuis la dernière reconnaissance ;</p> <p>g6.3. ils n'examinent pas les profils en long et en travers de la voirie dans la zone du passage à niveau ;</p> <p>g6.4. ils ne prennent pas les mesures qui s'imposent pour que la garde au sol du véhicule exceptionnel soit suffisante pour ne pas entrer en contact avec les rails ou avec le revêtement routier ;</p> <p>g6.5. ils ne placent pas un observateur le long de la chaussée lorsque la distance verticale entre le portique de protection et le point le plus élevé du véhicule exceptionnel est inférieur à 10 centimètres.</p>	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 40	700 EUR
g7	L'itinéraire n'a pas été reconnu au maximum 5 jours calendriers avant la date de mise en circulation du transport exceptionnel.	Décret du 4 avril 2019, art. 11	600 EUR
g8	Le coordinateur ou à défaut, le chauffeur, n'assure pas la remise en état initial de l'infrastructure et aménagements routiers après le passage du transport exceptionnel.	Arrêté du Gouvernement wallon du (...) relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel, art. 31, al. 3	3000 EUR

Appendices :

Appendice 1^{er} : Infractions aux prescriptions de l'autorisation

1 ^o	Les entre-distances d'essieux de chaque véhicule sont au maximum 2 % inférieures aux prescriptions de l'autorisation	100 EUR
2 ^o	Les entre-distances d'essieux de chaque véhicule sont de plus de 2 % inférieures aux prescriptions de l'autorisation	300 EUR
3 ^o	Le gestionnaire de voirie n'a pas été prévenu du passage du véhicule exceptionnel conformément aux prescriptions de l'autorisation	500 EUR
4 ^o	Chaque prescription de l'autorisation autre que celles visées aux points 1 ^o à 3 ^o	70 EUR

Appendice 2 : Absence de véhicules accompagnateurs ou d'accompagnateur :

1 ^o	Alors qu'il en faut 1:	1000 EUR
2 ^o	Alors qu'il en faut 2:	1800 EUR
3 ^o	Alors qu'il en faut 3:	2400 EUR

Appendice 3 : Nombre insuffisant de véhicules accompagnateurs ou d'accompagnateurs :

1 ^o	1 au lieu de 2:	1000 EUR
2 ^o	1 au lieu de 3:	1600 EUR
3 ^o	2 au lieu de 3:	1000 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 relatif à la circulation routière des véhicules exceptionnels et fixant les modalités et conditions de délivrance d'autorisation pour le transport exceptionnel.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/007525]

21. MÄRZ 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 in der geänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über Verwaltungsbußen im Bereich der Straßenverkehrssicherheit, geändert durch das Dekret vom 18. Mai 2022 zur Änderung der Dekrete vom 29. Oktober 2015 zur Einrichtung von Haushaltsfonds im Bereich der Straßen und Wasserwege und vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßengutes und der Wasserwege, Artikel 3, 4, 8, 12, 22, 24, 33, Paragraph 2, 44, Paragraph 1 und 45;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur allgemeinen Regelung der Straßenverkehrspolizei und der Nutzung der öffentlichen Straße;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2010 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Ausstellung von Zulassungen für Sondertransporte;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Februar 2013 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung von Verstößen im Bereich des Straßenverkehrs von Sonderfahrzeugen und zur Änderung der Königlichen Erlasse vom 24. März 1997, 19. Juli 2000, 22. Dezember 2003 und 1. September 2006 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung bestimmter Verstöße;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 16. Dezember 2010 über das Verfahren, die Form und den Inhalt der Genehmigung für den Straßenverkehr von Sonderfahrzeugen;

Aufgrund des Berichts vom 27. Juli 2022, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 9. September 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. Juni 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Abstimmung zwischen den Regionalregierungen gemäß Artikel 6, Paragraph 2, Ziffer 5, des Sondergesetzes über die institutionellen Reformen vom 8. August 1980;

Aufgrund der Stellungnahme 273/2022 der Datenschutzbehörde, die am 21. Dezember 2022 abgegeben wurde;

Aufgrund der Mitteilung an die Europäische Kommission vom 8. Februar 2023 gemäß Artikel 5, Paragraph 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund der Stellungnahme 74.505/4 des Staatsrats vom 18. Oktober 2023 gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Erlässt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Paragraph 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

Ziffer 1 Die Verwaltung: die Direktion für die Regelung der Straßenverkehrssicherheit und Straßenkontrolle der Abteilung für Verkehrsregelung und -regulierung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, nachfolgend mit ÖDW MI bezeichnet.“

Ziffer 2 der Minister: der für Mobilität zuständige Minister;

Ziffer 3 ECE-Regelung R65 Zusatz 64: Regelung Nr. 65 der Wirtschaftskommission der Vereinten Nationen für Europa (UN/ECE) - Einheitliche Bedingungen für die Genehmigung von besonderen Warnleuchten für Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger;

Ziffer 4 Das Dekret vom 4. April 2019: das Dekret vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit;

Ziffer 5 Das landwirtschaftliche Fahrzeug: jedes Fahrzeug oder jeder Zug von zwei Fahrzeugen, die in Artikel 1, Paragraph 2, 59 bis 61 und 76 der technischen Vorschrift genannt sind und ausschließlich im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit verwendet werden;

Ziffer 6 Das Warnfahrzeug: jeder Pkw, Kombinationskraftwagen oder Lieferwagen gemäß der Definition in Artikel 1, Paragraph 1, 44, 47 und 54 der technischen Vorschrift, der ein landwirtschaftliches Fahrzeug gemäß Artikel 43 signalisiert;

Ziffer 7 Ballastmasse: die Masse, die an den Antriebsachsen des ziehenden Fahrzeugs zu dem alleinigen Zweck hinzugefügt wird, die für die Bewegung des Fahrzeugzuges erforderliche Bodenhaftung zu erzeugen;

Ziffer 8 Masse in fahrbereitem Zustand: die Masse des Fahrzeugs, wobei der Kraftstoffbehälter zu mindestens 90 % seines Fassungsvermögens gefüllt ist, einschließlich der Masse des Fahrers, des Kraftstoffs und der Flüssigkeiten, und das mit der Standardausrüstung gemäß den Spezifikationen des Herstellers ausgestattet ist, sowie gegebenenfalls die Masse des Aufbaus, der Kabine, der Anhängerkupplung, des Ersatzrads oder der Ersatzräder und des Werkzeugs;

Ziffer 9 Die Konsultation: das Einholen einer Stellungnahme von einem oder mehreren der folgenden Verwalter: des intermodalen Güterverkehrs oder der öffentlichen Straßen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Eisenbahnen, die für die Entscheidung über die Erteilung der Genehmigung für die Zulassung eines Sonderfahrzeugs für den Verkehr notwendig ist;

Ziffer 10 Der qualifizierte Bedienstete: der in Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Bedienstete.

KAPITEL II — Die Genehmigung

Abschnitt 1. - Beantragung und Erteilung der Genehmigung

Art. 2 - Paragraph 1. Die Zulassung eines Sonderfahrzeugs für den Verkehr auf öffentlichen Straßen erfordert eine vorherige schriftliche Genehmigung des Verwaltungsdirektors. Für jede Genehmigung können vom Verwalter des regionalen öffentlichen Straßennetzes je nach örtlicher Situation oder spezifischen Erfordernissen besondere Bedingungen auferlegt werden.

Der Antrag auf Genehmigung zur Zulassung eines Sonderfahrzeugs im Verkehr und die begleitenden Dokumente werden vom Nutzer oder seinem Bevollmächtigten über die IT-Anwendung zur Verwaltung der Genehmigungen zur Zulassung von Sonderfahrzeugen im Verkehr an die Verwaltung übermittelt.

Die Genehmigung kann, wenn der Transport dies erfordert, von der Straßenverkehrsordnung abweichen, wenn diese es zulässt.

Paragraph 2. Damit der Antrag zulässig ist, sind die Gebühren für früher eingereichte Anträge gemäß Artikel 5 zu entrichten.

Paragraph 3. Unbeschadet des Paragraphen 5 informiert die Verwaltung innerhalb von fünf Arbeitstagen ab dem Datum des Antragseingangs den Antragsteller über die in Artikel 2, Paragraph 1, Absatz 2 genannte EDV-Anwendung über die Notwendigkeit einer Konsultation im Hinblick auf die Erteilung der Genehmigung.

Paragraph 4. Unbeschadet des Paragraphen 5 wird die Entscheidung über die Erteilung oder Verweigerung der Genehmigung dem Antragsteller über die in Artikel 2, Paragraph 1, Absatz 2 genannte IT-Anwendung innerhalb von fünf Arbeitstagen ab dem Datum des Antragseingangs oder innerhalb von 15 Arbeitstagen ab diesem Datum bei einem Antrag, der eine Konsultation erfordert, mitgeteilt.

Paragraph 5. Wenn der Antrag oder die Konsultation zusätzliche Informationen erfordert, übermittelt die Verwaltung oder der Verantwortliche für den intermodalen Güterverkehr oder der Verwalter der öffentlichen Straßen des ÖDW MI dem Antragsteller über die in Artikel 2, Paragraph 1, Absatz 2 genannte IT-Anwendung innerhalb von fünf Arbeitstagen ab dem Datum des Eingangs des Antrags oder der Mitteilung der Konsultation gemäß Absatz 3 eine Aufstellung der fehlenden Elemente.

Wenn die eingegangenen Elemente immer noch zusätzliche Informationen erfordern, sendet die Verwaltung oder der Verantwortliche für den intermodalen Güterverkehr oder der Verwalter der öffentlichen Straßen des ÖDW MI dem Antragsteller innerhalb von drei Arbeitstagen nach Erhalt der erhaltenen Elemente erneut eine Aufstellung der fehlenden Elemente zu.

Das Verfahren nach Absatz 2 gilt so lange, bis der Antrag vollständig ist.

Paragraph 6. Die Genehmigung kann, wenn der Transport dies erfordert, von Artikel 49.1, Absatz 1 der Straßenverkehrsordnung abweichen.

Paragraph 7. Die Genehmigung wird für ein einzelnes Fahrzeug oder für eine Kombination von Fahrzeugen erteilt, die anhand der Fahrgestell- oder Zulassungsnummern identifiziert werden.

Für einzelne Sonderfahrzeuge der in Artikel 4 genannten Kategorien 1 oder 2 kann der Hersteller oder Monteur solcher anerkannten Sonderfahrzeuge, der Inhaber eines Probekennzeichens gemäß den Artikeln 5 bis 10 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 zur Regelung der Zulassung von Handelskennzeichen und nationalen Kennzeichen für Kraftfahrzeuge und Anhänger ist, die Gesamtheit der Sonderfahrzeuge, die die in der Zulassung aufgeführten technischen Merkmale aufweisen, mit diesem „Probekennzeichen“ bezeichnen.

Für die Zulassung der in Absatz 2 genannten Sonderfahrzeuge wird die Genehmigung erteilt, sofern die Fahrzeuge für eine der folgenden Fahrten verwendet werden:

Ziffer 1 nach der Montage oder Reparatur zur Entwicklung oder zur Überprüfung ihrer Funktionsfähigkeit;

Ziffer 2 zu Demonstrationszwecken;

Ziffer 3 zum Parken;

Ziffer 4 im Hinblick auf ihre Vorstellung bei einer mit der Kontrolle der im Verkehr befindlichen Fahrzeuge beauftragten Stelle;

Ziffer 5 im Hinblick auf ihre Präsentation für Tests sowie während dieser Tests im Rahmen eines Zulassungsverfahrens für ein Fahrzeug.

Paragraph 8. Die Genehmigung gilt für eine Höchstdauer:

Ziffer 1 von fünf Jahren, wenn sie sich auf ein Sonderfahrzeug der Kategorie 1 gemäß Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 1 bezieht;

Ziffer 2 von einem Jahr, wenn sie sich auf ein Sonderfahrzeug der Kategorie 2 gemäß Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 2 bezieht;

Ziffer 3 von vier Monaten, wenn sie sich auf ein Sonderfahrzeug der Kategorie 3, wie in Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 3 erwähnt, bezieht;

Ziffer 4 von zwei Monaten, wenn sie sich auf ein Sonderfahrzeug der Kategorie 4, wie in Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 4 erwähnt, bezieht.

In jeder Genehmigung wird die Dauer ihrer Gültigkeit angegeben.

Paragraph 9. Wenn der Verwalter die Hinterlegung der in Artikel 8, Paragraph 3 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Kautions verlangt, wird die Kautions gemäß den in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, Paragraph 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßenbereichs genannten Regeln eingefordert.

Paragraph 10. Der Minister kann zusätzliche Modalitäten in Bezug auf das Verfahren zur Beantragung und Erteilung einer Genehmigung festlegen und bestimmt Form und Inhalt der Genehmigung.

Abschnitt 2 — Entzug, Aussetzung und Änderung der Genehmigung

Art. 3 - Paragraph 1. Der Verwaltungsdirektor hört den Inhaber der Genehmigung oder seinen Vertreter vorab an, bevor er eine Entscheidung im Sinne von Artikel 8, Paragraph 1, Absatz 3 des Dekrets vom 4. April 2019 trifft.

Paragraph 2. Der Beamte der Verwaltungsinstanz, d. h. die in Artikel 27 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Person, kann im Rahmen eines Verwaltungssanktionsverfahrens die Genehmigung für die Zulassung eines Sonderfahrzeugs für den Verkehr aussetzen, zurücknehmen oder ändern:

Ziffer 1 im Falle eines Verstoßes gegen diesen Erlass;

Ziffer 2 bei Verstößen gegen die Vorschriften der Zulassung zum Verkehr;

Ziffer 3 bei einem Verkehrsunfall;

Ziffer 4 wenn sich herausstellt, dass der Inhaber, seine Bediensteten oder seine Bevollmächtigten unrichtige oder unvollständige Angaben gemacht haben oder dass sie unrichtige oder unvollständige Erklärungen abgegeben haben, um die genannte Genehmigung zu erhalten oder zu behalten.

Die Aussetzung der Genehmigung der Zulassung eines Sonderfahrzeugs kann für einen Zeitraum von mindestens 15 Tagen und höchstens sechs Monaten ausgesprochen werden.

Abschnitt 3 — Kategorien und Gebühren

Art. 4 - Die Kategorien von Sonderfahrzeugen sind folgende:

Ziffer 1 Kategorie 1: Ein Sonderfahrzeug, das die folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) Bei einem einzelnen Fahrzeug beträgt die Länge höchstens 19,00 m;
- b) Bei einem Fahrzeugzug beträgt die Länge höchstens 27,00 m;
- c) Seine Breite beträgt höchstens 3,50 m;
- d) Seine Höhe und Masse entsprechen der Straßenverkehrsordnung und den technischen Vorschriften;

Ziffer 2 Kategorie 2: Ein Sonderfahrzeug, das mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) Bei einem einzelnen Fahrzeug beträgt die Länge mindestens 19,00 m und höchstens 22,00 m;
- b) Bei einem Fahrzeugzug beträgt die Länge mindestens 27,00 m und höchstens 30,00 m;
- c) Seine Breite beträgt mindestens 3,50 m und höchstens 4,25 m;
- d) Seine Höhe überschreitet die in der Straßenverkehrsordnung und den technischen Vorschriften festgelegten Grenzen und beträgt bis zu 4,50 m;
- e) Seine Masse überschreitet die in den technischen Vorschriften festgelegten Grenzwerte und beträgt höchstens 90,00 Tonnen;
- f) Der Standardachswert beträgt mindestens 4 und höchstens 11;

Ziffer 3, Kategorie 3: Ein Sonderfahrzeug, das mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) bei einem einzelnen Fahrzeug beträgt die Länge mindestens 22,00 m und höchstens 28,00 m;
- b) bei einem Fahrzeugzug beträgt die Länge mindestens 30,00 m und höchstens 35,00 m;
- c) seine Breite beträgt mindestens 4,25 m und höchstens 5,00 m;
- d) Seine Höhe beträgt mindestens 4,50 m und höchstens 4,80 m;
- e) seine Masse beträgt mindestens 90,00 Tonnen und höchstens 120,00 Tonnen;
- f) der Standardachswert beträgt mindestens 11 und höchstens 13;

Ziffer 4, Kategorie 4: Ein Sonderfahrzeug, das mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) bei einem einzelnen Fahrzeug beträgt die Länge mindestens 28,00 m;
- b) bei einem Fahrzeugzug beträgt die Länge mindestens 35,00 m;
- c) seine Breite beträgt mindestens 5,00 m;
- d) seine Höhe beträgt mindestens 4,80 m;
- e) seine Masse beträgt mehr als 120,00 Tonnen;
- f) der Standardachswert beträgt mindestens 13;

Der Standardachswert, „Se“, wird nach folgender Formel ermittelt:

$S_e = \sum_{i=1}^n (M_{e_i}/10)^4$ wobei M_{e_i} die Masse einer Achse in Tonnen ausgedrückt wird und n die Gesamtzahl der Achsen des Fahrzeugs ist.

Art. 5 - Paragraph 1. Für die Ausstellung der Genehmigung oder im Falle einer Annullierung oder Verweigerung ist eine Gebühr zu entrichten.

Paragraph 2. Die Gebühr „RT“, wird nach folgender Formel bestimmt:

$RT = RA + n \text{ EO} + c \text{ (20 \% RA)}$, wobei:

Ziffer 1 „RA“ ist die Verwaltungsgebühr, deren Höhe wie folgt bestimmt wird:

- a) für ein Sonderfahrzeug, das eine Bedingung der Kategorie 1 erfüllt: siebenzig EUR plus fünfundzwanzig EUR, wenn das Sonderfahrzeug zwei Abmaße der Kategorie 1 aufweist.
- b) für ein Sonderfahrzeug, das eine Bedingung der Kategorie 2 erfüllt: einhundertfünfzig Euro zuzüglich:
 - (1) achtunddreißig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 1;
 - (2) fünfundsiebzig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 2.
- c) für ein Sonderfahrzeug, das eine Bedingung der Kategorie 3 erfüllt: dreihundert Euro zuzüglich:
 - (1) achtunddreißig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 1;
 - (2) fünfundsiebzig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 2.
 - (3) einhundertdreizehn Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 3.
- d) für ein Sonderfahrzeug mit einer Abmessung oder Masse der Kategorie 4: fünfhundert Euro zuzüglich:
 - (1) achtunddreißig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 1;
 - (2) fünfundsiebzig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 2.
 - (3) einhundertdreizehn Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 3.
 - (4) einhundertachtundachtzig Euro für jede weitere Bedingung der Kategorie 4;

Ziffer 2 „n“ ist die Anzahl der untersuchten Bauwerke;

Ziffer 3 „EO“ ist die Untersuchung eines Bauwerks im Rahmen einer Konsultation, deren Wert sich auf zweihundert Euro beläuft;

Ziffer 4 „c“ ist die Anzahl der zusätzlichen Fahrzeuge, deren technische Merkmale mit denen der in die Genehmigung aufgenommenen Fahrzeuge identisch sind.

Paragraph 3. Wenn eine Genehmigung für einen Sondertransport erteilt wird, für den die unteilbare Ladung auch auf schiffbaren Wasserstraßen oder auf der Schiene auf wallonischem Gebiet befördert wurde, wird die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnte Gebühr RT nicht fällig.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist der Bahnhof oder der Fluss- oder Seehafen, in dem das unteilbare Stück ein- oder ausgeladen wird, wenn er sich in der Wallonie befindet, der Bahnhof, der dem Abfahrts- bzw. Ankunftsort des Stücks am nächsten liegt.

Paragraph 4. Wenn die in Artikel 2, Paragraphen 3 bis 5 genannten Fristen nicht eingehalten werden, werden im Falle einer Annullierung des Antrags oder einer Ablehnung die in Paragraph 2, Ziffer 1 genannten Beträge um achtzig Prozent gekürzt.

Paragraph 5. Die in diesem Artikel genannten Beträge werden jedes Jahr am 1. Januar unter Anwendung des Gesundheitsindex indexiert. Der Referenzindex ist der Index für den Monat November 2023.

Bei der Indexierung wird das Ergebnis ggf. um bis zu 0,50 Euro erhöht oder um bis zu 0,49 Euro verringert, um eine ganze Zahl zu erhalten.

Paragraph 6. Die nach diesem Artikel festgesetzten Gebühren sind innerhalb von dreißig Tagen nach Absendung der Zahlungsaufforderung zu zahlen.

KAPITEL III — Vorschriften für Sonderfahrzeuge

Art. 6 - Ein einzelnes Sonderfahrzeug mit einer Länge von mehr als 19,00 m ist mit mindestens einer lenkbaren Achse vorne und hinten ausgestattet.

Bei einem Zug von Sonderfahrzeugen mit einer Länge von mehr als 27,00 m muss das längste gezogene Fahrzeug mit mindestens einer lenkbaren Achse ausgestattet sein.

Art. 7 - Kranfahrzeuge und Fahrzeuge mit besonderer Zweckbestimmung im Sinne von Artikel 1, Paragraph 2, 46 der technischen Vorschrift dürfen die in der Konformitätsbescheinigung des Fahrzeugs angegebene Masse in fahrbereitem Zustand hinsichtlich der zulässigen oberen und unteren Abweichungen um nicht mehr als fünf Prozent überschreiten.

KAPITEL IV — Vorschriften für die Beladung von Sonderfahrzeugen

Abschnitt 1 — Allgemeine Vorschriften

Art. 8 - Ein unbeladenes Kraftfahrzeug erfüllt die Anforderungen der technischen Vorschriften hinsichtlich Masse und Abmessungen, um eine Last zu befördern oder Teil eines Fahrzeugzuges zu sein.

Abschnitt 2 — Zusammengesetzte teilbare Ladung

Art. 9 - Mit Ausnahme der Beschwerungsmasse, die aus Zubehör oder Teilen der unteilbaren Ladung bestehen kann, ohne zusätzliche außergewöhnliche Abmessungen zu schaffen, besteht die Ladung eines Sonderfahrzeugs aus einem unteilbaren Stück.

Mehrere Teile können befördert werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

Ziffer 1 Die Zugmaschine und das gezogene Fahrzeug sowie der unbeladene und beladene Fahrzeugzug entsprechen den Massenanforderungen der technischen Vorschriften;

Ziffer 2 Die Teile können hintereinander angeordnet werden, wenn die ziehenden und gezogenen Fahrzeuge und der Fahrzeugzug, sowohl leer als auch beladen, die Höchstlängen der technischen Vorschriften und der Straßenverkehrsordnung einhalten;

Ziffer 3 Die Teile können nebeneinander angeordnet werden, wenn die Zugfahrzeuge, die gezogenen Fahrzeuge und der Fahrzeugzug, sowohl leer als auch beladen, die maximalen Breiten der technischen Vorschriften und der Straßenverkehrsordnung einhalten;

Ziffer 4 Die Teile können übereinander angeordnet werden, wenn das ziehende und gezogene Fahrzeug und der Fahrzeugzug im leeren und beladenen Zustand die Maximalhöhen der technischen Vorschriften und der Straßenverkehrsordnung einhalten.

Art. 10 - Abweichend von Artikel 9, Absatz 2, Ziffer 2 und 3 darf ein Fahrzeugzug, der über eine Bescheinigung eines akkreditierten technischen Dienstes verfügt, die bestätigt, dass der Fahrzeugzug die Abmessungen der Wendekreise nach Artikel 32bis, 3.3, Absatz 1 der technischen Vorschrift einhält, und dessen gezogenes Fahrzeug eine maximale Breite von 275 cm hat, die nicht verengt werden kann, den Ladebereich nutzen bis:

Ziffer 1 16,50 m von der Vorderseite des Fahrzeugzuges für die Zugmaschine - Sattelanhänger;

Ziffer 2 18,75 m von der Vorderseite des Fahrzeugzuges für den LKW - Anhänger;

Ziffer 3 1,275 m von der Längsachse des Fahrzeugs und bis zu 4,00 m über der Bodenoberfläche.

Die teilbare Last oder die Einrichtungen für die teilbare Last stellen kein Hindernis für die ideale Positionierung der unteilbaren Last dar.

Abschnitt 3 — Der Transport von langen, vorgefertigten Elementen

Art. 11 - Vorgefertigte Pfosten, lange Elemente oder Balken können aus technischen oder Stabilitätsgründen gleichzeitig auf einem Fahrzeugzug transportiert werden, der mit einem selbstfahrenden Anhänger ausgestattet ist. Diese Gründe werden durch eine technische Notiz des Herstellers belegt, die dem Antrag auf Genehmigung beigefügt wird. Diese wird auch der Genehmigung beigefügt.

Abschnitt 4 — Die Verringerung der Abmessungen eines Sonderfahrzeugs

Art. 12 - Die unteilbare Ladung wird so platziert, dass die Anzahl der außergewöhnlichen Abmessungen des Fahrzeugs auf ein Minimum reduziert wird und das Sonderfahrzeug in die kleinste Kategorie nach Artikel 4 fällt.

Um die Höhe oder Breite zu verringern, die nicht der Straßenverkehrsordnung oder den technischen Vorschriften eines Sonderfahrzeugs entspricht, ist es erlaubt, eines der Zubehörteile oder Elemente der unteilbaren Ladung abzumontieren und auf demselben Fahrzeug zu transportieren, ohne dass die Gesamtmasse erhöht wird.

Abweichend von Artikel 9, Absatz 2, Ziffer 2 ist es, wenn nötig, erlaubt, durch die Anwendung von Absatz 2 eine Länge zu schaffen, die nicht der Straßenverkehrsordnung oder den technischen Vorschriften entspricht, oder die ursprüngliche Länge zu vergrößern.

Um die Höhe oder Breite zu verringern, die nicht der Straßenverkehrsordnung oder den technischen Vorschriften eines Sonderfahrzeugs entspricht, ist es erlaubt, die Ladung so zu neigen, dass eine nicht konforme Breite oder Höhe entsteht, oder die ursprüngliche Breite oder Höhe zu vergrößern.

Wenn in Anwendung von Artikel 9, Absatz 2 mehrere unteilbare Ladungen auf einer Länge befördert werden, die der Straßenverkehrsordnung und der technischen Vorschrift entspricht, kann der Beförderer aus Gründen der Effizienz die unteilbaren Ladungen so positionieren, dass ein zusätzliches Sondermaß in der Höhe oder Breite entsteht.

Die Bedingung der Effizienz ist erfüllt, wenn der Beförderer nachweisen kann, dass er durch die Platzierung der Ladung gemäß Absatz 5 mindestens dreißig Prozent mehr befördern kann, als wenn er die zulässige Höhe oder Breite einhält. Der Beförderer begründet diese Effizienz in einer technischen Notiz, die dem Genehmigungsantrag beigefügt ist. Die technische Notiz ist ebenfalls der Genehmigung beigefügt.

Die zusätzliche Sonderabmessung nach Absatz 5 bleibt auf eine der folgenden Breiten oder Höhen beschränkt, sofern zutreffend:

Ziffer 1 eine Breite von 3,00 m;

Ziffer 2 eine Höhe von 4,30 m.

Eine zusätzliche Sonderabmessung wird nur geschaffen, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

Ziffer 1 Das unbeladene Fahrzeug entspricht den technischen Vorschriften in Bezug auf die Abmessungen;

Ziffer 2 Die Masse des beladenen Fahrzeugs entspricht den technischen Vorschriften;

Ziffer 3 Die alternative Lademethode stellt kein zusätzliches Risiko für die Verkehrssicherheit dar.

Abschnitt 5 — Die Hilfsausrüstung

Art. 13 - Hilfsausrüstung wie Gegengewichte, Schaufeln, Seile und Haken dürfen bis zu maximal fünf Prozent der Gesamtmasse der unteilbaren Ladung mitgeführt werden, sofern die zulässige Höchstmasse nicht überschritten wird.

Abschnitt 6 — Die Ausrüstung von Kranfahrzeugen

Art. 14 - Schlingen, Seile, Hebeplatten und Haken gehören zur Grundausstattung des Kranfahrzeugs. Das Gegengewicht oder ein Teil davon, wenn es die Stabilität des Fahrzeugs gewährleistet, gehört ebenfalls zur Ausrüstung des Kranfahrzeugs, sofern die zulässige Höchstmasse nicht überschritten wird.

Abschnitt 7 — Beladung eines Hilfsfahrzeugs

Art. 15 - Gegengewichte, Gitterausleger und Teile eines Kranfahrzeugs können, zusammengefasst oder nicht, auf einem oder mehreren Hilfsfahrzeugen transportiert werden, d. h. jedes Fahrzeug, das im Konvoi mit einem Kranfahrzeug fährt oder nicht, um dessen Teile und Zubehör wie Gegengewichte zu transportieren. Die maximale Achsmasse dieses Fahrzeugs darf jedoch die maximal zulässige Achsmasse des Krans nicht überschreiten. Die Höhe des Fahrzeugs entspricht den technischen Vorschriften und der Straßenverkehrsordnung.

Abschnitt 8 — Reduzierung des hinteren Überhangs

Art. 16 - Der hintere Überhang der Ladung darf nicht mehr als 3,00 m betragen, es sei denn, dies ist aus technischen Gründen oder aus Gründen der Stabilität nicht möglich. Diese Gründe werden durch eine technische Notiz des Herstellers belegt, die dem Antrag auf Genehmigung beigefügt wird. Diese wird auch der Genehmigung beigefügt.

KAPITEL V — Vorschriften bezüglich der Sicherheitsausrüstung von Sonderfahrzeugen

Abschnitt 1 — Allgemeine Vorschriften

Art. 17 - An der Vorder- und Rückseite des Sonderfahrzeugs ist eine Tafel oder eine Aufschrift anzubringen, die die in Anhang 1, Ziffer 1 und 2 genannten Bedingungen erfüllt. Die Tafeln oder Aufschriften bleiben jederzeit sichtbar und sind tagsüber bei klarem Wetter aus einer Entfernung von mindestens vierzig Metern lesbar.

Die Unterkante der Tafel oder der Aufschrift befindet sich mindestens 0,40 m über dem Boden.

Die Tafeln oder Aufschriften befinden sich in einer vertikalen Ebene, die senkrecht zur Symmetrieebene des Fahrzeugs verläuft.

Die Tafeln oder Aufschriften werden unsichtbar gemacht, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Merkmale eines Sonderfahrzeugs erfüllt.

Art. 18 - Unbeschadet des Artikels 30 der Straßenverkehrsordnung ist das Sonderfahrzeug mit besonderen Warnleuchten gemäß der ECE-Regelung R65, Zusatz 64 ausgestattet, die andere Verkehrsteilnehmer durch ihre Lichtstärke nicht stören dürfen:

Ziffer 1 Vorne mindestens zwei gelb-orange blinkende Leuchten, die auf beiden Seiten am Fahrerhaus angebracht sind. Diese Leuchten sind in einem Winkel von mindestens 270 Grad nach vorn sichtbar;

Ziffer 2 Hinten eine gelb-orangefarbene Blinkleuchte, die am hinteren linken Ende des Fahrzeugs oder der Ladung angebracht ist, wenn diese über das Ende des Fahrzeugs hinausragt. Diese Leuchte ist in einem Winkel von 180 Grad nach hinten sichtbar;

Ziffer 3 Eine oder mehrere gelb-orange Blinkleuchten dürfen so an der Ladung angebracht werden, dass alle Leuchten des Sonderfahrzeugs in einem Winkel von 360 Grad sichtbar sind.

Die in Absatz 1 genannten Leuchten sind während des Sondertransports ständig in Betrieb.

Art. 19 - Zusätzlich zu den Bestimmungen des Artikels 81.2. der Straßenverkehrsordnung ist das Sonderfahrzeug mit folgendem Sicherheitszubehör ausgestattet:

Ziffer 1 einem zweiten Warndreieck;

Ziffer 2 zwei elektronischen, tragbaren, gelb-orangefarbene Blinkleuchten, die aus einer Entfernung von mindestens 100 m sichtbar sind.

Abschnitt 2 — Besondere Vorschriften

Art. 20 - Zusätzlich zu den Vorschriften der Artikel 17 bis 19 und den Bestimmungen des Artikels 28 Paragraph 5 der technischen Vorschrift gelten die folgenden besonderen Vorschriften:

Ziffer 1 Für ein Sonderfahrzeug mit einer Länge von mehr als 22,00 m ist die retroreflektierende Markierung auf mindestens achtzig Prozent der Länge des beladenen Sonderfahrzeugs angebracht und von beiden Seiten sichtbar;

Ziffer 2 mit Ausnahme von Kranfahrzeugen, wenn die Breite des Sonderfahrzeugs mehr als 2,55 m beträgt:

a) Vier Tafeln werden angebracht, zwei vorne und zwei hinten, um die Breite des Sonderfahrzeugs zu begrenzen. Sie werden so befestigt, dass sie an sich kein Hindernis darstellen;

b) Die Unterkante der Tafeln ist in einer vom Boden aus gemessenen Höhe von mindestens 0,40 m und höchstens 2 m angebracht. Eine größere Höhe ist zulässig, wenn die maximale Höhe aus technischen Gründen nicht eingehalten werden kann;

c) Die Tafeln entsprechen den Vorschriften des Artikels 28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1 der technischen Vorschrift, wobei die in Artikel 28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1, Absatz 2 derselben Vorschrift genannten quadratischen Tafeln nur an Sonderfahrzeugen mit einer maximalen Breite von 3,50 m angebracht sind;

d) Die vorderen Tafeln müssen außerdem mit mindestens einer weißen Leuchte und die hinteren Tafeln mit mindestens einer roten Leuchte versehen sein, deren Leistung den hinteren Begrenzungsleuchten gleichwertig ist. Diese Leuchten sind ständig in Betrieb;

Ziffer 3 Bei einem Sonderfahrzeug mit einer Breite von mehr als 4,50 m ist die retroreflektierende Markierung vorne und hinten über die gesamte Breite des Sonderfahrzeugs angebracht und sichtbar.

Art. 21 - Eine Ladung, die das hintere Ende des Fahrzeugs um mehr als einen Meter überragt, ist durch eine Tafel zu kennzeichnen, die am größten Vorsprung der Ladung so befestigt ist, dass sie ständig in einer senkrechten Ebene zur Längsmittlebene des Fahrzeugs liegt und Artikel 28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1, der technischen Vorschriften entspricht.

Die Unterkante der Tafel ist in einer vom Boden aus gemessenen Höhe von mindestens 0,40 m und höchstens 2 m angebracht. Sie wird so befestigt, dass sie an sich kein Hindernis darstellt; Eine größere Höhe ist zulässig, wenn die maximale Höhe aus technischen Gründen nicht eingehalten werden kann.

Die Tafel ist mit einer roten Leuchte ausgestattet, deren Leistung den hinteren Positionslichtern entspricht. Diese Leuchte ist ständig in Betrieb.

*KAPITEL VI - Vorschriften bezüglich der Begleitung von Sonderfahrzeugen**Abschnitt 1 — Verpflichtung zur Begleitung*

Art. 22 - Paragraph 1. Mindestens ein Begleitfahrzeug mit einem Verkehrskordinator nach Artikel 30 ist erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

Ziffer 1 Seine Länge beträgt mindestens 27,00 m und höchstens 30,00 m;

Ziffer 2 Seine Breite beträgt mindestens 3,20 m und höchstens 4,00 m.

Das Begleitfahrzeug fährt an der Spitze des Konvois. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, fährt das Begleitfahrzeug hinter dem Fahrzeug.

Paragraph 2. Mindestens zwei Begleitfahrzeuge, eines davon mit einem Verkehrskordinator, sind während des gesamten Transports erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt oder einer der folgenden Umstände eintritt:

Ziffer 1 Der Verkehr in der Gegenrichtung oder in derselben Richtung auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit nicht mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, wird angehalten;

Ziffer 2 Seine Länge beträgt mindestens 30,00 m und höchstens 35,00 m;

Ziffer 3 Seine Breite beträgt mindestens 4,00 m und höchstens 5,00 m;

Ziffer 4 Die Genehmigung schreibt vor, dass das Sonderfahrzeug mit reduzierter Geschwindigkeit auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, und auf der die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 70 Kilometer pro Stunde beträgt;

Ziffer 5 Das Sonderfahrzeug führt eines der in Artikel 34, Paragraph 1 genannten Manöver aus.

Eines der Begleitfahrzeuge fährt vor dem Konvoi, das andere hinter dem Konvoi. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, können beide Begleitfahrzeuge hinten fahren.

Paragraph 3. Mindestens drei Begleitfahrzeuge, eines davon mit einem Verkehrskordinator, sind erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt oder einer der folgenden Umstände eintritt:

Ziffer 1 Seine Länge beträgt mindestens 35,00 m;

Ziffer 2 Seine Breite beträgt mindestens 5,00 m;

Zwei der Begleitfahrzeuge fahren vor dem Konvoi, das dritte hinter dem Konvoi. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, können alle drei Begleitfahrzeuge hinten fahren.

Paragraph 4. Von Paragraph 1, Absatz 2, Paragraph 2, Absatz 2 und Paragraph 3, Absatz 2 kann unter außergewöhnlichen Umständen abgewichen werden, damit die Fahrt des Konvois ohne Gefahr für den Konvoi oder andere Verkehrsteilnehmer durchgeführt werden kann.

Paragraph 5. Unbeschadet der Anwendung der Paragraphen 1 bis 3 kann die Genehmigung zur Zulassung eines Sonderfahrzeugs auf öffentlichen Straßen die Begleitung durch ein oder mehrere Begleitfahrzeuge erfordern, um die in Artikel 8, Paragraph 1, Absatz 2, Ziffer 1 bis 3, des Dekrets vom 4. April 2019 vorgesehenen Anforderungen zu erfüllen.

Art. 23 - Paragraph 1^{er}. Bei einem Hecküberhang von mehr als 3,00 m ist mindestens ein Begleitfahrzeug erforderlich. Darüber hinaus ist in dem in Artikel 22, Paragraph 1 vorgesehenen Fall ein zweites Begleitfahrzeug erforderlich, wobei eines der Begleitfahrzeuge mit einem Verkehrskoordinator besetzt ist.

Art. 24 - Als Begleitfahrzeug wird ein Pkw, ein Kombinationskraftwagen oder ein Lieferwagen gemäß der Definition in Artikel 1, Paragraph 1, 44, 47 und 54 der technischen Vorschrift verwendet.

Das Begleitfahrzeug hat eine Dachhöhe von mindestens 1,75 m auf einer Länge von mindestens 2,50 m.

Sobald mindestens drei Begleitfahrzeuge erforderlich sind, ist die Verwendung eines Motorrads der Kategorie A, wie in Artikel 1 der technischen Vorschrift definiert, als Ersatz für eines der in Absatz 1 genannten Fahrzeuge zulässig.

Art. 25 - Paragraph 1. Das Begleitfahrzeug muss die Farbe Gelb, RAL-Code 1003, 1004, 1023, haben.

Paragraph 2. Artikel 17 Absätze 1 und 2 gilt für Begleitfahrzeuge.

Die Vorder- und Rückseite des Begleitfahrzeugs sind auf einer Fläche von mindestens einem halben Quadratmeter mit abwechselnd weißen und roten Streifen von 75 bis 120 Millimetern Breite bedeckt, die zwischen 45 und 60 Grad geneigt sind.

Mindestens die weißen Streifen auf der Vorderseite und mindestens die roten Streifen auf der Rückseite sind retroreflektierend.

Auf beiden Seiten des Begleitfahrzeugs sind retroreflektierende Flächen mit offenen Pfeilen angebracht. Diese Flächen haben mindestens die Maße 1,00 m x 0,30 m. Sie haben die Farben rot und weiß oder rot und gelb. Die Pfeile sind zur Vorderseite des Begleitfahrzeugs gerichtet und 0,10 m breit.

Paragraph 3. Das Begleitfahrzeug kann auf beiden Seiten mit einem Logo oder dem Namen des Unternehmens versehen werden, dessen maximale Größe 1,00 m x 0,50 m beträgt. Dieses/dieser ist nicht retroreflektierend. Der Hintergrund des Logos hat die gleiche Farbe wie die des Begleitfahrzeugs.

Art. 26 - Paragraph 1. Begleitfahrzeuge sind mit mindestens zwei gelb-orangen Blinkleuchten auf dem Dach ausgestattet. Diese Leuchten sind aus allen Richtungen in einer Entfernung von mindestens 50 Metern sichtbar und während des Sondertransports in Betrieb.

Hinten fahrende Begleitfahrzeuge sind auf dem Dach mit einer Lichtleiste in gerichteter Linie oder mit gerichteten gelben Warnpfeilen ausgestattet. Diese Lichtleiste ist während des Sondertransports sichtbar und in Betrieb.

Begleitfahrzeuge können mit Tafeln ausgestattet werden, die LED-Technik verwenden und die Signale A51, C3 oder C35 der Straßenverkehrsordnung darstellen.

Paragraph 2. Die in Paragraph 1 genannten Einrichtungen dürfen in Übereinstimmung mit der ECE-Regelung R65, Zusatz 64 andere Verkehrsteilnehmer nicht durch ihre Lichtstärke beeinträchtigen.

Art. 27 - Artikel 25, Paragraph 2 und 26 gelten nicht für Motorräder im Sinne von Artikel 24, Absatz 3;

Diese sind ausgestattet:

Ziffer 1 mit einer gelb-orangen Blinkleuchte auf einem Mast am Heck des Fahrzeugs, das in allen Richtungen sichtbar ist, und zwei orangefarbenen Leuchten an der Vorderseite des Fahrzeugs, die während des Sondertransports in Betrieb sind;

Ziffer 2 mit dem in Anhang 1, a), Ziffer 3 genannten Logo, das retroreflektierend ist und an den Seiten des Motorrads angebracht ist;

Ziffer 3 mit retroreflektierenden Flächen mit offenen Pfeilen, die auf beiden Seiten des Fahrzeugs angebracht sind.

Zu Absatz 2, Ziffer 3: Die Flächen haben mindestens die Größe von 0,30 m. Sie haben die Farben rot und weiß oder rot und gelb. Die Pfeile sind auf die Vorderseite des Fahrzeugs gerichtet und mindestens 0,05 m breit.

Art. 28 - Wenn der Konvoi ein oder mehrere Begleitfahrzeuge umfasst, müssen alle Fahrzeuge so ausgerüstet sein, dass sie ständig miteinander in Verbindung bleiben.

Art. 29 - Mindestens eines der Begleitfahrzeuge ist außerdem mit den folgenden Zubehörteilen und Sicherheitsvorrichtungen ausgestattet:

Ziffer 1 einem 3-kg-Feuerlöscher;

Ziffer 2 zehn weiß-orangen reflektierenden Kegeln mit einer Höhe von mindestens 40 cm, die der Norm NBN EN 13422 oder einer gleichwertigen Norm entsprechen, oder gelb-orangefarbenen Markierungsleuchten;

Ziffer 3 zwei batteriebetriebenen weißen Taschenlampen mit gelb-orangefarbenen Leitkegeln als Zubehör;

Ziffer 4 zwei retroreflektierenden Signaltafeln mit Fuß, die das in der Straßenverkehrsordnung vorgesehene Signal C3 darstellen;

Ziffer 5 zwei mit Dreibein versehenen Signaltafeln, die das in der Straßenverkehrsordnung vorgesehene Signal A51 darstellen;

Ziffer 6 einem Bandmaß;

Ziffer 7 einer Messstange, die auf mindestens 6 m ausziehbar ist;

*Abschnitt 2 — Verkehrskordinator, Begleiter und Fahrer**Unterabschnitt 1 — Kompetenzen und Befugnisse*

Art. 30 - Paragraph 1. Der Verkehrskordinator ist der schriftlich namentlich benannte Begleiter, der die Rolle des Gesamtleiters des Konvois übernimmt. Er verfügt über das Dokument, das ihn benennt. Er legt dieses Dokument auf Verlangen eines qualifizierten Beamten vor.

Der Benutzer benennt den Verkehrskordinator in der IT-Anwendung zur Verwaltung der Genehmigungen für die Inbetriebnahme von Sonderfahrzeugen.

Der Verkehrskordinator versteht alle in der Genehmigung enthaltenen Vorschriften, spricht mindestens eine der drei Landessprachen und stellt sicher, dass alle Begleitpersonen ihn verstehen. Er kommuniziert mit dem Fahrer in derselben Sprache. Andernfalls muss er auf eigene Kosten einen Dolmetscher in Anspruch nehmen, der neben dem Fahrer anwesend ist.

Vor der Abfahrt des Konvois trifft er alle Maßnahmen, die für den reibungslosen Ablauf des Sondertransports erforderlich sind. Er erteilt den Fahrern der anderen Fahrzeuge im Konvoi Anweisungen. Der Verkehrskordinator sorgt dafür, dass die Route eingehalten wird und dass die in der Genehmigung vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt werden.

Vor der Abfahrt überprüft der Verkehrskordinator, ob alle Fahrzeuge im Konvoi die Anforderungen der Genehmigung und die Anforderungen dieses Erlasses erfüllen. Mit Ausnahme des Wiegens der Massen kontrolliert der Verkehrskordinator insbesondere, ob die technischen Merkmale des Sonderfahrzeugs mit den in der Genehmigung beschriebenen übereinstimmen.

Nur wenn alle diese Bedingungen erfüllt sind, darf die Abfahrt erfolgen.

Paragraph 2. Der Verkehrskordinator oder, falls nicht vorhanden, der Fahrer überprüft vor und während jedes Sondertransports die Gültigkeit der Route in der IT-Anwendung zur Verwaltung der Genehmigungen für das Inverkehrbringen von Sonderfahrzeugen.

Paragraph 3. Die anderen Begleiterinnen und Begleiter handeln nach den Anweisungen des Verkehrskordinators.

Art. 31 - Der Verkehrskordinator und die Begleiter überwachen den reibungslosen Ablauf des Sondertransports und geben den Straßenbenutzern die notwendigen Hinweise, um die Sicherheit des Verkehrs zu gewährleisten und die Durchfahrt des Sonderfahrzeugs zu erleichtern.

Der Verkehrskordinator und die Begleitpersonen handeln und verhalten sich auf öffentlichen Straßen gemäß den vom Minister festgelegten Anweisungen und Vorschriften.

Sie verhindern Schäden an der Infrastruktur und den Straßeneinrichtungen und stellen sicher, dass diese nach der Durchfahrt des Sondertransports wieder in den ursprünglichen Zustand versetzt werden.

Art. 32 - Um die Sicherheit des Verkehrs zu gewährleisten und die Durchfahrt des Sonderfahrzeugs zu erleichtern, können der Verkehrskordinator und die Begleitpersonen:

Ziffer 1 den Verkehr von senkrecht verlaufenden Straßen an Kreuzungen, die nicht mit Ampeln ausgestattet sind, anhalten;

Ziffer 2 den durch eine rote Ampel verursachten Verkehrsstopp so lange aufrechterhalten, wie es notwendig ist, damit der Konvoi an Kreuzungen mit Ampeln ausweichen kann;

Ziffer 3 den Verkehr in der Gegenrichtung oder in derselben Richtung auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit nicht mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, anhalten;

Ziffer 4 den von hinten kommenden Verkehr, der in die gleiche Richtung wie das Sonderfahrzeug fährt, daran hindern, das Sonderfahrzeug zu überholen oder zu umfahren.

Art. 33 - Wenn der Verkehrskordinator und die Begleiter außerhalb ihrer Fahrzeuge die in Artikel 32 genannten Hinweise geben müssen, tragen sie:

Ziffer 1 Warnkleidung gemäß der Norm NBN EN ISO 20471 oder gleichwertig, Klasse 3, die aus einer gelben Jacke und eventuell einer gelben Hose oder einem gleichfarbigen Overall besteht;

Ziffer 2 ein Logo, das mittig auf dem Rücken der Jacke oder mittig auf dem Rücken des Oberteils des Anzugs angebracht ist und dem in Anhang 1 Ziffer 1 genannten Logo entspricht;

Ziffer 3 ein Logo auf der rechten Seite der Vorderseite der Jacke oder auf der rechten Seite der Vorderseite des Oberteils des Anzugs, das dem in Anhang 1, Ziffer 2, genannten Logo entspricht.

Abschnitt 3 — Begleitung durch eine Polizeidienststelle

Art. 34 - Paragraph 1. Zusätzlich zu den anderen in diesem Erlass festgelegten Bedingungen für die Begleitung oder Signalisierung ist die Begleitung durch eine föderale oder lokale Polizeidienststelle vorgeschrieben:

Ziffer 1 um auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, entgegen der Fahrtrichtung zu fahren;

Ziffer 2 um die Öffnung im Mittelstreifen einer Autobahn oder einer Fahrbahn zu passieren, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei jeder Fahrtrichtung zugeordnet sind;

Ziffer 3 wenn der Gegenverkehr oder der Verkehr in der gleichen Richtung auf öffentlichen Straßen angehalten wird, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt;

Ziffer 4 zum Fahren auf einer Autobahn oder auf einer Straße, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung bestimmt sind, und auf der die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 km/h beträgt, wenn in der Genehmigung vorgeschrieben ist, dass mit verminderter Geschwindigkeit gefahren wird.

Die in Absatz 1, Ziffer 4 erwähnte Genehmigung kann anstelle eines Polizeidienstes die Verwendung eines Signalfahrzeugs vorschreiben, das mit einer Vorrichtung mit FLR-Tafel ausgestattet ist, die dem Typ III des Anhangs 3 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlichen Straßen entspricht und mit einem Crash-Dämpfer ausgestattet ist, der sich vor dem Sonderfahrzeug befindet, in einer Entfernung von mindestens 100 m von diesem und maximal 150 m.

Das mobile Crash-Dämpferelement und seine Montagevorrichtung entsprechen Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020 über die Kennzeichnung von Baustellen und Hindernissen auf öffentlichen Straßen, und das Fahrzeug hat mindestens 2 Achsen und eine Masse in beladenem Zustand von mindestens 9000 kg einschließlich Crash-Dämpfer.

Paragraph 2. Die Modalitäten der Begleitung werden von der intervenierenden Polizeidienststelle festgelegt.

Der Antrag auf Begleitung wird mindestens vier Arbeitstage vor Abfahrt des Transports bei der Polizei eingereicht.

Diesem Antrag liegen immer die erste Seite der Genehmigung und das ordnungsgemäß ausgefüllte Zusatzinformationsblatt bei, dessen Muster auf der Internetseite der Behörde veröffentlicht ist.

Wenn der zwischen der Polizeidienststelle und dem Nutzer vereinbarte Zeitplan von Letzterem nicht eingehalten werden kann, benachrichtigt der Nutzer unverzüglich die zuständige Polizeidienststelle. Wenn die Begleitung nicht am selben Tag neu organisiert werden kann, ist ein neuer Antrag erforderlich und der Sondertransport wird verschoben.

KAPITEL VII — Vorschriften bezüglich des Verkehrs von Sonderfahrzeugen

Abschnitt 1 — Fahrverbote

Art. 35 - Paragraph 1. Auf Straßen und Autobahnen ist der Verkehr von Sonderfahrzeugen, die breiter als 4,00 m sind, von 6 Uhr bis 21 Uhr verboten.

Abweichend von Absatz 1 ist auf Autobahnen mit weniger als drei Fahrstreifen in der Folgerichtung, mit Ausnahme der Zu- und Abfahrten zu Autobahnen mit mehr als drei Fahrstreifen, die durch eine Tafel mit dem in der Straßenverkehrsordnung vorgesehenen Signal F5 gekennzeichnet sind, der Verkehr von Sonderfahrzeugen mit einer Breite von mehr als 3,50 m von 6 Uhr bis 21 Uhr verboten.

Paragraph 2. Auf Straßen und Autobahnen ist der Verkehr von Sonderfahrzeugen mit einer Länge von mehr als 30,00 m von sechs Uhr bis einundzwanzig Uhr verboten.

Paragraph 3. Der Verkehr von Sonderfahrzeugen ist von Samstag, 22 Uhr, bis Sonntag, 24 Uhr, verboten, außer für Kranfahrzeuge, die eine Masse von 108 Tonnen oder eine Breite von 3,00 m nicht überschreiten, sowie für ihre Zusatzfahrzeuge.

Paragraph 4. Auf allen Straßen und Autobahnen ist der Verkehr von Sonderfahrzeugen an Werktagen zwischen sieben Uhr und neun Uhr sowie zwischen sechzehn Uhr und achtzehn Uhr verboten, außer für Sonderfahrzeuge, die eine Masse von 60,00 Tonnen, eine Breite von 3,50 m oder eine Länge von 27,00 m nicht überschreiten, sofern die Genehmigung keine Vorschrift enthält, die sich auf den Verkehrsfluss auswirken kann, indem auf der Strecke besondere Manöver vorgeschrieben werden oder die Geschwindigkeit des Sonderfahrzeugs begrenzt wird.

Paragraph 5. Die in den Paragraphen 1 bis 4 genannten Fahrverbote, soweit sie andere Straßen als Autobahnen betreffen, gelten nicht für landwirtschaftliche Fahrzeuge.

Paragraph 6. Die Genehmigung für den Betrieb eines Sonderfahrzeugs auf öffentlichen Straßen kann spezifische Vorschriften enthalten, die von Paragraph 1 bis 4 abweichen.

Paragraph 7. Der Verkehr von Sonderfahrzeugen ist verboten, wenn das Königliche Meteorologische Institut vor Glätte oder Nebel (Code orange oder rot) oder Wind, Regen oder Gewitter (Code rot) warnt.

Wenn ein Sonderfahrzeug unerwartet mit den oben beschriebenen Bedingungen konfrontiert wird, hält es so schnell wie möglich an der ersten Stelle an, ohne den Verkehr zu behindern.

Paragraph 8. Der Verwaltungsdirektor kann Ausnahmen von den in diesem Artikel genannten Fahrverboten gewähren.

Art. 36 - Auf öffentlichen Straßen fährt das Sonderfahrzeug, wenn es die Infrastruktur erlaubt, so nah wie möglich am rechten Rand der Straße.

Auf Autobahnen sowie auf öffentlichen Straßen mit mindestens zwei Fahrstreifen, die in die Folgerichtung führen, lässt das Sonderfahrzeug, dessen Breite die eines Fahrstreifens übersteigt, den zweiten Fahrstreifen, ausgehend vom rechten Fahrbahnrand, für die anderen Verkehrsteilnehmer frei, wenn die Infrastruktur dies zulässt. Dazu darf es die durchgezogene weiße Linie rechts neben der ersten Fahrspur überfahren.

Abschnitt 2 — Andere Verkehrsbedingungen

Art. 37 - Der Nutzer trifft alle erforderlichen Vorkehrungen, damit die in der Genehmigung enthaltenen Vorschriften und Routen vom Verkehrskordinator, den Begleitern sowie dem Fahrer verstanden werden.

Art. 38 - In den in Artikel 35 Paragraph 7 genannten Fällen sowie im Falle eines liegengelassenen Fahrzeugs, einer auf die öffentliche Straße gefallenen Ladung oder eines Unfalls halten sich der Fahrer und gegebenenfalls die Begleiter an die Bestimmungen der Artikel 51 und 52 der Straßenverkehrsordnung.

Die Begleiter halten auf der Autobahn einen Abstand von zwei Kilometern zwischen Sonderfahrzeugen desselben Transports, die in mehreren Konvois fahren, ein oder sorgen für die Einhaltung dieses Abstands.

Art. 39 - Außer unter den in Artikel 30 der Straßenverkehrsordnung genannten Umständen haben die Fahrzeuge im Konvoi ständig das Abblendlicht und die roten Rücklichter eingeschaltet.

Abschnitt 3. - Das Überqueren von Bahnübergängen

Art. 40 - Der Fahrer des Sonderfahrzeugs und gegebenenfalls der Verkehrskordinator und die Begleiter stellen sicher, dass sie genügend Zeit haben, um jeden Bahnübergang auf normale Weise und ohne anzuhalten zu überqueren.

Sie erkunden den Ort, bevor sie den Bahnübergang überqueren, und prüfen, ob sich seit der letzten Erkundung etwas geändert hat.

Sie untersuchen insbesondere die Längs- und Querprofile der Straße im Bereich des Bahnübergangs. Sie ergreifen die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die Bodenfreiheit des Sonderfahrzeugs ausreicht, um nicht mit den Schienen oder dem Straßenbelag in Berührung zu kommen.

Sie positionieren einen Beobachter an der Fahrbahn, wenn der vertikale Abstand zwischen dem Schutzportal und dem höchsten Punkt des Sonderfahrzeugs weniger als 10 Zentimeter beträgt.

KAPITEL VIII — Spezifische Vorschriften für landwirtschaftliche Fahrzeuge

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 41 - Landwirtschaftliche Fahrzeuge, die die folgenden Bedingungen erfüllen, sind landwirtschaftliche Sonderfahrzeuge:

Ziffer 1 Die Länge beträgt höchstens 27,00 m;

Ziffer 2 Die Breite beträgt höchstens 4,25 m;

Ziffer 3 Die Höhe und Masse entsprechen der Straßenverkehrsordnung und den technischen Vorschriften;

Ziffer 4 Die Fahrt findet in einem Umkreis von höchstens 50 Kilometern vom Betriebssitz statt.

Landwirtschaftliche Fahrzeuge, die die in Absatz 1, Ziffer 3 genannten Bedingungen hinsichtlich der Masse nicht erfüllen, können nach Rücksprache vom Verwaltungsdirektor den landwirtschaftlichen Sonderfahrzeugen, die die in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllen, gleichgestellt werden.

Landwirtschaftliche Fahrzeuge, die in diesen Anwendungsbereich fallen, unterliegen, sofern in Kapitel 8 nichts anderes bestimmt ist, den in diesem Erlass festgelegten Verpflichtungen.

Art. 42 - Die Ladung eines gezogenen landwirtschaftlichen Fahrzeugs ist ausschließlich eine Landmaschine oder ein landwirtschaftliches Gerät.

Abschnitt 2 — Vorschriften für die Signalisierung von landwirtschaftlichen Fahrzeugen

Art. 43 - Paragraph 1. Abweichend von den Artikeln 22 bis 33, mit Ausnahme von Artikel 22 Paragraph 2, Ziffer 1, 4 und 5, ist ein landwirtschaftliches Fahrzeug, dessen Breite:

Ziffer 1 mehr als 3,20 m und bis zu 3,50 m beträgt, von der Pflicht zur Mitführung eines Begleitfahrzeugs befreit;

Ziffer 2 mehr als 3,50 m und bis zu 4,25 m beträgt, darf nur durch ein Warnfahrzeug angezeigt werden.

Paragraph 2. Ein landwirtschaftliche Fahrzeug, das der Definition eines langsamen Fahrzeugs nach Artikel 1 Paragraph 2 75 der technischen Vorschrift entspricht und das auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, und auf der die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 70 Kilometer pro Stunde beträgt, muss mindestens von einem Warnfahrzeug begleitet werden.

Art. 44 - Mindestens eine Tafel, die den in Anhang 1 Ziffer 1 und 2 genannten Tafeln entspricht, ist am Warnfahrzeug vorne und hinten anzubringen. Die Tafeln oder Aufschriften bleiben jederzeit sichtbar und sind tagsüber bei klarem Wetter aus einer Entfernung von mindestens vierzig Metern lesbar.

Die Tafeln oder Aufschriften befinden sich in einer vertikalen Ebene, die senkrecht zur Symmetrieebene des Fahrzeugs verläuft. Die Unterkante der Tafel oder der Aufschrift befindet sich mindestens 0,40 m über dem Boden.

Die Tafeln oder Aufschriften werden unsichtbar gemacht, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Merkmale eines Sonderfahrzeugs erfüllt.

Art. 45 - Wenn das Warnfahrzeug nicht mit Tagfahrlicht gemäß Artikel 28, Paragraph 1, Ziffer 25 der technischen Vorschrift ausgestattet ist, benutzt das Warnfahrzeug ständig das Abblendlicht.

Das Warnfahrzeug verwendet mindestens eine gelb-orangefarbene Blinkleuchte auf dem Dach, die der ECE-Regelung R65 Zusatz 64 entspricht. Diese Leuchte ist aus allen Richtungen sichtbar.

Die Tafel und die Blinkleuchte werden entfernt, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Funktion eines Warnfahrzeugs hat.

Abschnitt 3 — Vorschriften bezüglich des Verkehrs von Warnfahrzeugen

Art. 46 - Das Warnfahrzeug fährt an der Spitze des Konvois.

Abweichend von Absatz 1 fährt das Warnfahrzeug hinter dem Konvoi, wenn das landwirtschaftliche Fahrzeug auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind.

Von den Absätzen 1 und 2 kann unter außergewöhnlichen Umständen abgewichen werden, damit die Fahrt des Konvois ohne Gefahr für den Konvoi oder andere Verkehrsteilnehmer durchgeführt werden kann.

KAPITEL IX — Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 47 - Paragraph 1. Die Verwaltung sammelt und speichert die Daten von Antragstellern, die Genehmigungen für den Betrieb von Sonderfahrzeugen beantragen.

Der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen ist der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne von Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr sowie zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung).

Paragraph 2. Die Daten, die von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen im Zusammenhang mit der Erteilung von Genehmigungen nach Artikel 2 erhoben werden, sind folgende:

- Ziffer 1 Name;
- Ziffer 2 Vorname;
- Ziffer 3 Adresse;
- Ziffer 4 Land;
- Ziffer 5 Telefonnummer;
- Ziffer 6 Faxnummer;
- Ziffer 7 E-Mail-Adresse;
- Ziffer 8 Unterschrift.

Paragraph 3. Die Daten werden für die Verwaltung von Genehmigungen für den Betrieb von Sonderfahrzeugen erhoben und gespeichert, die die folgenden Verarbeitungen umfasst:

- Ziffer 1 Antrag auf Zugang zur IT-Anwendung für die Ausstellung der in Artikel 2 genannten Genehmigungen;
- Ziffer 2 Ausübung der Kontrolle und Feststellung von Verstößen durch qualifizierte Beamte während des Sondertransports gemäß Artikel 15 des Dekrets vom 4. April 2019 und Artikel 29 ff. des vorliegenden Erlasses;
- Ziffer 3 gegebenenfalls das Verfahren für administrative Sanktionen gemäß Artikel 3, Paragraph 2;
- Ziffer 4 Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Verwaltung zum Zweck der Analyse und Bewertung der politischen Maßnahme.

Paragraph 4. Die Daten sind den in den Artikeln 14, 17 und 27 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Bediensteten, den statutarischen Bediensteten oder Mitgliedern des Vertragspersonals der Verwaltung, die mit der Verwaltung der Genehmigungsanträge der IT-Anwendung für die Erteilung von Genehmigungen betraut sind, über eine authentifizierte und rückverfolgbare Verbindung zugänglich.

Paragraph 5. Die mit der Bearbeitung von Genehmigungsanträgen betrauten statutarischen Bediensteten oder Vertragsbediensteten werden von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen benannt.

Paragraph 6. Die Abfrage der Daten wird durch die persönlichen Zugriffsrechte geregelt, die jedem Benutzer der Anwendung entsprechend seiner Rolle in der Datenverarbeitung gewährt werden.

Paragraph 7. Die für die Erfüllung des Zwecks erforderliche Aufbewahrungsdauer der Daten beträgt 5 Jahre. Danach werden die Daten fünf Jahre lang für ein Verwaltungsinteresse aufbewahrt, wie z. B. für die mögliche Bearbeitung von Rechtsstreitigkeiten oder zur Erfüllung einer gesetzlichen Verpflichtung. Die Daten können dann von speziell befugten Personen ad hoc und begründet eingesehen werden.

KAPITEL X — *Verwaltungsstrafen*

Art. 48 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Erlasses sowie die Höhe der für diese Verstöße geltenden Verwaltungsstrafen sind in Anlage 2 festgelegt.

KAPITEL XI — *Änderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 49 - Es werden für ungültig erklärt:

Ziffer 1 Artikel 48.3 und 48.4 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Regelung der Straßenverkehrspolizei und der Nutzung der öffentlichen Straße, geändert durch den Königlichen Erlass vom 2. Juni 2010;

Ziffer 2 Königlicher Erlass vom 2. Juni 2010 über den Straßenverkehr von Sonderfahrzeugen, geändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. Oktober 2011, 27. Februar 2013 und 15. Juli 2013, mit Ausnahme von Artikel 6, Paragraphen 2 bis 6, und Artikel 8;

Ziffer 3 Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2012 über die Erteilung von Genehmigungen für Sondertransporte, mit Ausnahme der Artikel 2, Absätze 1 und 2, 7, Paragraphen 2 und 5, und 11;

Ziffer 4 Der Königliche Erlass vom 27. Februar 2013 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung von Verstößen im Bereich des Straßenverkehrs von Sonderfahrzeugen und zur Änderung der Königlichen Erlasse vom 24. März 1997, 19. Juli 2000, 22. Dezember 2003 und 1. September 2006 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung bestimmter Verstöße, geändert durch den Königlichen Erlass vom 15. Juli 2013;

Ziffer 5 Artikel 4/1 des Ministerialerlasses vom 16. Dezember 2010 über das Verfahren, die Form und den Inhalt der Genehmigung für den Straßenverkehr, geändert durch den Ministerialerlass vom 5. Juli 2013.

Art. 50 - Dieser Erlass gilt nur für Verstöße, die nach seinem Inkrafttreten begangen werden.

Art. 51 - Dieser Erlass tritt am 1. März 2024 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2, Paragraph 1, Absatz 2, Paragraphen 2 bis 5 und 10, Artikel 4, Absatz 1, Ziffer 2, f), Ziffer 3, f), Ziffer 4, f) und Absatz 2, Artikel 5 und Artikel 30, Paragraph 1, Absatz 2 und Paragraph 2, die spätestens am 1. März 2027 in Kraft treten werden.

Art. 52 - Der für Mobilität zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 21. März 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,
Ph. HENRY

ANHANG 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport.

a) Die Tafel oder Aufschrift an Sonderfahrzeugen ist:
Ziffer 1 entweder rechteckig und mindestens 1,00 x 0,16 m groß. Ihr Hintergrund ist in retroreflektierender gelber oder oranger Farbe gehalten. Ihr Text ist in schwarzen Großbuchstaben mit einer Mindesthöhe von 12 cm geschrieben und enthält die Angaben „Sondertransport“ oder „Sondertransportverband“ in einer der drei Landessprachen oder in Englisch, wie unten aufgeführt:

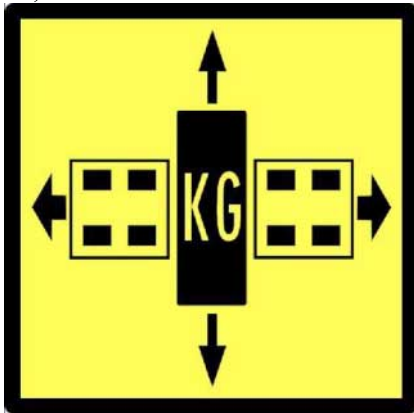
TRANSPORT EXCEPTIONNEL

CONVOI EXCEPTIONNEL

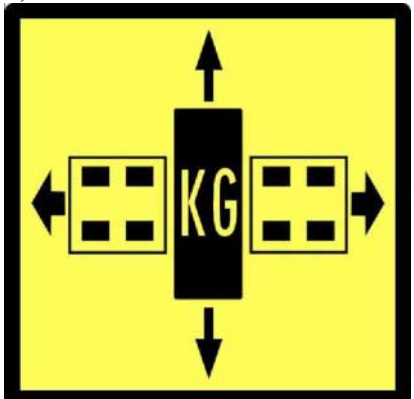
UITZONDERLIJK VERVOER

SCHWERTRANSPORT

Ziffer 2 oder quadratisch mit einer Seitenlänge von 0,50 m, die das folgende Muster aufgreift, wobei das Logo in schwarzer Farbe die Proportionen des Musters einhält, auf einem Hintergrund in retroreflektierender gelber Farbe, der seinerseits von einem schwarzen Streifen von 0,02 m umgeben ist;

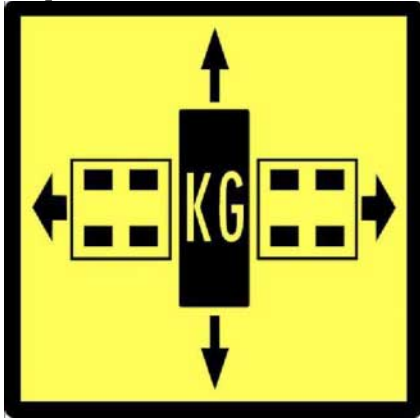


Ziffer 3 oder, bei Motorrädern als Begleitfahrzeuge, in quadratischer Form mit einer Seitenlänge von 0,10 m, die dem folgenden Muster entspricht: das Logo in schwarzer Farbe, das die Proportionen des Musters einhält, auf einem Hintergrund in retroreflektierender gelber Farbe, der wiederum von einem 0,02 m breiten schwarzen Streifen umgeben ist:

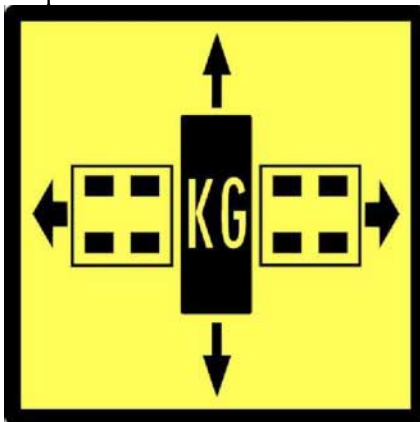


b) Das Logo auf der Jacke oder dem Overall des Verkehrskoordinators und der Begleiter ist:

Ziffer 1 schwarz mit einer Mindesthöhe von 0,25 m in der horizontalen Dimension, die die Proportionen einhält:



Ziffer 2 schwarz mit einer Mindesthöhe von 0,08 m in der horizontalen Dimension, die die Proportionen einhält:



Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport.

Namur, den 21. März 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

ANHANG 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport

In Anwendung der Artikel 24 und 33 des Dekrets vom 4. April 2019 werden die Verstöße und die Höhe der Strafen wie folgt festgelegt:

VERSTÖSSE	VORSCHRIFT	ZU ERHEBENDE BETRÄGE	
A) Genehmigung/Vorschriften			
a1	Das Sonderfahrzeug fährt ohne Genehmigung.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1 Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 2 Paragraph 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
a2	Das Sonderfahrzeug fährt mit einer Genehmigung, die nicht auf den Namen des Nutzers ausgestellt ist, für den das Sonderfahrzeug in Verkehr gebracht wird.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1	500 EUR
a3	Das Sonderfahrzeug fährt mit einer abgelaufenen Genehmigung.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1 Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 2 Paragraph 8	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
a4	Das Sonderfahrzeug fährt ohne Einhaltung der vorgeschriebenen Route.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
a5	Das Sonderfahrzeug fährt mit einer Genehmigung, die vom Benutzer eingegebene technische Daten des Fahrzeugs enthält, die höher sind als die der technischen Ausnahmegenehmigung für das Fahrzeug.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
a6	Das Sonderfahrzeug fährt mit einer Genehmigung, die eine oder mehrere Fahrgestellnummern enthält, die sich von denen des oder der kontrollierten Fahrzeuge unterscheiden.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1 Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019

		zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 2 Paragraph 7	
a7	Mehrere Sonderfahrzeuge fahren zur gleichen Zeit mit derselben Genehmigung.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1 Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 2 Paragraph 7 Absatz 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019 (für jedes zusätzliche Fahrzeug)
a8	Das Sonderfahrzeug fährt unter Überschreitung der in der Genehmigung festgelegten Vorschriften für Massen oder Abmessungen.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
a9	Nichteinhaltung bestimmter Vorschriften der Genehmigung zur Gewährleistung der Verkehrssicherheit sowie der flüssigen und leichten Bewegung des Sonderfahrzeugs.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 1	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019 Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Anhang 2 Zusatz 1
a10	Das Sonderfahrzeug, für das eine Genehmigung vorliegt, fährt ohne Genehmigung im Fahrzeug oder im Begleitfahrzeug, aber seine Existenz konnte sofort nachgewiesen werden.	Dekret vom 4. April 2019, Art. 8, Paragraph 2	55 EUR
a11	Der Nutzer übermittelt der Verwaltung unrichtige technische Daten über Sonderfahrzeuge, die für die Ausstellung der Genehmigung verwendet wurden.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 2 Paragraph 1	350 EUR

a12	Der Nutzer benachrichtigt die zuständige Polizeidienststelle nicht über die Nichteinhaltung des Zeitplans oder die Nichtorganisation des Transports.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 34, Paragraph 2, Absatz 4	350 EUR
a13	Das Sonderfahrzeug fährt mit einer gefälschten Genehmigung.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 3 Paragraph 4	3000 EUR
B) Laden			
b1	<p>b1.1. Mit Ausnahme der Beschwerungs­masse und der in Artikel 12, Absatz 2 dieses Erlasses genannten Demontage befördert ein Sonderfahrzeug mehr als ein Teil in einer Dimension, die nicht der Straßenverkehrsordnung und der technischen Vorschrift entspricht;</p> <p>b1.2. Mehrere Teile werden auf einem Sonderfahrzeug transportiert, dessen zulässige Höchstmasse nicht den technischen Vorschriften entspricht.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 9	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
b2	<p>b2.1 Der Fahrzeugzug verfügt nicht über eine Bescheinigung eines akkreditierten technischen Dienstes, die bestätigt, dass der Fahrzeugzug die Abmessungen der in Artikel 32bis, 3.3., Absatz 1 der technischen Vorschrift genannten Drehradien einhält.</p> <p>b2.2 Das gezogene Fahrzeug hat eine Breite von mehr als 275 cm</p> <p>b2.3 Das gezogene Fahrzeug hat eine maximale Breite von 275 cm, die verschmälert werden kann</p> <p>b2.4 der genutzte Ladebereich übersteigt: Ziffer 1 16,50 m von der Vorderseite des Fahrzeugzuges für die Zugmaschine - Sattelanhänger;</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 10	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019

	<p>Ziffer 2 18,75 m von der Vorderseite des Fahrzeugzuges für den LKW - Anhänger;</p> <p>Ziffer 3 1,275 m von der Längsachse des Fahrzeugs und bis zu 4,00 m über der Bodenoberfläche.</p> <p>b2.5 Die teilbare Last oder die Einrichtungen für die teilbare Last stellt/stellen ein Hindernis für die ideale Positionierung der unteilbaren Last dar.</p>		
b3	Vorgefertigte Pfosten, lange Elemente oder Balken werden gleichzeitig transportiert, ohne dass Artikel 9 dieses Erlasses eingehalten wird und ohne dass es eine technische oder stabilitätsbezogene Begründung gibt, die in einer der Genehmigung beigefügten Notiz des Herstellers aufgeführt ist.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 11	Anwendung von Art. 21 des Dekrets vom 4. April 2019
b4	Die unteilbare Ladung wird nicht so platziert, dass die Anzahl der außergewöhnlichen Abmessungen des Fahrzeugs auf ein Minimum reduziert wird und das Sonderfahrzeug in die kleinste Kategorie nach Artikel 4 des vorliegenden Erlasses fällt.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 12	150 EUR
b5	Hilfsausrüstung wie Gegengewichte, Schaufeln, Seile, Haken übersteigt die Gesamtmasse der unteilbaren Ladung um mehr als 5 %.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 13	500 EUR
b6	Die Überschreitung der Ladung des hinteren Endes des Sonderfahrzeugs über die von der Straßenverkehrsordnung zugelassenen Normen hinaus ist nicht durch technische Gründe oder Stabilitätsgründe gerechtfertigt, die durch eine der Genehmigung beigefügte technische Notiz des Herstellers belegt werden.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 16	150 EUR
C) Verstöße im Zusammenhang mit der Begleitung			
c1	c1.1 Es gibt kein Begleitfahrzeug, obwohl dies erforderlich ist (1)	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über	Anhang 1, Zusatz 2 (1) oder Zusatz 3 (2)

<p>c1.2 Die Anzahl der Begleitfahrzeuge oder Begleiter ist nicht ausreichend (2):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mindestens ein Begleitfahrzeug mit einem Verkehrskordinator nach Artikel 30 ist erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt: Ziffer 1 Seine Länge beträgt mindestens 27,00 m und höchstens 30,00 m; Ziffer 2 Seine Breite beträgt mindestens 3,20 m und höchstens 4,00 m. - Mindestens zwei Begleitfahrzeuge, eines davon mit einem Verkehrskordinator, sind während des gesamten Transports erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt oder einer der folgenden Umstände eintritt: Ziffer 1 wenn der Verkehr in der Gegenrichtung oder in derselben Richtung auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit nicht mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, angehalten wird; Ziffer 2 Seine Länge beträgt mindestens 30,00 m und höchstens 35,00 m; Ziffer 3 Seine Breite beträgt mindestens 4,00 m und höchstens 5,00 m; Ziffer 4 wenn die Genehmigung vorschreibt, dass das Sonderfahrzeug mit reduzierter Geschwindigkeit auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, und auf der die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 70 Kilometer pro Stunde beträgt; Ziffer 5 wenn das Sonderfahrzeug eines der in Artikel 34, Paragraph 1 des vorliegenden Erlasses genannten Manöver ausführt. - Mindestens drei Begleitfahrzeuge, eines davon mit einem Verkehrskordinator, sind erforderlich, wenn das Sonderfahrzeug mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt oder einer der folgenden Umstände eintritt: Ziffer 1 Seine Länge beträgt mindestens 35,00 m; Ziffer 2 Seine Breite beträgt mindestens 5,00 m; <p>c1.3 Bei einem Hecküberhang von mehr als 3,00 m:</p>	<p>den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 22 und 23</p>	
---	---	--

	<p>Ziffer 1 ist ein Begleitfahrzeug erforderlich;</p> <p>Ziffer 2 Unbeschadet des Artikels 22 Paragraph 1 dieses Erlasses ist ein zweites Begleitfahrzeug erforderlich, von denen eines mit einem Verkehrskordinator besetzt ist.</p>		
c2	<p>Außer unter außergewöhnlichen Umständen, damit die Fahrt des Konvois ohne Gefahr für den Konvoi oder andere Verkehrsteilnehmer durchgeführt werden kann, die Nichtbeachtung der Positionierung des Begleitfahrzeugs im Sonderkonvoi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wenn ein Begleitfahrzeug mit einem Verkehrskordinator erforderlich ist: fährt das Begleitfahrzeug an der Spitze des Konvois. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, fährt das Begleitfahrzeug hinter dem Fahrzeug. - Wenn zwei Begleitfahrzeuge, von denen eines mit einem Verkehrskordinator besetzt ist, erforderlich sind: fährt eines der Begleitfahrzeuge vor dem Konvoi, das andere hinter dem Konvoi. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, können beide Begleitfahrzeuge hinten fahren. - Wenn drei Begleitfahrzeuge, von denen eines mit einem Verkehrskordinator besetzt ist, erforderlich sind: fahren zwei der Begleitfahrzeuge vor dem Konvoi, das dritte hinter dem Konvoi. Wenn das Sonderfahrzeug jedoch auf einer Autobahn oder auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen aufgeteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, können alle drei Begleitfahrzeuge hinten fahren. 	<p>Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 22, Paragraph 1, letzter Absatz oder Paragraph 2, letzter Absatz oder Paragraph 3 letzter Absatz</p>	300 EUR
c3	<p>Es gibt keine schriftliche Ernennung des Verkehrskordinators oder er ist nicht rechtsgültig ernannt.</p>	<p>Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der</p>	500 EUR

		Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 30, Paragraph 1, Absatz 1	
c4	Der Verkehrskordinator oder ein Begleiter gibt dem Fahrer oder den Straßenbenutzern nicht die notwendigen Hinweise, um die Sicherheit des Verkehrs zu gewährleisten und die Durchfahrt des Sonderfahrzeugs gemäß den vom Minister bestimmten Anweisungen und Vorschriften zu erleichtern.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 31	500 EUR
c5	Der Verkehrskordinator und die Begleitpersonen, die befugt sind, die Sicherheit des Verkehrs zu gewährleisten und die Durchfahrt des Sonderfahrzeugs zu erleichtern, haben ihre Pflichten nicht erfüllt, wie z. B.: Ziffer 1 auf Kreuzungen, die nicht mit Ampeln ausgestattet sind, indem sie den Verkehr auf den rechtwinklig dazu verlaufenden Straßen nicht anhalten; Ziffer 2 auf Kreuzungen mit Ampeln, indem sie den durch eine rote Ampel verursachten Verkehrsstopp nicht so lange aufrechterhalten, wie es notwendig ist, damit der Konvoi die Kreuzung räumen kann; Ziffer 3 den Verkehr in der Gegenrichtung oder in derselben Richtung auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit nicht mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, nicht anhalten; Ziffer 4 den von hinten kommenden Verkehr, der in die gleiche Richtung wie das Sonderfahrzeug fährt, nicht daran hindern, das Sonderfahrzeug zu überholen oder zu umfahren.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 32	500 EUR
c6	In einer der folgenden Situationen nicht von einer Polizeidienststelle begleitet werden: Ziffer 1 um auf öffentlichen Straßen, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt, entgegen der Fahrtrichtung zu fahren; Ziffer 2 um die Öffnung im Mittelstreifen einer Autobahn oder einer	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 34	700 EUR

	<p>Fahrbahn zu passieren, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei jeder Fahrtrichtung zugeordnet sind;</p> <p>Ziffer 3 wenn der Gegenverkehr oder der Verkehr in derselben Richtung auf öffentlichen Straßen angehalten wird, auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 Kilometer pro Stunde beträgt;</p> <p>Ziffer 4 zum Fahren auf einer Autobahn oder auf einer Straße, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung bestimmt sind, und auf der die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als 90 km/h beträgt, wenn in der Genehmigung vorgeschrieben ist, dass mit verminderter Geschwindigkeit gefahren wird.</p>		
c7	<p>Der Verkehrskoordinator und der Fahrer kommunizieren nicht in derselben Sprache oder es ist ggf. kein Dolmetscher an der Seite des Fahrers anwesend.</p>	<p>Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 32, Paragraph 2</p>	500 EUR
D) Landwirtschaftliche Fahrzeuge			

d1	<p>Wenn das landwirtschaftliche Sonderfahrzeug: Ziffer 1 nicht ausschließlich im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit genutzt wird;</p> <p>Ziffer 2 eine Breite größer als 3,20 m und kleiner oder gleich 4,25 m hat und eine Länge kleiner oder gleich 27,00 m hat und seine Höhe und Masse der Straßenverkehrsordnung und der technischen Vorschrift entsprechen;</p> <p>Ziffer 3 sich in einem Umkreis von höchstens 50 Kilometern um den Betriebssitz bewegt;</p> <p>Ziffer 4 weder die in Artikel 41, Absatz 1, Ziffer 3 dieses Erlasses erwähnten Massebedingungen noch die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt, nachdem sie nach Beratung mit landwirtschaftlichen Fahrzeugen gleichgestellt wurden;</p> <p>Ziffer 5 im Falle eines gezogenen landwirtschaftlichen Fahrzeugs mit einer Landmaschine oder landwirtschaftlichen Geräten beladen ist;</p> <p>Ziffer 6 nicht durch ein Warnfahrzeug gekennzeichnet ist.</p>	<p>Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 1, Ziffer 7 und Artikel 41 bis 43</p>	500 EUR
d2	<p>d2.1 An der Vorder- und Rückseite des Sonderfahrzeugs ist keine Tafel oder Aufschrift angebracht, die die in Anhang 1, Ziffer 1 und 2 genannten Bedingungen erfüllt.</p> <p>d2.2. Die Tafeln oder Aufschriften sind nicht jederzeit sichtbar und sind tagsüber bei klarem Wetter in einer Entfernung von mindestens 40 m unlesbar.</p> <p>d2.3. Die Tafeln oder Aufschriften befinden sich nicht in einer vertikalen Ebene, die senkrecht zur Symmetrieebene des Fahrzeugs verläuft.</p> <p>d2.4. Die Unterkante der Tafel oder der Aufschrift befindet sich nicht mindestens 0,40 m über dem Boden.</p> <p>d2.5. Die Tafeln oder Aufschriften werden nicht unsichtbar gemacht, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Merkmale eines Sonderfahrzeugs erfüllt.</p>	<p>Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, EWR Art. 44</p>	150 EUR

d3	Das Warnfahrzeug benutzt nicht ständig das Abblendlicht, falls es nicht mit Tagfahrleuchten gemäß Artikel 28, Paragraph 1, Ziffer 25 der technischen Vorschrift ausgestattet ist.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 45 Absatz 1	150 EUR
d4	Das Warnfahrzeug verwendet nicht mindestens eine gelb-orange blinkende Leuchte auf dem Dach oder diese Leuchte ist nicht in allen Richtungen sichtbar.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 45, Absatz 2	200 EUR
d5	Die Tafel und die Blinkleuchte werden nicht entfernt, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Funktion eines Warnfahrzeugs hat.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 45, Absatz 3	70 EUR
d6	Außer unter außergewöhnlichen Umständen, damit die Fahrt des Konvois ohne Gefahr für den Konvoi oder andere Verkehrsteilnehmer durchgeführt werden kann, die Nichtbeachtung der Positionierung des Warnfahrzeugs. „Das Warnfahrzeug fährt an der Spitze des Konvois. Wenn das landwirtschaftliche Fahrzeug jedoch auf einer Fahrbahn fährt, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt ist, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung reserviert sind, fährt das Warnfahrzeug hinten.“	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 46	300 EUR
E) Zeitfenster			
e1	Nichteinhaltung der Zeitfenster für den Verkehr.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über	600 EUR

		den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 35	
F) Ausrüstung			
f1	Ein einzelnes Sonderfahrzeug mit einer Länge von mehr als 19,00 m ist nicht mit mindestens einer lenkbaren Achse vorne und hinten ausgestattet.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 6 Absatz 1	800 EUR
f2	Bei einem Zug von Sonderfahrzeugen mit einer Länge von mehr als 27,00 m ist das längste gezogene Fahrzeug nicht mit mindestens einer lenkbaren Achse ausgestattet.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 6 Absatz 2	800 EUR
f3	Kranfahrzeuge und Fahrzeuge mit besonderer Zweckbestimmung nach Artikel 1 Paragraph 2, 46 der technischen Vorschrift überschreiten die in der Übereinstimmungsbescheinigung des Fahrzeugs angegebene Masse in fahrberitem Zustand um fünf Prozent hinsichtlich der zulässigen unteren und oberen Abweichungen.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 7	500 EUR
f4	f4.1 An der Vorder- und Rückseite des Sonderfahrzeugs ist keine Tafel oder Aufschrift angebracht, die die in Anhang 1, Ziffer 1 und 2 genannten Bedingungen erfüllt. f4.2. Die Tafeln oder Aufschriften sind nicht jederzeit sichtbar und sind tagsüber bei klarem Wetter in einer Entfernung von mindestens 40 m unlesbar.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 17	150 EUR
f5	f5.4. Die Unterkante der Tafel oder der Aufschrift, wie in f4 genannt, befindet	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über	70 EUR

	<p>sich nicht mindestens 0,40 m über dem Boden.</p> <p>f5.2. Die Tafeln oder Aufschriften befinden sich nicht in einer vertikalen Ebene, die senkrecht zur Symmetrieebene des Fahrzeugs verläuft.</p>	den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 17, Absatz 2 und 3	
f6	Die Tafeln oder Aufschriften werden nicht unsichtbar gemacht, sobald das Fahrzeug nicht mehr die Merkmale eines Sonderfahrzeugs erfüllt.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 17, Absatz 4	70 EUR
f7	<p>f7.1. Das Sonderfahrzeug ist nicht mit den folgenden Leuchten gemäß der ECE-Regelung R65 Zusatz 64 ausgerüstet: Ziffer 1 vorne mit mindestens zwei gelb-orangen Blinkleuchten, die auf beiden Seiten der Kabine angebracht sind und in einem Winkel von mindestens 270 Grad nach vorne sichtbar sind; Ziffer 2 hinten mit einer gelb-orangen Blinkleuchte, die am linken hinteren Ende des Fahrzeugs oder der Ladung angebracht ist, wenn diese über das Ende des Fahrzeugs hinausragt, und die in einem Winkel von 180 Grad nach hinten sichtbar ist.</p> <p>f7.2. Diese Leuchten sind während des Sondertransports nicht ständig in Betrieb.</p> <p>f7.3. Diese Leuchten stören andere Verkehrsteilnehmer durch ihre Lichtstärke</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 18	250 EUR
f8	Das Sonderfahrzeug ist nicht mit den folgenden Sicherheitszubehörteilen ausgestattet: Ziffer 1 einem zweiten Warndreieck; Ziffer 2 zwei elektronischen, tragbaren, gelb-orangefarbene Blinkleuchten, die aus einer Entfernung von mindestens 100 Metern sichtbar sind	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 19	150 EUR

f9	Bei einem Sonderfahrzeug mit einer Länge von mehr als 22,00 m wird die retroreflektierende Markierung nicht auf beiden Seiten und auf mindestens achtzig Prozent der Länge des beladenen Sonderfahrzeugs angebracht.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 20, Ziffer 1	300 EUR
f10	<p>f10.1. Wenn die Breite des Sonderfahrzeugs mehr als 2,55 m beträgt: Vier Tafeln, die den Vorschriften des Artikels 28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1 der technischen Vorschrift entsprechen, wobei die quadratischen Tafeln gemäß Artikel 28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1, Absatz 2 der technischen Vorschrift nur auf Sonderfahrzeugen mit einer maximalen Breite von 3,50 m angebracht werden, oder bis zum 31. Dezember 2015 gemäß Artikel 47.1 der Straßenverkehrsordnung, wobei mindestens die weißen Streifen auf den vorderen Tafeln und mindestens die roten Streifen auf den hinteren Tafeln retroreflektierend sind, sind nicht angebracht, zwei vorne und zwei hinten, um die Breite des Sonderfahrzeugs zu begrenzen;</p> <p>f10.2. Sie sind nicht so befestigt, dass sie an sich kein Hindernis darstellen;</p> <p>f10.3. Die vorderen Tafeln sind nicht mit mindestens einer weißen Leuchte und die hinteren nicht mit mindestens einer roten Leuchte versehen;</p> <p>f10.4. Diese Leuchten sind nicht ständig in Betrieb.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 20, Ziffer 2, a), c) und d)	300 EUR
f11	Die Unterkante der unter f10 genannten Tafeln ist nicht in einer vom Boden aus gemessenen Höhe von mindestens 0,40 m und höchstens 2 m angebracht. Eine größere Höhe ist zulässig, wenn die maximale Höhe aus technischen Gründen nicht eingehalten werden kann.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 20, Ziffer 2, b)	70 EUR
f12	f12.1. Ladung, die mehr als einen Meter über das Heck des Fahrzeugs hinausragt, ist nicht mit einer Tafel gemäß Artikel	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit	250 EUR

	<p>28, Paragraph 6, 3, Ziffer 1 der technischen Vorschrift gekennzeichnet;</p> <p>f12.2 Die Tafel ist nicht mit einer roten Leuchte versehen;</p> <p>f12.3. Diese Leuchte ist nicht ständig in Betrieb.</p>	Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 21, Absatz 1 und 3	
f13	<p>f13.1 Die Unterkante der unter f12 genannten Tafel ist nicht in einer vom Boden aus gemessenen Höhe von mindestens 0,40 m und höchstens 2 m angebracht. Eine größere Höhe ist zulässig, wenn die maximale Höhe aus technischen Gründen nicht eingehalten werden kann;</p> <p>f13.2. Sie ist nicht so befestigt, dass sie an sich kein Hindernis darstellt;</p> <p>f13.3. Die Tafel ist nicht so am größten Vorsprung der Ladung befestigt, dass sie ständig in einer vertikalen Ebene senkrecht zur Längsmittlebene des Fahrzeugs liegt.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 21, Absatz 1 und 2	70 EUR
f14	Bei einem Sonderfahrzeug mit einer Breite von mehr als 4,50 m ist die retroreflektierende Markierung nicht vorne und hinten über die gesamte Breite des Sonderfahrzeugs angebracht und sichtbar.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 20, Ziffer 3	300 EUR
f15	<p>f15.1 Das Begleitfahrzeug ist kein Auto, Kombifahrzeug, Lieferwagen oder Motorrad gemäß der Definition in Artikel 1, Paragraph 1 44, 47 und 54 der technischen Vorschrift.</p> <p>f15.2. Das Begleitfahrzeug hat eine Dachhöhe von weniger als 1,75 m.</p> <p>f15.3. eine Länge von weniger als 2,50 m</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 24	400 EUR
f16	<p>f16.1. Das Motorrad ist nicht mit einer gelb-orangen Blinkleuchte an einem Mast am Heck des Fahrzeugs ausgestattet, die in alle Richtungen sichtbar ist;</p> <p>f16.2. Das in Anhang 1 Ziffer 3 genannte retroreflektierende Logo ist</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von	250 EUR

	<p>nicht an den Seiten des Motorrads angebracht;</p> <p>f16.3. Retroreflektierende Flächen mit „offenen Pfeilen“ sind nicht auf beiden Seiten des Fahrzeugs angebracht;</p> <p>f16.4. Diese Flächen haben nicht mindestens die Maße von 0,30 m;</p> <p>f16.5. Sie haben nicht die Farben rot und weiß oder rot und gelb;</p> <p>f16.6. Die Pfeile sind nicht zur Vorderseite des Fahrzeugs gerichtet oder nicht mindestens 0,05 m breit.</p>	Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 27	
f17	<p>f17.1. An der Vorder- und Rückseite des Begleitfahrzeugs ist keine Tafel oder Aufschrift angebracht, die den in Anhang 1 Ziffer 1 und 2 genannten entspricht.</p> <p>f17.2. Die Tafeln oder Aufschriften sind nicht jederzeit sichtbar und sind tagsüber bei klarem Wetter in einer Entfernung von mindestens 40 m unlesbar.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 25, Paragraph 2	150 EUR
f18	Die Unterkante der Tafel oder der Aufschrift, wie in f17 genannt, befindet sich nicht mindestens 0,40 m über dem Boden.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 25, Paragraph 2	70 EUR

f19	<p>f19.1. Das Begleitfahrzeug hat nicht die Farbe Gelb, RAL-Codes 1003, 1004, 1023;</p> <p>f19.2. Die Vorder- und Rückseite des Fahrzeugs sind nicht auf einer Fläche von mindestens einem halben Quadratmeter mit abwechselnd weißen und roten Streifen von 75 bis 120 Millimetern Breite bedeckt, die zwischen 45 und 60 Grad geneigt sind.</p> <p>f19.3. Die weißen Streifen auf der Vorderseite und die roten Streifen auf der Rückseite sind nicht retroreflektierend;</p> <p>f19.4. Retroreflektierende Flächen mit „offenen Pfeilen“ sind nicht auf beiden Seiten des Fahrzeugs angebracht;</p> <p>f19.5. Diese Flächen haben nicht mindestens die Maße 1,00 m x 0,30 m;</p> <p>f19.6 Sie haben nicht die Farben rot und weiß oder rot und gelb;</p> <p>f19.7. Die Pfeile sind nicht zur Vorderseite des Fahrzeugs gerichtet oder nicht 0,10 m breit.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 25, Paragraph 1 und 2	400 EUR
f20	<p>f20.1. Das Begleitfahrzeug ist auf beiden Seiten mit einem Logo oder dem Namen des Unternehmens versehen, dessen maximale Größe mehr als 1,00 m x 0,50 m beträgt;</p> <p>f20.2. Das Logo oder der Name des Unternehmens ist retroreflektierend;</p> <p>f20.3. Der Hintergrund des Logos hat nicht die gleiche Farbe wie die des Begleitfahrzeugs.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 25, Paragraph 3	400 EUR
f21	<p>f21.1. Die Begleitfahrzeuge sind nicht mit mindestens zwei gelb-orangen Blinkleuchten auf dem Dach gemäß der ECE-Regelung R65, Zusatz 64 ausgestattet, die in alle Richtungen aus einer Entfernung von mindestens 50 Metern sichtbar sind</p> <p>f21.2 Sie sind während des Sondertransports nicht ständig in Betrieb.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 26 Paragraph 1 Absatz 1	300 EUR
f22	f22.1. Die hinten fahrenden Begleitfahrzeuge haben keine Lichtleiste	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über	300 EUR

	<p>mit gelben Richtungspfeilen auf dem Dach;</p> <p>f22.2. Sie sind nicht sichtbar;</p> <p>f22.3 Sie sind während des Sondertransports nicht in Betrieb.</p>	den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 26, Paragraph 1, Absatz 2	
f23	Die in f21 und 22 genannten Einrichtungen stören andere Verkehrsteilnehmer durch ihre Lichtstärke.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 26, Paragraph 2	300 EUR
f24	Die Begleitfahrzeuge sind nicht oder nicht alle so ausgestattet, dass sie ständig miteinander in Verbindung bleiben.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 28	375 EUR
f25	<p>Mindestens eines der Begleitfahrzeuge ist nicht mit den folgenden Zubehörteilen und Sicherheitsvorrichtungen ausgestattet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - einem 3-kg-Feuerlöscher; - zehn weiß-orangen reflektierenden Kegeln mit einer Höhe von 40 cm, die der Norm NBN EN 13422 oder einer gleichwertigen Norm entsprechen, oder gelb-orangefarbenen Markierungsleuchten; - 2 batteriebetriebenen weißen Taschenlampen mit gelb-orangefarbenen Leitkegeln als Zubehör; - 2 reflektierenden C3-Warntafeln mit Fuß; - 2 A51-Tafeln mit Dreibein; - einem Bandmaß; - einer Messstange, die auf mindestens 6 m ausziehbar ist. 	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 29	150 EUR
f26	Der Verkehrskoordinator und die Begleiter tragen, wenn sie außerhalb ihrer Fahrzeuge die in Artikel 32 des vorliegenden Erlasses genannten Hinweise geben müssen, keine	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der	400 EUR

	Warnkleidung, die der Norm NBN EN ISO 20471 oder einer gleichwertigen Norm der Klasse 3 entspricht, die aus einer gelben Jacke und gegebenenfalls einer gelben Hose oder einem gelben Overall derselben Farbe besteht.	Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 33, Ziffer 1	
f27	<p>f27.1. Ein schwarzes Logo, das mittig auf dem Rücken der Jacke oder mittig auf dem Rücken des Oberteils des Anzugs angebracht ist und dem in Anhang 1 b) Ziffer 1 genannten Logo entspricht</p> <p>f27.2. Ein Logo auf der rechten Seite der Vorderseite der Jacke oder auf der rechten Seite der Vorderseite des Oberteils des Overalls in schwarzer Farbe, das dem in Anhang 1 b), Ziffer 2 genannten Logo entspricht.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 33, Ziffer 2 und 3	200 EUR
G) Besondere Verkehrsregeln			
g1	Wenn das Königliche Meteorologische Institut Glätte oder Nebel (Code orange oder rot) ankündigt oder wenn es Wind, Regen oder Gewitter (Code rot) ankündigt, hält der Fahrer nicht an, oder der Verkehrskordinator lässt das Sonderfahrzeug nicht so schnell wie möglich an der ersten Stelle anhalten, die den Verkehr nicht behindert.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 35, Paragraph 7	600 EUR
g2	Auf Autobahnen sowie auf öffentlichen Straßen mit mindestens zwei Fahrstreifen, die in die Folgerichtung führen, lässt das Sonderfahrzeug, dessen Breite die eines Fahrstreifens übersteigt, den zweiten Fahrstreifen, ausgehend vom rechten Fahrbahnrand, für die anderen Verkehrsteilnehmer nicht frei, wenn die Infrastruktur dies zulässt.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 36, Paragraph 2	100 EUR
g3	In den in Artikel 35, Paragraph 7 des vorliegenden Erlasses genannten Fällen sowie im Falle eines liegengebliebenen Fahrzeugs, einer auf die öffentliche Straße gefallenen Ladung oder eines Unfalls halten sich der Fahrer und gegebenenfalls die Begleiter nicht an die Bestimmungen der Artikel 51 und 52 der Straßenverkehrsordnung.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 38 Absatz 1	300 EUR

g4	Der Abstand von zwei Kilometern auf Autobahnen zwischen Sonderfahrzeugen, die in mehreren Konvois fahren, wird nicht eingehalten.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 38, Absatz 2	250 EUR
g5	Das Abblendlicht und die roten Rücklichter der Fahrzeuge im Konvoi werden nicht benutzt.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 39	100 EUR
g6	<p>Der Fahrer des Sonderfahrzeugs und gegebenenfalls der Verkehrskordinator und die Begleiter sichern den Konvoi beim Überqueren eines Bahnübergangs nicht, d. h.:</p> <p>g6.1. Sie stellen nicht sicher, dass sie genügend Zeit haben, um jeden Bahnübergang auf normale Weise und ohne anzuhalten zu überqueren;</p> <p>g6.2. Sie erkunden nicht den Ort, bevor sie den Bahnübergang überqueren, und prüfen nicht, ob sich seit der letzten Erkundung etwas geändert hat;</p> <p>g6.3. Sie untersuchen nicht die Längs- und Querprofile der Straße im Bereich des Bahnübergangs;</p> <p>g6.4. Sie ergreifen nicht die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die Bodenfreiheit des Sonderfahrzeugs ausreicht, um nicht mit den Schienen oder dem Straßenbelag in Berührung zu kommen;</p> <p>g6.5. Sie positionieren keinen Beobachter an der Fahrbahn, wenn der vertikale Abstand zwischen dem Schutzportal und dem höchsten Punkt des Sonderfahrzeugs weniger als 10 Zentimeter beträgt.</p>	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 40	700 EUR
g7	Die Route ist nicht maximal 5 Kalendertage vor dem Datum, an dem	Dekret vom 4. April 2019, Art. 11	600 EUR

	der Sondertransport in Betrieb genommen wurde, bekannt.		
g8	Der Koordinator oder, falls nicht vorhanden, der Fahrer sorgt nach der Durchfahrt des Sondertransports nicht für die Wiederherstellung des ursprünglichen Zustands der Infrastruktur und der Straßeneinrichtungen.	Erlass der Wallonischen Regierung vom (...) über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport, Art. 31, Absatz 3	3000 EUR

Zusätze:

Zusatz 1: Verstöße gegen die Anforderungen der Genehmigung

Ziffer 1	Die Achsabstände der einzelnen Fahrzeuge sind höchstens 2 % kleiner als in der Genehmigung vorgeschrieben.	100 EUR
Ziffer 2	Die Achsabstände der einzelnen Fahrzeuge sind mehr als 2 % kleiner als in der Genehmigung vorgeschrieben.	300 EUR
Ziffer 3	Der Straßenverwalter wurde nicht gemäß den Vorschriften der Genehmigung über die Durchfahrt des Sonderfahrzeugs benachrichtigt.	500 EUR
Ziffer 4	Jede andere als die unter Ziffer 1 bis 3 genannten Vorschriften der Genehmigung	70 EUR

Zusatz 2: Fehlen von Begleitfahrzeugen oder Begleitern:

Ziffer 1	Wenn 1 erforderlich ist:	1000 EUR
Ziffer 2	Wenn 2 erforderlich sind:	1800 EUR
Ziffer 3	Wenn 3 erforderlich sind:	2400 EUR

Anlage 3: Unzureichende Anzahl an Begleitfahrzeugen oder Begleitern:

Ziffer 1	1 statt 2:	1000 EUR
Ziffer 2	1 statt 3:	1600 EUR
Ziffer 3	2 statt 3:	1000 EUR

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 über den Straßenverkehr mit Sonderfahrzeugen und zur Festlegung der Modalitäten und Bedingungen für die Ausstellung von Genehmigungen für den Sondertransport.

Namur, den 21. März 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/007525]

21 MAART 2024. — Besluit van de Waalse regering betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid, gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2022 tot wijziging van de decreten van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen en van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, de artikelen 3, 4, 8, 12, 22, 24, 33, § 2, 44, § 1, en 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 2013 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 maart 1997, 19 juli 2000, 22 december 2003 en 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van bepaalde overtredingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 december 2010 betreffende de procedure, de vorm en de inhoud van de vergunning voor het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen;

Gelet op het rapport van 27 juli 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 9 september 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 8 juni 2023;

Gelet op het overleg tussen de regionale regeringen overeenkomstig artikel 6, § 2, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op advies 273/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 december 2022;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie van 8 november 2023 overeenkomstig artikel 5, § 1, van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies 74.505/4 van de Raad van State, gegeven op 18 oktober 2023, in toepassing van artikel 84 § 1, lid 1, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de administratie: de Directie Reglementering Verkeersveiligheid en Wegencontrole van het Departement Regelgeving en Regulering van het Vervoer van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, hierna "SPW MI" genoemd;

2° de minister: de minister die bevoegd is voor mobiliteit;

3° ECE-Reglement R65, addendum 64: Reglement nr. 65 van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties (VN/ECE) - Uniforme voorschriften voor de goedkeuring van bijzondere waarschuwingslichten voor motorvoertuigen en de aanhangwagens daarvan;

4° het decreet van 4 april 2019: het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid;

5° landbouwvoertuig: elk voertuig of samenstel van twee voertuigen bedoeld in artikel 1, § 2, 59 tot en met 61 en 76 van het technisch reglement en dat uitsluitend wordt gebruikt in het kader van een landbouwactiviteit;

6° waarschuwingsvoertuig : elke wagen, gemengde wagen of bestelwagen als gedefinieerd in artikel 1, § 1, 44, 47 en 54 van het technisch reglement die een landbouwvoertuig als bedoeld in artikel 43 signaleert;

7° het extra gewicht: het gewicht dat aan de aangedreven assen van het trekkende voertuig wordt toegevoegd met als enig doel de grip op de grond te verschaffen die nodig is voor de beweging van het samenstel van voertuigen. ;

8° massa in rijklaare toestand: de massa van het voertuig, met de brandstoftank(s) gevuld tot ten minste negentig procent van de inhoud, met inbegrip van de massa van de bestuurder, brandstof en vloeistoffen, uitgerust met de standaarduitrusting volgens de specificaties van de fabrikant en, indien van toepassing, de massa van de carrosserie, cabine, koppeling, reservewiel(en) en gereedschap;

9° raadpleging: verzoek om advies aan één of meer van de volgende beheerders: de beheerder van het intermodaal goederenvervoer of de beheerder van de openbare weg van de Waalse Overheidsdienst of de spoorwegbeheerder, dat noodzakelijk is voor de beslissing over de afgifte van een vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig;

10° bevoegd personeelslid: het personeelslid bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019.

HOOFDSTUK II. — Vergunning

Afdeling 1. — Aanvraag en verlening van de vergunning

Art. 2. § 1. Voor het gebruik van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg is een voorafgaande schriftelijke vergunning van de directeur van de administratie vereist. Voor elke vergunning kunnen speciale voorwaarden worden opgelegd door de beheerder van het gewestelijk openbaar wegendomein, afhankelijk van de lokale situatie of specifieke vereisten.

De aanvraag voor een vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig en de bijbehorende documenten worden door de gebruiker of zijn gemachtigde vertegenwoordiger naar de administratie gestuurd via de computertoepassing voor het beheer van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen.

Indien dit noodzakelijk is voor het vervoer, kan in de vergunning worden afgeweken van de Wegcode, indien dit is toegestaan.

§ 2. Voor de ontvankelijkheid van de aanvraag moeten de vergoedingen met betrekking tot eerder ingediende aanvragen worden betaald overeenkomstig artikel 5.

§ 3. Onverminderd lid 5, stelt de administratie de aanvrager binnen vijf werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag via de in artikel 2, § 1, lid 2, bedoelde computertoepassing in kennis van de noodzaak tot raadpleging met betrekking tot de afgifte van de vergunning.

§ 4. Onverminderd lid 5, wordt de beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning aan de aanvrager meegedeeld via de in artikel 2, § 1, lid 2, bedoelde computertoepassing binnen vijf werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag of binnen vijftien werkdagen na deze datum voor een aanvraag waarvoor een raadpleging noodzakelijk is.

§ 5. Als de aanvraag of de raadpleging bijkomende informatie vereist, stuurt de administratie of de verantwoordelijke voor het intermodaal goederenvervoer of de beheerder van de openbare weg van de SPW MI de aanvrager een overzicht van de ontbrekende elementen via de in artikel 2, § 1, lid 2, bedoelde computertoepassing, en dit binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag of de kennisgeving van de raadpleging bedoeld in lid 3.

Als de ontvangen elementen nog steeds bijkomende informatie vereisen, stuurt de administratie of de verantwoordelijke voor het intermodaal goederenvervoer of de beheerder van de openbare weg van de SPW MI de aanvrager opnieuw een overzicht van de ontbrekende elementen binnen een termijn van drie werkdagen na ontvangst van de genoemde elementen.

De in lid 2 bedoelde procedure is van toepassing totdat de aanvraag volledig is.

§ 6. Indien dit noodzakelijk is voor het vervoer, kan in de vergunning worden afgeweken van artikel 49.1, lid 1, van de Wegcode.

§ 7. De vergunning wordt afgegeven voor een enkel voertuig of voor een combinatie van voertuigen die worden geïdentificeerd aan de hand van het chassis- of registratienummer.

Voor enkelvoudige uitzonderlijke voertuigen van de categorieën 1 of 2 bedoeld in artikel 4, kan de fabrikant of de assembleur van dergelijke erkende uitzonderlijke voertuigen, die houder is van een proefrittenplaat overeenkomstig de artikelen 5 tot 10 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen en de nationale platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens, door middel van deze "proefrittenplaat" alle uitzonderlijke voertuigen met de in de vergunning vermelde technische kenmerken aanduiden.

Voor het in het verkeer brengen van de in lid 2 vermelde uitzonderlijke voertuigen, wordt de vergunning verleend op voorwaarde dat de voertuigen worden gebruikt voor een van de volgende trajecten:

1° na montage of reparatie om ze op punt te zetten of de goede werking ervan te controleren

2° voor demonstratie;

3° om ze te parkeren;

4° om ze aan te bieden bij een instantie die belast is met de controle van voertuigen in het verkeer;

5° om ze aan te bieden voor tests, alsook tijdens dergelijke tests, als onderdeel van een goedkeuringsprocedure voor een voertuig.

§ 8. De vergunning is geldig voor een maximale duur van:

1° vijf jaar indien het gaat om een uitzonderlijk voertuig van categorie 1 als bedoeld in artikel 4, lid 1, 1°;

2° één jaar indien het gaat om een uitzonderlijk voertuig van categorie 2 als bedoeld in artikel 4, lid 1, 2°;

3° vier maanden indien het gaat om een uitzonderlijk voertuig van categorie 3 als bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°;

4° twee maanden als het gaat om een uitzonderlijk voertuig van categorie 4 als bedoeld in artikel 4, lid 1, 4°.

In elke vergunning wordt de geldigheidsperiode ervan vermeld.

§ 9. Wanneer de beheerder het stellen van de borgtocht, zoals bedoeld in artikel 8, § 3, van het decreet van 4 april 2019 vereist, wordt de borgtocht gevorderd overeenkomstig de regels bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

§ 10. De minister kan aanvullende voorwaarden vaststellen met betrekking tot de procedure voor het aanvragen en verlenen van een vergunning en bepaalt de vorm en inhoud van de vergunning.

Afdeling 2. — Intrekking, opschorting en wijziging van de vergunning

Art. 3. § 1. De directeur van de administratie hoort eerst de vergunninghouder of zijn vertegenwoordiger alvorens een beslissing te nemen als bedoeld in artikel 8, § 1, lid 3, van het decreet van 4 april 2019.

§ 2. De ambtenaar van het bestuursorgaan, dit is de persoon bedoeld in artikel 27 van het decreet van 4 april 2019, kan in het kader van een administratieve sanctieprocedure de vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig intrekken, opschorten of wijzigen:

1° in geval van een inbreuk op dit besluit;

2° in geval van een overtreding van de voorschriften van de vergunning voor het in het verkeer brengen;

3° in het geval van een verkeersongeval;

4° wanneer blijkt dat de houder, zijn werknemers of zijn gemachtigden onjuiste of onvolledige informatie hebben verstrekt of onjuiste of onvolledige verklaringen hebben afgelegd met het oog op het verkrijgen of behouden van de voornoemde vergunning.

De vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig kan voor een periode van minimaal vijftien dagen en maximaal zes maanden worden opgeschort.

Afdeling 3. — Categorieën en vergoedingen

Art. 4. De categorieën uitzonderlijke voertuigen zijn als volgt:

1° categorie 1: een uitzonderlijk voertuig dat voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) voor een enkel voertuig, de lengte is kleiner dan of gelijk aan 19,00 meter;

b) voor een samenstel van voertuigen, is de lengte kleiner dan of gelijk aan 27,00 meter;

c) de breedte is kleiner dan of gelijk aan 3,50 meter;

d) de hoogte en massa voldoen aan de wegcode en het technisch reglement;

2° categorie 2: een uitzonderlijk voertuig dat aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoet:

a) voor een enkel voertuig, de lengte is groter dan 19,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 22,00 meter;

b) voor een samenstel van voertuigen, de lengte is groter dan 27,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 30,00 meter;

c) de breedte is groter dan 3,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,25 meter;

d) de hoogte overschrijdt de grenswaarden die zijn vastgelegd in de wegcode en het technisch reglement en is kleiner dan of gelijk aan 4,50 meter;

e) de massa overschrijdt de grenswaarden die zijn vastgelegd in het technisch reglement en is kleiner dan of gelijk aan 90,000 ton;

f) de waarde van de standaardas is groter dan 4 en kleiner dan of gelijk aan 11;

3° categorie 3: een uitzonderlijk voertuig dat aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoet:

a) voor een enkel voertuig, de lengte is groter dan 22,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 28,00 meter;

b) voor een samenstel van voertuigen, de lengte is groter dan 30,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 35,00 meter;

c) de breedte is groter dan 4,25 meter en kleiner dan of gelijk aan 5,00 meter;

d) de hoogte is groter dan 4,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,80 meter;

e) de massa is groter dan 90,000 ton en kleiner dan of gelijk aan 120,000 ton;

f) de waarde van de standaardas is groter dan 11 en kleiner dan of gelijk aan 13;

4° categorie 4: een uitzonderlijk voertuig dat aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoet:

a) voor een enkel voertuig, de lengte is groter dan 28,00 meter;

b) voor een samenstel van voertuigen, de lengte is groter dan 35,00 meter;

c) de breedte is groter dan 5,00 meter;

d) de hoogte is groter dan 4,80 meter;

e) de massa is groter dan 120,000 ton;

f) de waarde van de standaardas is groter dan 13.

De waarde van de standaardas, "S_e" wordt bepaald aan de hand van de volgende formule:

$S_e = \sum_{i=1}^n (M_{e_i}/10)^4$ waarbij M_{e_i} de massa van een as is, uitgedrukt in ton, en n het totale aantal assen op het voertuig is.

Art. 5. § 1. Er moet een vergoeding worden betaald voor de afgifte van de vergunning of in geval van annulering of weigering.

§ 2. De vergoeding, "R_T", wordt bepaald aan de hand van de volgende formule:

$R_T = R_A + n E_O + c (20\% R_A)$ waarbij:

1° "R_A" de administratieve vergoeding is, waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld:

a) voor een uitzonderlijk voertuig met een voorwaarde uit categorie 1: zeventig euro plus vijfentwintig euro als het uitzonderlijk voertuig twee afmetingen uit categorie 1 heeft.

b) voor een uitzonderlijk voertuig met een voorwaarde uit categorie 2: honderdvijftig euro plus:

(1) achtendertig euro per extra voorwaarde uit categorie 1;

(2) vijfenzeventig euro per extra voorwaarde uit categorie 2.

c) voor een uitzonderlijk voertuig met een voorwaarde uit categorie 3: driehonderd euro plus:

(1) achtendertig euro per extra voorwaarde uit categorie 1;

(2) vijfenzeventig euro per extra voorwaarde uit categorie 2;

(3) honderddertien euro per extra voorwaarde uit categorie 3.

d) voor een uitzonderlijk voertuig met een afmeting of massa uit categorie 4: vijfhonderd euro plus:

(1) achtendertig euro per extra voorwaarde uit categorie 1;

(2) vijfenzeventig euro per extra voorwaarde uit categorie 2;

(3) honderddertien euro per extra voorwaarde uit categorie 3;

(4) honderdachtentachtig euro per extra voorwaarde uit categorie 4;

2° "n" is het aantal bestudeerde bouwwerken;

3° "E_O" is de studie van een bouwwerk in het kader van een raadpleging voor een bedrag van tweehonderd euro;

4° "c" is het aantal bijkomende voertuigen waarvan de technische kenmerken identiek zijn aan die van de voertuigen die in de vergunning zijn opgenomen.

§ 3. Wanneer een vergunning wordt afgegeven voor uitzonderlijk vervoer waarbij de ondeelbare lading ook over de binnenwateren of per spoor op Waals grondgebied is vervoerd, is de in de leden 1 en 2 bedoelde vergoeding R_T niet verschuldigd.

Voor de toepassing van lid 1, is het spoorwegstation of de rivier- of zeehaven van in- of van uitlading van het ondeelbare deel, indien het in Wallonië is gelegen, het station dat het dichtst bij de plaats van vertrek respectievelijk aankomst van het deel is gelegen.

§ 4. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in artikel 2, §§ 3 tot 5, worden in geval van annulatie van de aanvraag of weigering, de bedragen bedoeld in lid 2, 1°, verminderd met tachtig procent.

§ 5. De bedragen in dit artikel worden elk jaar op 1 januari geïndexeerd met behulp van de gezondheidsindex. De referentie-index is die van november 2023.

Bij indexering wordt het resultaat verhoogd met maximaal € 0,50 of verlaagd met maximaal € 0,49 om een geheel getal te krijgen.

§ 6. De krachtens dit artikel vastgestelde vergoedingen moeten worden betaald binnen dertig dagen na de datum van verzending van het verzoek om betaling.

HOOFDSTUK III. — Voorschriften voor uitzonderlijke voertuigen

Art. 6. Een enkel uitzonderlijk voertuig dat langer is dan 19,00 meter is uitgerust met ten minste één gestuurde as aan de voor- en achterzijde.

Voor een samenstel van uitzonderlijke voertuigen dat langer is dan 27,00 meter, is het langste getrokken voertuig uitgerust met ten minste één gestuurde as.

Art. 7. De kraanvoertuigen en voertuigen voor speciale doeleinden bedoeld in artikel 1, § 2, 46 van het technisch reglement overschrijden met niet meer dan 5% de massa in rijklare toestand vermeld in het gelijkvormigheidsattest van het voertuig, met inachtneming van de toegestane onder- en bovenafwijkingen.

HOOFDSTUK IV. — Voorschriften voor het laden van uitzonderlijke voertuigen

Afdeling 1. — Algemene voorschriften

Art. 8. Een onbeladen motorvoertuig voldoet aan de vereisten inzake massa en afmetingen van het technisch reglement voor het vervoeren van een lading of om deel uit te maken van een samenstel van voertuigen.

Afdeling 2. — De deelbare lading bestaat uit

Art. 9. Met uitzondering van het extra gewicht, dat kan bestaan uit accessoires of elementen van de ondeelbare lading zonder dat dit extra uitzonderlijke afmetingen creëert, bestaat de lading van een uitzonderlijk voertuig uit een ondeelbaar deel.

Er mogen meerdere onderdelen worden vervoerd als aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° het trekkende en getrokken voertuig en het samenstel van voertuigen, zowel onbeladen als beladen, voldoen aan de voorschriften inzake massa van het technisch reglement;

2° de delen mogen achter elkaar geplaatst worden als de trekkende en getrokken voertuigen en het samenstel van voertuigen, zowel onbeladen als beladen, voldoen aan de maximumlengtes die zijn vastgelegd in het technisch reglement en de wegcode;

3° de delen mogen naast elkaar worden geplaatst als de trekkende en getrokken voertuigen en het samenstel van voertuigen, zowel onbeladen als beladen, voldoen aan de maximumbreedten die zijn vastgelegd in het technisch reglement en de zegcode;

4° de delen mogen op elkaar gestapeld worden als de trekkende en getrokken voertuigen en het samenstel van voertuigen, zowel onbeladen als beladen, voldoen aan de maximumhoogten die zijn vastgelegd in het technisch reglement en de wegcode.

Art. 10. In afwijking van artikel 9, lid 2, 2° en 3°, mag een samenstel van voertuigen dat beschikt over een attest van een erkende technische dienst waaruit blijkt dat het samenstel van voertuigen voldoet aan de afmetingen van de draaicirkel bedoeld in artikel 32bis, 3.3, lid 1, van het technisch reglement en waarvan het getrokken voertuig een maximale breedte heeft van 275 cm die niet versmald kan worden, de laadruimte gebruiken tot:

1° 16,50 meter van de voorkant van het samenstel van voertuigen voor de trekker oplegger;

2° 18,75 meter van de voorkant van het samenstel van voertuigen voor de vrachtwagen-aanhangwagen;

3° 1,275 meter vanaf de lengteas van het voertuig en tot 4,00 meter boven het grondoppervlak.

De deelbare lading, of de voorzieningen voor de deelbare lading, vormen geen belemmering voor de meest ideale plaatsing van de ondeelbare lading.

Afdeling 3. — Vervoer van lange geprefabriceerde elementen

Art. 11. Kolommen, lange elementen of geprefabriceerde balken kunnen gelijktijdig worden vervoerd op een samenstel van voertuigen dat is uitgerust met een aanhangwagen van het type autonome aanhangwagen om technische of stabiliteitsredenen. Deze redenen worden gerechtvaardigd door een technische opmerking van de fabrikant die bij de vergunningsaanvraag is gevoegd. Deze wordt ook bij de vergunning gevoegd.

Afdeling 4. — Het verkleinen van de afmetingen van een uitzonderlijk voertuig

Art. 12. De ondeelbare lading wordt zodanig geplaatst dat het aantal uitzonderlijke afmetingen van het voertuig tot een minimum wordt beperkt en dat het uitzonderlijke voertuig in de kleinste categorie valt waarnaar in artikel 4 wordt verwezen.

Om de hoogte of breedte van een uitzonderlijk voertuig dat niet voldoet aan de wegcode of het technisch reglement te verminderen, is het toegestaan om een van de accessoires of onderdelen van de ondeelbare lading te verwijderen en op hetzelfde voertuig te vervoeren zonder de totale massa te verhogen.

In afwijking van artikel 9, lid 2, 2°, is het toegestaan om, indien nodig, door toepassing van lid 2 een lengte te creëren die niet in overeenstemming is met de wegcode of het technisch reglement, of om de oorspronkelijke lengte te vergroten.

Om een hoogte of breedte van een uitzonderlijk voertuig die niet voldoet aan de wegcode of het technisch reglement te verminderen, is het toegestaan om de lading te kantelen zodat een niet-conforme breedte of hoogte ontstaat, of om de oorspronkelijke breedte of hoogte te vergroten.

Indien bij toepassing van artikel 9, lid 2, meerdere ondeelbare lasten worden vervoerd over een lengte die voldoet aan de wegcode en het technisch reglement, mag de vervoerder om redenen van efficiëntie de ondeelbare lasten zo plaatsen dat een extra uitzonderlijke hoogte of breedte ontstaat.

Aan de voorwaarde van efficiëntie is voldaan als de vervoerder kan aantonen dat hij door de lading overeenkomstig lid 5 te plaatsen, ten minste dertig procent meer kan vervoeren dan wanneer hij de toegestane hoogte of breedte in acht zou nemen. De vervoerder rechtvaardigt deze efficiëntie in een technische opmerking die bij de vergunningsaanvraag is gevoegd. De technische opmerking wordt ook bij de vergunning gevoegd.

De extra uitzonderlijke afmeting bedoeld in lid 5 blijft beperkt tot een van de volgende breedtes of hoogtes, naargelang het geval:

1° een breedte van 3,00 meter;

2° een hoogte van 4,30 meter.

Een extra uitzonderlijke afmeting wordt alleen gemaakt als aan alle volgende voorwaarden is voldaan:

1° het onbeladen voertuig voldoet qua afmetingen aan het technisch reglement;

2° de massa van het geladen voertuig voldoet aan het technisch reglement;

3° de alternatieve laadmethode houdt geen bijkomend risico in voor de verkeersveiligheid.

Afdeling 5. — Hulpapparatuur

Art. 13. Hulpapparatuur, zoals tegengewichten, emmers, kabels en haken, mag worden vervoerd tot maximaal vijf procent van de totale massa van de ondeelbare lading, mits de maximaal toegestane massa niet wordt overschreden.

Afdeling 6. — Uitrusting van de kraanvoertuigen

Art. 14. Hijsstropen, -kabels, -plateaus en -haken zijn een integrerend deel van de basisuitrusting van het kraanvoertuig. Het contragewicht of een deel daarvan, wanneer het de stabiliteit van het voertuig waarborgt, behoort ook tot de uitrusting van het kraanvoertuig, mits de maximaal toegestane massa niet wordt overschreden.

Afdeling 7. — Laden van een hulpvoertuig

Art. 15. De contragewichten, vakwerkgieken en onderdelen van een kraanvoertuig kunnen, al dan niet gegroepeerd, worden vervoerd op een of meer hulpvoertuigen, d.w.z. elk voertuig, al dan niet in konvooi rijdend met een kraanvoertuig, om de onderdelen en accessoires, zoals de contragewichten, te vervoeren. De maximummassa per as van dit voertuig mag echter niet groter zijn dan de toegestane maximummassa per as van de kraan. De hoogte van het voertuig moet voldoen aan het technisch reglement en de wegcode.

Afdeling 8. — Achteroverhang verminderen

Art. 16. De achteroverhang van de lading mag niet meer zijn dan 3,00 meter, tenzij dit om technische of stabiliteitsredenen niet mogelijk is. Deze redenen worden gerechtvaardigd door een technische opmerking van de fabrikant die bij de vergunningsaanvraag is gevoegd. Deze wordt ook bij de vergunning gevoegd.

*HOOFDSTUK V. — Voorschriften voor de veiligheidsuitrusting van uitzonderlijke voertuigen**Afdeling 1. — Algemene voorschriften*

Art. 17. Aan de voor- en achterzijde van het uitzonderlijk voertuig wordt een bord of opschrift aangebracht overeenkomstig bijlage 1, onder a), 1° en 2°. Bord en opschriften moeten te allen tijde zichtbaar blijven en overdag bij helder weer leesbaar zijn vanaf een afstand van minimaal veertig meter.

De onderrand van het bord of opschrift moet zich ten minste 0,40 meter boven de grond bevinden.

De bord en opschriften moeten zich in een verticaal vlak en loodrecht op het spiegelvlak van het voertuig bevinden.

De bord en opschriften moeten onzichtbaar worden gemaakt zodra het voertuig niet langer voldoet aan de kenmerken van een uitzonderlijk voertuig.

Art. 18. Onverminderd artikel 30 van de wegcode is het uitzonderlijke voertuig uitgerust met speciale waarschuwingslichten conform ECE-reglement R65, addendum 64, die andere weggebruikers niet mogen hinderen door hun lichtsterkte:

1° vooraan ten minste twee knipperende oranjegele lichten aan weerszijden van de cabine. Deze lichten zijn zichtbaar vanuit een hoek van minstens 270 graden naar voren;

2° achteraan, een knipperend oranjegeel licht dat gemonteerd is op de linker achterkant van het voertuig of van de lading als die verder reikt dan de achterkant van het voertuig. Dit licht is zichtbaar vanuit een hoek van 180 graden naar achteren;

3° één of meer knipperende oranjegele lichten mogen op de lading worden gemonteerd zodat alle lichten van het uitzonderlijk voertuig zichtbaar zijn vanuit een hoek van 360 graden.

De in lid 1 bedoelde lichten zijn tijdens het uitzonderlijk vervoer permanent ingeschakeld.

Art. 19. Naast de bepalingen van artikel 81.2. van de wegcode, is het uitzonderlijke voertuig uitgerust met de volgende veiligheidsaccessoires:

1° een tweede gevarendriehoek;

2° twee draagbare, oranjegele, elektronische flitslichten, zichtbaar vanop een afstand van minstens 100 meter.

Afdeling 2. — Bijzondere voorschriften

Art. 20. Naast de voorschriften van de artikelen 17 tot en met 19 en de bepalingen van artikel 28, lid 5, van het technisch reglement, zijn de volgende bijzondere voorschriften van toepassing:

1° voor een uitzonderlijk voertuig dat langer is dan 22,00 meter, moet de retroflecterende markering over ten minste tachtig procent van de lengte van het beladen uitzonderlijk voertuig zijn aangebracht en aan beide zijden zichtbaar zijn;

2° met uitzondering van kraanvoertuigen, wanneer de breedte van het uitzonderlijk voertuig meer dan 2,55 meter bedraagt:

a) er worden vier bord en geplaatst, twee vooraan en twee achteraan, om de breedte van het uitzonderlijk voertuig af te bakenen. Ze zijn zo bevestigd dat ze op zichzelf geen obstakel vormen;

b) de onderrand van de bord en wordt op een hoogte geplaatst die gemeten vanaf de grond minimaal 0,40 meter en maximaal 2 meter bedraagt. Een grotere hoogte kan worden aanvaard als de maximale hoogte om technische redenen niet kan worden gerespecteerd;

c) de bord en voldoen aan de voorschriften van artikel 28, § 6, 3, 1°, van het technisch reglement, met dien verstande dat de vierkante bord en bedoeld in artikel 28, § 6, 3, 1°, lid 2, van hetzelfde reglement slechts geplaatst worden op uitzonderlijke voertuigen met een maximale breedte van 3,50 meter;

d) de bord en vooraan zijn ook voorzien van ten minste één wit licht en de bord en achteraan van ten minste één rood licht van hetzelfde vermogen als de achterlichten. Deze lichten zijn permanent ingeschakeld;

3° voor een uitzonderlijk voertuig dat breder is dan 4,50 meter, moet de retroflecterende markering over de volledige breedte van het uitzonderlijk voertuig vooraan en achteraan worden aangebracht en zichtbaar zijn.

Art. 21. Een lading die meer dan een meter buiten de achterkant van het voertuig uitsteekt, moet worden gesignaleerd met een bord dat is bevestigd aan het deel van de lading dat het meest uitsteekt, en moet zich altijd in een verticaal vlak bevinden, loodrecht op het middenlangsvlak van het voertuig, in overeenstemming met artikel 28, § 6, 3, 1°, van het technisch reglement.

De onderrand van het bord wordt op een hoogte geplaatst die gemeten vanaf de grond minimaal 40 centimeter en maximaal 2 meter bedraagt. Het is zo bevestigd dat het op zichzelf geen obstakel vormt. Een grotere hoogte kan worden aanvaard als de maximale hoogte om technische redenen niet kan worden gerespecteerd.

Het bord is voorzien van een rood licht met hetzelfde vermogen als de achterlichten. Dit licht is permanent ingeschakeld.

HOOFDSTUK VI. — Voorschriften voor het begeleiden van uitzonderlijke voertuigen

Afdeling 1. — Verplichting tot begeleiding

Art. 22. § 1. Ten minste één begeleidingsvoertuig met een verkeerscoördinator als bedoeld in artikel 30 is vereist wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° de lengte is groter dan 27,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 30,00 meter;

2° de breedte is groter dan 3,20 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,00 meter.

Het begeleidingsvoertuig rijdt vooraan in het konvooi. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, rijdt het begeleidingsvoertuig achteraan.

§ 2. Ten minste twee begeleidingsvoertuigen, waaronder één met een verkeerscoördinator, zijn vereist tijdens de gehele rit wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste één van de volgende voorwaarden voldoet:

1° het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting wordt tegengehouden op de openbare weg waar de toegelaten maximumsnelheid niet meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;

2° de lengte is groter dan 30,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 35,00 meter;

3° de breedte is groter dan 4,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 5,00 meter;

4° de vergunning vereist dat het uitzonderlijk voertuig met beperkte snelheid rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er ten minste twee bestemd zijn voor elke rijrichting en waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 70 kilometer per uur bedraagt;

5° het uitzonderlijk voertuig voert één van de manoeuvres bedoeld in artikel 34, § 1 uit.

Een van de begeleidingsvoertuigen rijdt vooraan in het konvooi en de andere achteraan. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, mogen de twee begeleidingsvoertuigen achteraan rijden.

§ 3. Ten minste drie begeleidingsvoertuigen, waaronder één met een verkeerscoördinator, zijn vereist wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste één van de volgende voorwaarden voldoet:

1° de lengte is groter dan 35,00 meter;

2° de breedte is groter dan 5,00 meter.

Twee van de begeleidingsvoertuigen rijden vooraan in het konvooi, de derde achteraan. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, mogen de drie begeleidingsvoertuigen achteraan rijden.

§ 4. In uitzonderlijke omstandigheden kan worden afgeweken van lid 1, punt 2, lid 2, punt 2, en lid 3, punt 2, zodat de verplaatsing van het konvooi kan plaatsvinden zonder gevaar voor het konvooi of voor de andere weggebruikers.

§ 5. Onverminderd de toepassing van lid 1 tot en met 3, kan de vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg, voorschrijven dat het voertuig moet worden begeleid door een of meer begeleidingsvoertuigen om te voldoen aan de vereisten van artikel 8, § 1, lid 2, 1° tot 3°, van het decreet van 4 april 2019.

Art. 23. § 1. Bij een achteroverhang van meer dan 3,00 meter is ten minste één begeleidingsvoertuig vereist. Bovendien is in het geval voorzien in artikel 22, § 1, een tweede begeleidingsvoertuig, waarvan één met een verkeerscoördinator, vereist.

Art. 24. Een wagen, een gemengde wagen of een bestelwagen zoals gedefinieerd in artikel 1, § 1, 44, 47 en 54 van het technisch reglement wordt gebruikt als begeleidingsvoertuig.

Het begeleidingsvoertuig heeft een dakhoogte van minstens 1,75 meter en een lengte van minstens 2,50 meter.

Indien ten minste drie begeleidingsvoertuigen zijn vereist, is het gebruik van een motor van categorie A, zoals gedefinieerd in artikel van het technisch reglement, toegestaan in plaats van een van de in lid 1 bedoelde voertuigen.

Art. 25. § 1. De kleur van het begeleidingsvoertuig moet geel, RAL 1003, 1004 en 1023 zijn.

§ 2. Artikel 17, leden 1 en 2, is van toepassing op begeleidingsvoertuigen.

De voor- en achterkant van het begeleidingsvoertuig zijn bedekt met afwisselend witte en rode strepen van 75 tot 120 millimeter breed, hellend onder een hoek van 45 tot 60 graden op een oppervlakte van minstens een halve vierkante meter.

Vooraan zijn tenminste de witte strepen retroflecterend en achteraan tenminste de rode strepen.

Aan elke kant van het begeleidingsvoertuig zijn retroflecterende vlakken met open pijlen aangebracht. Deze vlakken moeten minstens 1,00 meter bij 0,30 meter zijn. Ze zijn rood en wit of rood en geel. De pijlen wijzen naar de voorkant van het begeleidingsvoertuig en zijn 0,10 meter breed.

§ 3. Het begeleidingsvoertuig mag aan beide kanten voorzien zijn van een logo of bedrijfsnaam met een maximale afmeting van 1,00 meter bij 0,50 meter. Deze mag niet retroflecterend zijn. De achtergrondkleur van het logo is identiek aan die van het begeleidingsvoertuig.

Art. 26. § 1. Begeleidingsvoertuigen zijn uitgerust met ten minste twee knipperende geeloranje lampen op het dak. Deze lampen zijn vanaf een afstand van minstens 50 meter in alle richtingen zichtbaar en zijn ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer.

Begeleidingsvoertuigen die achteraan rijden, zijn op het dak voorzien van een lichtgevende strook of gele richtingaanwijzende waarschuwingspijlen. Deze lichtstrip is zichtbaar en ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer.

Begeleidingsvoertuigen kunnen worden voorzien van borden met LED-technologie die de tekens A51, C3 of C35 van de wegcode voorstellen.

§ 2. De in lid 1 bedoelde voorzieningen die voldoen aan ECE-Reglement R65, addendum 64, mogen andere weggebruikers niet hinderen door hun lichtsterkte.

Art. 27. De artikelen 25, § 2, en 26 zijn niet van toepassing op de motorfietsen bedoeld in artikel 24, lid 3;

Deze zijn voorzien van:

1° een knipperend oranjegeel licht op een mast achteraan het voertuig, zichtbaar in alle richtingen, en twee oranjegele lichten vooraan het voertuig die zijn ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer;

2° het logo bedoeld in *a)*, 3°, van bijlage 1, retroflecterend en aangebracht op de zijkanten van de motorfiets;

3° retroflecterende vlakken met open pijlen aan weerszijden van het voertuig.

Met betrekking tot lid 2, 3°, moeten de oppervlakken minstens 0,30 meter groot zijn. Ze zijn rood en wit of rood en geel. De pijlen wijzen naar de voorkant van het voertuig en zijn minstens 0,05 meter breed.

Art. 28. Als er een of meer begeleidingsvoertuigen in het konvooi rijden, zijn alle voertuigen zo uitgerust dat ze voortdurend in contact blijven met elkaar.

Art. 29. Ten minste een van de begeleidingsvoertuigen is ook uitgerust met de volgende accessoires en veiligheidsvoorzieningen:

1° een brandblusser van 3 kg;

2° tien wit-oranje retroflecterende kegels van minstens 40 centimeter hoog die voldoen aan de norm NBN EN 13422 of gelijkwaardig, of geel-oranje markeringslichten;

3° twee witte zaklampen op batterijen met geel-oranje kegels als toebehoren;

4° twee retroflecterende signalisatieborden met handvat die het teken C3 voorstellen, zoals voorzien in de wegcode;

5° twee signalisatieborden met driepoot die het teken A51 voorstellen, zoals voorzien in de wegcode;

6° een decameter;

7° een uitschuifbare meetstok van minstens 6 meter lang.

Afdeling 2. — De verkeerscoördinator, de begeleider en de bestuurder

Onderafdeling 1. — Bevoegdheden en machtigingen

Art. 30. § 1. De verkeerscoördinator is de begeleider die schriftelijk is aangewezen en die optreedt als algemeen leider van het konvooi. Hij heeft het document waarin hij wordt aangewezen. Hij toont dit document op verzoek van een bevoegd personeelslid.

De gebruiker wijst de verkeerscoördinator aan in de computertoepassing voor het beheer van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen.

De verkeerscoördinator begrijpt alle vereisten in de vergunning, spreekt minstens één van de drie landstalen en zorgt ervoor dat alle begeleiders ze begrijpen. Hij communiceert met de bestuurder in dezelfde taal. Als dit niet mogelijk is, wordt er op kosten van de bestuurder voor een tolk gezorgd.

Voordat het konvooi vertrekt, neemt hij alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het uitzonderlijk vervoer goed verloopt. Hij geeft instructies aan de bestuurders van de andere voertuigen in het konvooi. De verkeerscoördinator zorgt ervoor dat de route wordt gevolgd en dat aan de vereisten in de vergunning wordt voldaan.

Vóór vertrek moet de verkeerscoördinator controleren of alle voertuigen in het konvooi voldoen aan de vereisten van de vergunning en die van dit besluit. Met uitzondering van het wegen van de massa's, controleert de verkeerscoördinator met name of de technische kenmerken van het uitzonderlijk voertuig overeenkomen met die welke in de vergunning zijn beschreven.

Het konvooi mag alleen vertrekken als aan al deze voorwaarden is voldaan.

§ 2. De verkeerscoördinator, of anders de bestuurder, controleert de geldigheid van de route in de computertoepassing die wordt gebruikt voor het beheer van de vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, vóór en tijdens elk uitzonderlijk vervoer.

§ 3. De andere begeleiders handelen volgens de instructies van de verkeerscoördinator.

Art. 31. De verkeerscoördinator en de begeleiders houden toezicht op het uitzonderlijk vervoer en geven de weggebruikers de nodige aanwijzingen om de verkeersveiligheid te garanderen en de doorgang van het uitzonderlijk voertuig te vergemakkelijken.

De verkeerscoördinator en begeleiders gedragen zich op de openbare weg in overeenstemming met de door de minister vastgestelde instructies en voorschriften.

Ze voorkomen schade aan de infrastructuur en wegvoorzieningen en zorgen ervoor dat deze weer in hun oorspronkelijke staat worden hersteld nadat het uitzonderlijk vervoer is gepasseerd.

Art. 32. Om de verkeersveiligheid te waarborgen en de doorgang van uitzonderlijke voertuigen te vergemakkelijken, mogen de verkeerscoördinator en de begeleiders:

1° het verkeer tegenhouden in straten die loodrecht op kruispunten zonder verkeerslichten staan;

2° het verkeer dat stilstaat ten gevolge van een rood licht tegenhouden gedurende de tijd die het konvooi nodig heeft om kruispunten zonder verkeerslichten te verlaten;

3° het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting tegengehouden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid niet meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;

4° voorkomen dat verkeer dat van achteren komt, in dezelfde richting als het uitzonderlijk voertuig, het voertuig inhaalt of er omheen rijdt.

Art. 33. Wanneer de verkeerscoördinator en de begeleiders de in artikel 32 bedoelde aanwijzingen buiten hun voertuigen moeten geven, dragen zij:

1° waarschuwingskleding klasse 3 die voldoet aan de norm NBN EN ISO 20471 of gelijkwaardig, bestaande uit een gele jas en een gele broek of een overall in dezelfde kleur;

2° een logo gecentreerd op de rug van de jas of gecentreerd op de rug van het bovendee van de overall, overeenkomstig met het logo bedoeld in *b)*, 1°, van bijlage 1;

3° een logo rechts vooraan op de jas of rechts vooraan op het bovendee van de overall, overeenkomstig het logo bedoeld in *b)*, 2°, van bijlage 1.

Afdeling 3. — Begeleiding door een politiedienst

Art. 34. § 1. Naast de andere voorwaarden voor begeleiding of signalering die in dit besluit zijn vastgelegd, is begeleiding door een federale of lokale politiedienst verplicht:

1° om in tegengestelde richting te rijden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;

2° om de opening in de middenberm van een autosnelweg of van een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee zijn toegewezen aan elke rijrichting, over te steken;

3° wanneer het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting wordt tegengehouden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;

4° te rijden op een autosnelweg of op een weg met vier of meer rijstroken, waarvan er ten minste twee aan elke verkeersrichting zijn toegewezen, en waarop de toegelaten maximumsnelheid meer dan 90 kilometer per uur bedraagt, wanneer in de vergunning is bepaald dat met een beperkte snelheid moet worden gereden.

De in paragraaf 1, 4° bedoelde vergunning kan, in plaats van een politiedienst, het gebruik voorschrijven van een signalisatievoertuig uitgerust met een voorziening met een FLR-bord, overeenkomstig type III van bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg, en voorzien van een schokdemper die zich stroomopwaarts van het uitzonderlijk voertuig bevindt, op een afstand van minstens 100 meter en hoogstens 150 meter van deze laatste.

Het beweegbare schokabsorberende element en de bijbehorende montagevoorziening voldoen aan artikel 14 van het besluit van de Waalse regering van 16 december 2020 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg en het voertuig heeft ten minste 2 assen en een beladen massa van ten minste 9000 kg inclusief de schokdemper.

§ 2. De voorwaarden voor de begeleiding worden bepaald door de betrokken politiedienst.

De aanvraag voor begeleiding moet ten minste vier werkdagen vóór het vertrek van het vervoer worden ingediend bij de politie.

Deze aanvraag moet altijd vergezeld gaan van de eerste pagina van de vergunning en de volledig ingevulde fiche met aanvullende informatie, waarvan het model terug te vinden is op de website van de administratie.

Als het tussen de politiedienst en de gebruiker overeengekomen tijdschema door laatstgenoemde niet kan worden nageleefd, stelt de gebruiker de betrokken politiedienst hiervan onverwijld in kennis. Als de begeleiding niet op dezelfde dag opnieuw kan worden ingepland, is een nieuwe aanvraag nodig en wordt het uitzonderlijk vervoer uitgesteld.

HOOFDSTUK VII. — Voorschriften voor het verkeer van uitzonderlijke voertuigen

Afdeling 1. — Rijverboden

Art. 35. § 1. Op wegen en autosnelwegen is het verkeer van uitzonderlijke voertuigen met een breedte van meer dan 4,00 meter verboden van zes uur 's ochtends tot negen uur 's avonds.

In afwijking van lid 1 is op autosnelwegen met minder dan drie rijstroken in dezelfde rijrichting, met uitzondering van op- en afritten naar autosnelwegen met meer dan drie rijstroken die zijn aangegeven met een bord dat het in de Wegcode bedoelde teken F5 voorstelt, het verkeer van uitzonderlijke voertuigen met een breedte van meer dan 3,50 meter verboden van zes uur 's ochtends tot negen uur 's avonds.

§ 2. Op wegen en autosnelwegen is het verkeer van uitzonderlijke voertuigen met een lengte van meer dan 30,00 meter verboden van zes uur 's ochtends tot negen uur 's avonds.

§ 3. Het verkeer van uitzonderlijke voertuigen is verboden van zaterdag om tien uur 's avonds tot zondag om middernacht, met uitzondering van kraanvoertuigen die een massa van 108 ton of een breedte van 3,00 meter niet overschrijden, evenals de bijbehorende voertuigen.

§ 4. Op alle wegen en autosnelwegen is het verkeer van uitzonderlijke voertuigen verboden op werkdagen tussen 07.00 en 09.00 uur en tussen 16.00 en 18.00 uur, met uitzondering van uitzonderlijke voertuigen die een massa van 60,00 ton, een breedte van 3,50 meter of een lengte van 27,00 meter niet overschrijden, op voorwaarde dat de vergunning geen enkele vereiste bevat die een impact kan hebben op de doorstroming van het verkeer door speciale manoeuvres op te leggen op de route of door de snelheid van het uitzonderlijke voertuig te beperken.

§ 5. De in de leden 1 tot en met 4 bedoelde rijverboden voor andere wegen dan autosnelwegen zijn niet van toepassing op landbouwvoertuigen.

§ 6. De vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg, kan specifieke voorschriften bevatten die afwijken van de leden 1 tot en met 4.

§ 7. Het verkeer van uitzonderlijke voertuigen is verboden wanneer het Koninklijk Meteorologisch Instituut gladheid of mist aankondigt, met code oranje of rood, of wanneer het windiger, regenachtige of stormachtige omstandigheden aankondigt, met code rood.

Wanneer een uitzonderlijk voertuig zich onverwacht in de hierboven beschreven omstandigheden bevindt, stopt het zo snel mogelijk op de eerste plaats zonder het verkeer te hinderen.

§ 8. De directeur van de administratie kan uitzonderingen op de in dit artikel genoemde rijverboden toekennen.

Art. 36. Op de openbare weg, waar de infrastructuur het toelaat, moet het uitzonderlijk voertuig zo dicht mogelijk bij de rechterkant van de weg rijden.

Op autosnelwegen en openbare wegen met ten minste twee rijstroken in dezelfde richting, moet een uitzonderlijk voertuig dat breder is dan één rijstrook, als de infrastructuur dat toelaat, de tweede rijstrook vrijlaten voor andere weggebruikers, te beginnen bij de rechterraand van de rijbaan. Om dit te doen, mag het voertuig de ononderbroken witte lijn rechts van de eerste rijstrook overschrijden.

Afdeling 2. — Andere verkeersomstandigheden

Art. 37. De gebruiker neemt alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de verkeerscoördinator, de begeleiders en de bestuurder de voorschriften en routes in de vergunning begrijpen.

Art. 38. In de gevallen bedoeld in artikel 35, § 7, alsmede in geval van een defect voertuig, een lading die op de openbare weg is gevallen of een ongeval, nemen de bestuurder en, in voorkomend geval, de begeleiders de bepalingen van de artikelen 51 en 52 van de Wegcode in acht.

Op de snelweg moeten begeleiders een afstand van twee kilometer tussen uitzonderlijke voertuigen van hetzelfde vervoer die in verschillende konvoeien rijden aanhouden of doen aanhouden.

Art. 39. Behalve in de omstandigheden zoals beschreven in artikel 30 van de wegcode, gebruiken de voertuigen van het konvoi voortdurend de dimlichten en de rode achterlichten.

Afdeling 3. — Overwegen oversteken

Art. 40. De bestuurder van het uitzonderlijk voertuig en, indien van toepassing, de verkeerscoördinator en de begeleiders, zorgen ervoor dat ze voldoende tijd hebben om elke overweg normaal en zonder te stoppen over te steken.

Ze verkennen de locatie voordat ze de overweg oversteken en controleren of er geen veranderingen zijn sinds de laatste verkenning.

Ze bestuderen met name de lengte- en dwarsprofielen van de wegen in het gebied van de overweg. Ze nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het uitzonderlijk voertuig voldoende bodemvrijheid heeft om te vermijden dat het voertuig de rails of het wegdek raakt.

Ze laten een waarnemer plaatsnemen langs de rijbaan wanneer de verticale afstand tussen de beschermboom en het hoogste punt van het uitzonderlijk voertuig minder dan 10 centimeter bedraagt.

HOOFDSTUK VIII. — Specifieke voorschriften voor landbouwvoertuigen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 41. Landbouwvoertuigen die aan de volgende voorwaarden voldoen, zijn uitzonderlijke landbouwvoertuigen:

1° de lengte is kleiner dan of gelijk aan 27,00 meter;

2° de breedte is kleiner dan of gelijk aan 4,25 meter;

3° de hoogte en massa voldoen aan de wegcode en de technische voorschriften;

4° de verplaatsing vindt plaats binnen een straal van maximaal 50 kilometer van de plaats van vestiging of het landbouwbedrijf.

Landbouwvoertuigen die niet voldoen aan de in lid 1, 3°, bedoelde voorschriften inzake massa kunnen, na overleg, door de directeur van de administratie worden gelijkgesteld met uitzonderlijke landbouwvoertuigen die voldoen aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden.

Tenzij anders vermeld in hoofdstuk 8, zijn landbouwvoertuigen die onder dit toepassingsgebied vallen, onderworpen aan de verplichtingen in dit besluit.

Art. 42. De lading van een getrokken landbouwvoertuig bestaat uitsluitend uit een landbouwmachine of landbouwmaterieel.

Afdeling 2. — Voorschriften voor het signaleren van landbouwvoertuigen

Art. 43. § 1. In afwijking van de artikelen 22 tot 33, met uitzondering van artikel 22, § 2, 1°, 4° en 5°, moet een landbouwvoertuig, waarvan de breedte:

1° groter is dan 3,20 meter en kleiner dan of gelijk aan 3,50 meter, niet worden vergezeld van een begeleidingsvoertuig;

2° groter is dan 3,50 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,25 meter alleen worden gesignaleerd door een waarschuwingsvoertuig.

§ 2. Een landbouwvoertuig dat beantwoordt aan de definitie van een langzaam rijdend voertuig bedoeld in artikel 1, § 2, 75, van het technisch reglement, en dat rijdt op een rijstrook verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er ten minste twee bestemd zijn voor elke rijrichting en waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 70 kilometer per uur bedraagt, wordt door ten minste één waarschuwingsvoertuig gesignaleerd.

Art. 44. Aan de voor- en achterzijde van het waarschuwingsvoertuig moet ten minste één bord worden aangebracht dat overeenkomt met de in bijlage 1, onder a), 1° en 2° bedoelde borden. Borden en opschriften moeten te allen tijde zichtbaar blijven en overdag bij helder weer leesbaar zijn vanaf een afstand van minimaal veertig meter.

De borden of opschriften moeten zich in een verticaal vlak en loodrecht op het spiegelvlak van het voertuig bevinden. De onderrand van het bord of opschrift moet zich ten minste 0,40 meter boven de grond bevinden.

De borden of opschriften moeten onzichtbaar worden gemaakt zodra het voertuig niet langer voldoet aan de kenmerken van een uitzonderlijk voertuig.

Art. 45. Als het waarschuwingsvoertuig niet is uitgerust met dagrijverlichting zoals bedoeld in artikel 28, § 1, 25°, van het technisch reglement, gebruikt het waarschuwingsvoertuig te allen tijde de dimlichten.

Het waarschuwingsvoertuig gebruikt ten minste één knipperend oranjegeel licht, overeenkomstig ECE-Reglement R65, addendum 64, op het dak. Dit licht is vanuit alle richtingen zichtbaar.

Het bord en het knipperlicht worden verwijderd zodra het voertuig niet langer in overeenstemming is met de functie van waarschuwingsvoertuig.

Afdeling 3. — Voorschriften voor het verkeer van waarschuwingsvoertuigen

Art. 46. Het waarschuwingsvoertuig rijdt vooraan in het konvooi.

In afwijking van lid 1 rijdt het waarschuwingsvoertuig achteraan in het konvooi als het landbouwvoertuig op een rijstrook rijdt die is verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting.

In uitzonderlijke omstandigheden kan worden afgeweken van leden 1 en 2, zodat de verplaatsing van het konvooi kan plaatsvinden zonder gevaar voor het konvooi of voor de andere weggebruikers.

HOOFDSTUK 9. — Verwerking van persoonsgegevens

Art. 47. § 1. De administratie verzamelt en bewaart gegevens over aanvragers van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen.

De Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur is de verwerkingsverantwoordelijke bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene Verordening Gegevensbescherming);

§ 2. De gegevens die door de verwerkingsverantwoordelijke worden verzameld in verband met de afgifte van de in artikel 2 bedoelde vergunningen, zijn de volgende:

1° naam;

2° voornaam;

3° adres;

4° land;

5° telefoonnummer;

6° fax;

7° e-mailadres;

8° handtekening;

§ 3. De gegevens worden verzameld en opgeslagen voor het beheer van vergunningen voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, met inbegrip van de volgende verwerkingsactiviteiten:

1° het verzoek om toegang tot de computertoepassing voor de afgifte van de in artikel 2 bedoelde vergunningen;

2° het toezicht op en de vaststelling van overtredingen door bevoegde personeelsleden tijdens het uitzonderlijk vervoer, overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 4 april 2019 en de artikelen 29 en volgende van dit besluit;

3° in voorkomend geval, de in artikel 3, lid 2 bedoelde administratieve sanctieprocedure;

4° het opstellen van algemene en anonieme statistieken door de administratie met het oog op de analyse en evaluatie van de beleidsmaatregel.

§ 4. De gegevens zijn toegankelijk voor de personeelsleden bedoeld in de artikelen 14, 17 en 27 van het decreet van 4 april 2019, de ambtenaren of de contractuele medewerkers van de administratie, die belast zijn met het beheer van de vergunningsaanvragen van de computertoepassing voor de afgifte van vergunningen via een geauthentiseerde en getraceerde verbinding.

§ 5. De ambtenaren of contractuele medewerkers die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de vergunningsaanvragen worden aangewezen door de verwerkingsverantwoordelijke.

§ 6. De raadpleging van de gegevens wordt geregeld door de persoonlijke toegangsrechten die aan elke gebruiker van de applicatie zijn toegekend op basis van hun rol in de gegevensverwerking.

§ 7. De bewaartermijn van de gegevens die nodig is om het doel te bereiken, is 5 jaar. De gegevens worden vervolgens 5 jaar bewaard voor administratieve doeleinden, zoals het eventuele beheer van een geschil of om te voldoen aan een wettelijke verplichting. De gegevens kunnen dan op ad-hocbasis en met opgave van redenen worden geraadpleegd door specifiek gemachtigde personen.

HOOFDSTUK X. — *Administratieve boetes*

Art. 48. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit en de bedragen van de administratieve boetes die op deze inbreuken van toepassing zijn, zijn opgenomen in bijlage 2.

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigings-, intrekings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 49. De volgende bepalingen worden ingetrokken:

1° artikelen 48.3 en 48.4 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, gewijzigd door het koninklijk besluit van 2 juni 2010;

2° het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 2011, 27 februari 2013 en 15 juli 2013, met uitzondering van artikel 6, §§ 2 tot 6, en artikel 8;

3° het besluit van de Waalse regering van 29 november 2012 betreffende de afgifte van een vergunning voor uitzonderlijk vervoer, met uitzondering van de artikelen 2, leden 1 en 2, 7, §§ 2 en 5, en 11;

4° het koninklijk besluit van 27 februari 2013 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot wijziging van de koninklijke besluiten van 24 maart 1997, 19 juli 2000, 22 december 2003 en 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van bepaalde overtredingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 juli 2013;

5° artikel 4/1 van het ministerieel besluit van 16 december 2010 betreffende de procedure, de vorm en de inhoud van de vergunning voor het wegverkeer, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 juli 2013.

Art. 50. Dit besluit is alleen van toepassing op overtredingen die zijn gepleegd na de inwerkingtreding ervan.

Art. 51. Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2024 met uitzondering van artikel 2, § 1, lid 2, §§ 2 tot en met 5 en 10, artikel 4, lid 1, 2°, f), 3°, f), 4°, f), en lid 2, van artikel 5 en van artikel 30, § 1, lid 2, en § 2 die uiterlijk op 1 maart 2027 in werking zullen treden.

Art. 52. De minister die bevoegd is voor Mobiliteit wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1 bij het besluit van de Waalse regering betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer.

a) Het bord of opschrift dat op uitzonderlijke voertuigen wordt aangebracht, is:
1° rechthoekig, ten minste 1,00 x 0,16 meter. De achtergrond is retroflecterend geel of oranje. De tekst is geschreven in zwarte hoofdletters van minstens 12 centimeter hoog en bevat de woorden “uitzonderlijk vervoer” of “uitzonderlijk konvoi” in een van de drie landstalen of in het Engels, zoals hieronder afgebeeld:

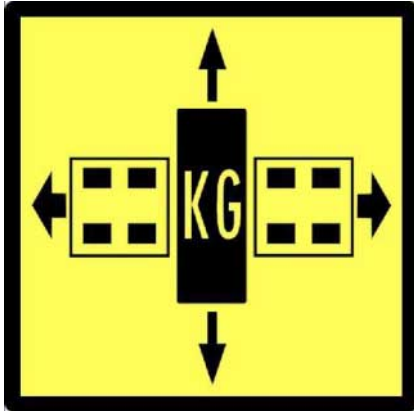
TRANSPORT EXCEPTIONNEL

CONVOI EXCEPTIONNEL

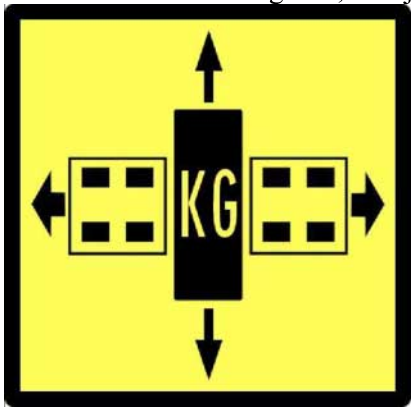
UITZONDERLIJK VERVOER

SCHWERTRANSPORT

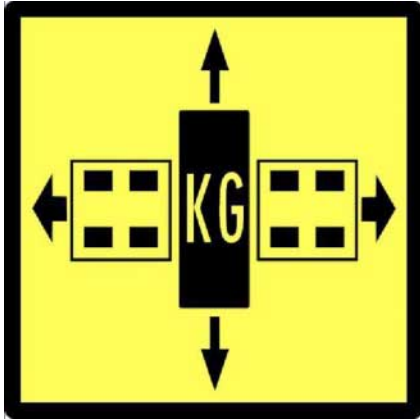
2° of een vierkant van 0,50 meter, gebaseerd op het volgende model, met een zwart logo dat de verhoudingen van het model in acht neemt, tegen een gele retroflecterende achtergrond, omlijnd met een zwarte band van 0,02 meter;



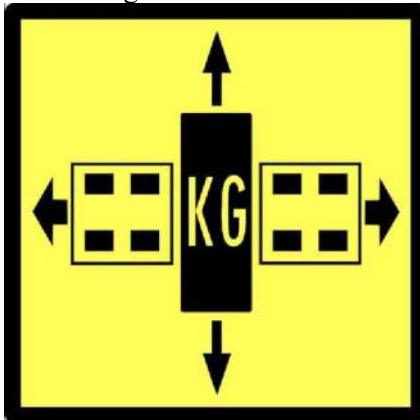
3° of, in het geval van begeleidend motorfietsen, een vierkant van 0,10 meter, gebaseerd op het volgende model, met een zwart logo dat de verhoudingen van het model in acht neemt, tegen een gele retroflecterende achtergrond, omlijnd met een zwarte band van 0,02 meter;



b) Het logo op de jas of overall van de verkeerscoördinator en begeleiders is:
1° zwart met een minimale horizontale afmeting van 0,25 meter en met inachtneming van de verhoudingen:



2° zwart met een minimale horizontale afmeting van 0,08 meter en met inachtneming van de verhoudingen:



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 21 maart 2024 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

BIJLAGE 2 bij het besluit van de Waalse regering betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer

Bij toepassing van de artikelen 24 en 33 van het decreet van 4 april 2019 worden de overtredingen en hun bedragen als volgt vastgesteld:

OVERTREDINGEN		REGLEMENTERING	TE ONTVANGEN BEDRAGEN
A) Vergunning/voorschriften			
a1	Het uitzonderlijke voertuig rijdt zonder vergunning.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1 Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 2 § 1	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
a2	Het uitzonderlijk voertuig rijdt rond met een vergunning die niet is afgegeven op naam van de gebruiker voor wie het uitzonderlijke voertuig in het verkeer is gebracht.	Decreet van 4 april 2019, art. 8 § 1	500 EUR
a3	Het uitzonderlijk voertuig rijdt met een verlopen vergunning.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1. Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 2 § 8	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
a4	Het uitzonderlijk voertuig rijdt zonder de voorgeschreven route te volgen.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
a5	Het uitzonderlijk voertuig rijdt met een vergunning die technische gegevens voor het voertuig bevat die door de gebruiker zijn ingevoerd en die hoger zijn dan die in de technische afwijking van het voertuig.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
a6	Het uitzonderlijk voertuig rijdt met een vergunning met een of meer chassisnummers die verschillen van die van het (de) gecontroleerde voertuig(en).	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1. Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 2, §7	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019

a7	Meerdere uitzonderlijke voertuigen rijden tegelijkertijd met dezelfde vergunning.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1 Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 2 § 7, lid 1.	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019 (per extra voertuig)
a8	Het uitzonderlijk voertuig rijdt met een gewicht of afmetingen die hoger zijn dan wat in de vergunning is vastgelegd.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
a9	De niet-naleving van bepaalde voorschriften van de vergunning om de verkeersveiligheid en de vlotte en gemakkelijke verplaatsing van het uitzonderlijk voertuig te garanderen.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 1	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019 Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, bijlage 2, Aanhangsel 1
a10	Het uitzonderlijk voertuig waarvoor een vergunning bestaat, reist zonder vergunning aan boord van het voertuig of het begeleidingsvoertuig, maar het bestaan ervan kon onmiddellijk worden aangetoond.	Decreet van 4 april 2019, art. 8, § 2	55 EUR
a11	De gebruiker geeft onjuiste technische gegevens met betrekking tot de uitzonderlijke voertuigen door aan de administratie, op basis waarvan de vergunning is afgegeven.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 2, § 1	350 EUR
a12	De gebruiker brengt de betrokken politiedienst niet op de hoogte van de niet-nakoming van het tijdschema of het niet-organiseren van het vervoer.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 34, §2, lid 4	350 EUR

a13	Het uitzonderlijk voertuig rijdt met een vervalste vergunning.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 3, § 4	3000 EUR
B) Lading			
b1	<p>b1.1. Met uitzondering van het in artikel 12, lid 2 van dit besluit bedoelde extra gewicht en de demontage, vervoert een uitzonderlijk voertuig meer dan één onderdeel met een afmeting die niet voldoet aan de wegcode en de technische voorschriften;</p> <p>b1.2. Verschillende onderdelen worden vervoerd op een uitzonderlijk voertuig waarvan het maximaal toegelaten gewicht niet voldoet aan de technische voorschriften.</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 9	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
b2	<p>b2.1 Het samenstel van voertuigen heeft geen certificaat van een geaccrediteerde technische dienst waaruit blijkt dat het samenstel van voertuigen voldoet aan de afmetingen van de draaicirkel zoals bedoeld in artikel 32bis, 3.3, lid 1 van het technisch reglement</p> <p>b2.2 het getrokken voertuig is breder dan 275 cm</p> <p>b2.3 het getrokken voertuig heeft een maximale breedte van 275 cm die kan worden versmald</p> <p>b2.4 gebruikte laadruimte overschrijdt: 1° 16,50 meter vanaf de voorkant van het samenstel van voertuigen voor de trekker - oplegger; 2° 18,75 meter vanaf de voorkant van het samenstel van voertuigen voor de vrachtwagen - aanhangwagen; 3° 1,275 meter vanaf de lengteas van het voertuig en tot 4,00 meter boven het grondoppervlak.</p> <p>b2.5 De deelbare lading, of de voorzieningen voor de deelbare lading, vormen een belemmering</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art.10	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019

	voor de meest ideale plaatsing van de ondeelbare lading.		
b3	Kolommen, lange elementen of geprefabriceerde balken worden gelijktijdig vervoerd zonder te voldoen aan artikel 9 van dit besluit, zonder dat er een technische of stabiliteitsverantwoording is opgenomen in een bij de vergunning gevoegde opmerking van de fabrikant.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 11	Toepassing van art. 21 van het decreet van 4 april 2019
b4	De ondeelbare lading is niet zodanig geplaatst dat het aantal uitzonderlijke afmetingen van het voertuig tot een minimum wordt beperkt en dat het uitzonderlijke voertuig in de kleinste categorie valt waarnaar in artikel 4 van dit besluit wordt verwezen.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 12	150 EUR
b5	De hulpapparatuur, zoals contragewichten, emmers, kabels en haken, overschrijdt de totale massa van de ondeelbare last met meer dan 5%.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 13	500 EUR
b6	De lading aan de achterkant van het uitzonderlijk voertuig steekt verder uit dan wat in de normen van de wegcode is toegestaan en is niet gerechtvaardigd door technische of stabiliteitsredenen, gecertificeerd door een technische opmerking van de fabrikant die bij de goedkeuring is gevoegd.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 16	150 EUR
C) Overtredingen met betrekking tot de begeleiding			
c1	c1.1 Er is geen begeleidingsvoertuig wanneer dit vereist is (1) c1.2 het aantal begeleidingsvoertuigen of begeleiders is onvoldoende (2): - Ten minste één begeleidingsvoertuig met een verkeerscoördinator als bedoeld in	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 22 en 23	Bijlage 1, Aanhangsel 2 (1) of Aanhangsel 3 (2)

<p>artikel 30 is vereist wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste een van de volgende voorwaarden voldoet:</p> <p>1° de lengte is groter dan 27,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 30,00 meter;</p> <p>2° de breedte is groter dan 3,20 meter en kleiner dan of gelijk aan 4,00 meter;</p> <p>- Ten minste twee begeleidingsvoertuigen, waaronder één met een verkeerscoördinator, zijn vereist tijdens de gehele rit wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste één van de volgende voorwaarden voldoet:</p> <p>1° wanneer het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting wordt tegengehouden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid niet meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;</p> <p>2° de lengte is groter dan 30,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 35,00 meter;</p> <p>3° de breedte is groter dan 4,00 meter en kleiner dan of gelijk aan 5,00 meter;</p> <p>4° wanneer de vergunning vereist dat het uitzonderlijk voertuig met beperkte snelheid rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er ten minste twee bestemd zijn voor elke rijrichting en waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 70 kilometer per uur bedraagt;</p> <p>5° wanneer het uitzonderlijk voertuig een van de manoeuvres bedoeld in artikel 34, § 1, van dit besluit uitvoert.</p> <p>- Ten minste drie begeleidingsvoertuigen, waaronder één met een verkeerscoördinator, zijn vereist wanneer het uitzonderlijk voertuig aan ten minste één van de volgende voorwaarden voldoet:</p> <p>1° de lengte is groter dan 35,00 meter;</p> <p>2° de breedte is groter dan 5,00 meter.</p> <p>c1.3. Bij een achteroverhang van meer dan 3,00 meter:</p> <p>1° is een begeleidingsvoertuig vereist;</p>		
--	--	--

	2° is, onverminderd artikel 22, § 1, van dit besluit, een tweede begeleidingsvoertuig, waarvan één met een verkeerscoördinator, vereist.		
c2	<p>Tenzij er uitzonderlijke omstandigheden zijn om ervoor te zorgen dat het konvooi zich kan verplaatsen zonder gevaar voor het konvooi of andere weggebruikers, het niet-plaatsen van het begeleidingsvoertuig in het uitzonderlijke konvooi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Wanneer een begeleidingsvoertuig met een verkeerscoördinator is vereist: rijdt het begeleidingsvoertuig vooraan in het konvooi. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, rijdt het begeleidingsvoertuig achteraan. - Wanneer twee begeleidingsvoertuigen, waarvan één met een verkeerscoördinator, zijn vereist: rijdt een van de begeleidingsvoertuigen vooraan in het konvooi en de andere achteraan. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, mogen de twee begeleidingsvoertuigen achteraan rijden. - Wanneer drie begeleidingsvoertuigen, waaronder één met een verkeerscoördinator, zijn vereist: rijden twee van de begeleidingsvoertuigen vooraan in het konvooi, de derde achteraan. Wanneer het uitzonderlijk voertuig echter rijdt op een autosnelweg of op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, mogen de drie begeleidingsvoertuigen achteraan rijden. 	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 22, § 1, laatste lid of § 2, laatste lid of § 3, laatste lid	300 EUR

c3	De verkeerscoördinator is niet schriftelijk of niet geldig aangewezen.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 30, § 1. lid 1.	500 EUR
c4	De verkeerscoördinator of een begeleider geeft de bestuurder of de weggebruikers niet de nodige aanwijzingen om de verkeersveiligheid te garanderen en de doorgang van het uitzonderlijk voertuig te vergemakkelijken, overeenkomstig de door de minister vastgestelde instructies en voorschriften.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 31	500 EUR
c5	De verkeerscoördinator en de begeleiders die bevoegd zijn om de verkeersveiligheid te garanderen en de doorgang van het uitzonderlijk voertuig te vergemakkelijken, zijn hun verplichtingen niet nagekomen, zoals: 1° op kruispunten zonder verkeerslichten, door het verkeer in de straten die loodrecht op het kruispunt staan, niet tegen te houden; 2° op kruispunten met verkeerslichten, door de stopzetting van het verkeer ten gevolge van een rood licht niet te handhaven gedurende de tijd die het konvooi nodig heeft om het kruispunt te verlaten; 3° door het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting niet tegen te houden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid niet meer dan 90 kilometer per uur bedraagt; 4° door niet te voorkomen dat verkeer dat van achteren komt, in dezelfde richting als het uitzonderlijk voertuig, het uitzonderlijk voertuig inhaalt of eromheenrijdt.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 32	500 EUR
c6	Niet begeleid worden door een politiedienst in een van de volgende situaties: 1° om in tegengestelde richting te rijden op openbare wegen waar de	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte	700 EUR

	<p>toegelaten maximumsnelheid meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;</p> <p>2° om de opening in de middenberm van een autosnelweg of van een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee zijn toegewezen aan elke rijrichting, over te steken;</p> <p>3° wanneer het verkeer in tegengestelde of in dezelfde richting wordt tegengehouden op openbare wegen waar de toegelaten maximumsnelheid meer dan 90 kilometer per uur bedraagt;</p> <p>4° te rijden op een autosnelweg of op een weg met vier of meer rijstroken, waarvan er ten minste twee aan elke verkeersrichting zijn toegewezen, en waarop de toegelaten maximumsnelheid meer dan 70 kilometer per uur bedraagt, wanneer in de vergunning is bepaald dat met een beperkte snelheid moet worden gereden.</p>	van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 34	
c7	De verkeerscoördinator en de bestuurder communiceren niet in dezelfde taal of, indien nodig, is er geen tolk aanwezig naast de bestuurder.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 30, § 2	500 EUR
D) Landbouwvoertuigen			

d1	<p>Wanneer het uitzonderlijke landbouwvoertuig:</p> <p>1° niet uitsluitend voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt;</p> <p>2° waarvan de breedte groter is dan 3,20 meter en kleiner dan of gelijk is aan 4,25 meter en de lengte kleiner dan of gelijk is aan 27,00 meter en waarvan de hoogte en het gewicht voldoen aan de wegcode en de technische voorschriften;</p> <p>3° zich binnen een straal van maximaal 50 kilometer van de plaats van vestiging of het landbouwbedrijf verplaatst;</p> <p>4° niet voldoet aan de in artikel 41, lid 1, 3° van dit besluit bedoelde voorwaarden inzake massa, noch aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden, na te zijn gelijkgesteld met landbouwvoertuigen na overleg;</p> <p>5° in het geval van een getrokken landbouwvoertuig, geladen is met een landbouwmachine of landbouwmaterieel;</p> <p>6° niet gesignaleerd is door een waarschuwingsvoertuig.</p>	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de modaliteiten en voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 1, 7° en art. 41 tot 43	500 EUR
----	--	---	---------

d2	<p>d2.1. Aan de voor- en achterzijde van het uitzonderlijk voertuig is geen bord of opschrift aangebracht overeenkomstig bijlage 1, onder a), 1° en 2°.</p> <p>d2.2. Borden en opschriften zijn niet te allen tijde zichtbaar en zijn onleesbaar overdag bij helder weer vanaf een afstand van minimaal veertig meter.</p> <p>d2.3. De borden of opschriften bevinden zich niet in een verticaal vlak en loodrecht op het spiegelvlak van het voertuig.</p> <p>d2.4. De onderrand van het bord of opschrift bevindt zich niet ten minste 0,40 meter boven de grond.</p> <p>d2.5. De borden of opschriften zijn niet onzichtbaar gemaakt zodra het voertuig niet langer voldoet aan de kenmerken van een uitzonderlijk voertuig</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, Besluit van de Waalse Regering, art. 44	150 EUR
d3	Het waarschuwingsvoertuig gebruikt de dimlichten niet continu, wanneer het niet is uitgerust met dagrijlichten zoals bedoeld in artikel 28, § 1, 25° van het technisch reglement.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 45 lid 1.	150 EUR
d4	Het waarschuwingsvoertuig gebruikt niet ten minste één knipperend oranjegeel licht op het dak of dit licht is niet in alle richtingen zichtbaar.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 45 lid 2	200 EUR
d5	Het bord en het knipperlicht zijn niet verwijderd zodra het voertuig niet langer in overeenstemming is met de functie van waarschuwingsvoertuig.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 45 lid 3	70 EUR

d6	Tenzij er uitzonderlijke omstandigheden zijn om ervoor te zorgen dat het konvooi zich kan verplaatsen zonder gevaar voor het konvooi of andere weggebruikers, het niet-plaatsen van het waarschuwingsvoertuig. “ Het waarschuwingsvoertuig rijdt vooraan in het konvooi. Wanneer het landbouwvoertuig echter rijdt op een weg verdeeld in vier of meer rijstroken, waarvan er minstens twee bestemd zijn voor elke rijrichting, rijdt het waarschuwingsvoertuig achteraan. ”.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 46	300 EUR
E) Tijdvensters			
e1	Niet-nakoming van de tijdsperiodes voor het verkeer.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 35	600 EUR
F) Uitrusting			
f1	Een enkel uitzonderlijk voertuig dat langer is dan 19,00 meter is uitgerust met ten minste één gestuurde as aan de voor- en achterzijde.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 6, al. 1.	800 EUR
f2	Voor een samenstel van uitzonderlijke voertuigen dat langer is dan 27,00 meter, is het langste getrokken voertuig niet uitgerust met ten minste één gestuurde as.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 6, lid 2	800 EUR
f3	De kraanvoertuigen en voertuigen voor speciale doeleinden bedoeld in artikel 1, § 2, 46 van het technisch reglement overschrijden de massa in rijklare toestand, zoals vermeld in het gelijkvormigheidsattest van het voertuig, met 5% ten opzichte van de toegestane onder- en bovenafwijking.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 7	500 EUR

f4	<p>f4.1. Aan de voor- en achterzijde van het uitzonderlijk voertuig is geen bord of opschrift aangebracht overeenkomstig bijlage 1, onder a), 1° en 2°.</p> <p>f4.2. Borden en opschriften zijn niet te allen tijde zichtbaar en zijn onleesbaar overdag bij helder weer vanaf een afstand van minimaal veertig meter.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 17</p>	150 EUR
f5	<p>f5.1. De onderrand van het bord of opschrift bedoeld in f4 bevindt zich niet ten minste 0,40 meter boven de grond.</p> <p>f5.2. De borden of opschriften bevinden zich niet in een verticaal vlak en loodrecht op het spiegelvlak van het voertuig.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 17, leden 2 en 3</p>	70 EUR
f6	<p>De borden of opschriften zijn niet onzichtbaar gemaakt zodra het voertuig niet langer voldoet aan de kenmerken van een uitzonderlijk voertuig.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 17, leden 4.</p>	70 EUR
f7	<p>f7.1. Het uitzonderlijk voertuig is niet uitgerust met de volgende lichten overeenkomstig ECE-Reglement R65, addendum 64: 1° vooraan, ten minste twee knipperende oranjegele lichten die aan weerszijden van de cabine gemonteerd zijn en zichtbaar zijn onder een hoek van ten minste 270 graden naar voren; 2° achteraan, een knipperend oranjegeel licht dat gemonteerd is op de linker achterkant van het voertuig of van de lading als deze verder reikt dan de achterkant van het voertuig en zichtbaar is vanuit een hoek van 180 graden naar achteren.</p> <p>f7.2. Deze lichten zijn niet continu ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 18</p>	250 EUR

	f7.3. De lichtsterkte van deze lichten is hinderlijk voor de andere weggebruikers		
f8	Het uitzonderlijk voertuig is niet uitgerust met de volgende veiligheidsaccessoires: 1° een tweede gevarendriehoek; 2° twee draagbare, oranjegele, elektronische flitslichten, zichtbaar vanop een afstand van minstens 100 meter	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 19	150 EUR
f9	Voor een uitzonderlijk voertuig dat langer is dan 22,00 meter, is de retroflecterende markering niet aan beide zijden en over ten minste tachtig procent van de lengte van het beladen uitzonderlijk voertuig aangebracht.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 20, 1°	300 EUR

f10	<p>f10.1. Wanneer de breedte van het uitzonderlijk voertuig groter is dan 2,55 meter: vier borden die voldoen aan de voorschriften van artikel 28, § 6, 3, 1°, van het technisch reglement, met dien verstande dat de vierkante borden bedoeld in artikel 28, § 6, 3, 1°, lid 2, van het technisch reglement slechts geplaatst worden op uitzonderlijke voertuigen met een maximale breedte van 3,50 meter, of, tot 31 december 2015, overeenkomstig artikel 47.1 van de Wegcode, met dien verstande dat ten minste de witte strepen op de borden vooraan en ten minste de rode strepen op de borden achteraan retroflecterend zijn, zijn niet geplaatst, twee vooraan en twee achteraan, om de breedte van het uitzonderlijk voertuig af te bakenen;</p> <p>f10.2. ze zijn niet zodanig bevestigd dat ze op zichzelf geen obstakel vormen.</p> <p>f10.3. de borden vooraan zijn niet ten minste van één wit licht voorzien en de borden achteraan zijn niet ten minste van één rood licht voorzien;</p> <p>f10.4. deze lichten zijn niet continu ingeschakeld.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 20, 2°, a), c) en d)</p>	300 EUR
f11	<p>De onderrand van de onder f10 bedoelde borden is niet geplaatst op een hoogte die gemeten vanaf de grond minimaal 0,40 meter en maximaal 2 meter bedraagt. Een grotere hoogte kan worden aanvaard als de maximale hoogte om technische redenen niet kan worden gerespecteerd.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 20, 2°, b)</p>	70 EUR
f12	<p>f12.1. De lading die meer dan een meter buiten de achterkant van het voertuig uitsteekt, is niet gesignaleerd met een bord in overeenstemming met artikel 28, § 6, 3, 1° van het technisch reglement;</p> <p>f12.2 het bord is niet voorzien van een rood licht;</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 21, leden 1 en 3</p>	250 EUR

	f12.3. dit licht is niet continu ingeschakeld.		
f13	<p>f13.1 De onderrand van de onder f12 bedoelde borden is niet geplaatst op een hoogte die gemeten vanaf de grond minimaal 40 meter en maximaal 2 meter bedraagt. Een grotere hoogte kan worden aanvaard als de maximale hoogte om technische redenen niet kan worden gerespecteerd;</p> <p>f13.2. het is niet zodanig bevestigd dat het op zichzelf geen obstakel vormt;</p> <p>f13.3. het bord is niet zodanig bevestigd aan het deel van de lading dat het meest uitsteekt, dat het zich voortdurend in een verticaal vlak bevindt dat loodrecht staat op het middenlangsvlak van het voertuig.</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 21, leden 1 en 2	70 EUR
f14	Voor een uitzonderlijk voertuig dat breder is dan 4,50 meter, is de retroflecterende markering niet over de volledige breedte van het uitzonderlijk voertuig vooraan en achteraan aangebracht.	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 20, 3°	300 EUR
f15	<p>f15.1 Het begeleidingsvoertuig is geen wagen, gemengde wagen, bestelwagen of motorfiets zoals gedefinieerd in artikel 1, §1, 44, 47 en 54 van het technisch reglement.</p> <p>f15.2. Het begeleidingsvoertuig heeft een dakhoogte van minder dan 1,75 meter</p> <p>f15.3. een lengte van minder dan 2,50 meter</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 24	400 EUR
f16	<p>f16.1. De motorfiets is niet uitgerust met een knipperend oranjegeel licht op een mast aan de achterkant van het voertuig en zichtbaar vanuit alle richtingen;</p> <p>f16.2. het retroflecterende logo bedoeld in a), 3°, van bijlage 1 is niet aangebracht op de zijkanten van de motorfiets;</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 27	250 EUR

	<p>f16.3. er zijn geen retroflecterende vlakken met "open pijlen" aan weerszijden van het voertuig aangebracht;</p> <p>f16.4. Deze vlakken zijn niet minstens 0,30 meter;</p> <p>f16.5. Ze zijn niet rood en wit of rood en geel;</p> <p>f16.6. De pijlen wijzen niet naar de voorkant van het voertuig of zijn minder dan 0,05 meter breed.</p>		
f17	<p>f17.1. Aan de voor- en achterzijde van het begeleidingsvoertuig is geen bord of opschrift aangebracht overeenkomstig bijlage 1, onder a), 1° en 2°.</p> <p>f17.2. Borden en opschriften zijn niet te allen tijde zichtbaar en zijn onleesbaar overdag bij helder weer vanaf een afstand van minimaal veertig meter.</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 25, §2	150 EUR
f18	De onderrand van het bord of opschrift bedoeld in f17 bevindt zich niet ten minste 0,40 meter boven de grond.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 25, §2	70 EUR

f19	<p>f19.1. Het begeleidingsvoertuig is niet geel RAL-codes 1003, 1004, 1023;</p> <p>f19.2. de voor- en achterkant van het voertuig zijn niet bedekt met afwisselend witte en rode strepen van 75 tot 120 millimeter breed, hellend onder een hoek van 45 tot 60 graden op een oppervlakte van minstens een halve vierkante meter;</p> <p>f19.3. de witte strepen aan de voorkant en de rode strepen aan de achterkant zijn niet retroflecterend;</p> <p>f19.4. er zijn geen retroflecterende vlakken met "open pijlen" aan beide zijden van het voertuig aangebracht;</p> <p>f19.5. de afmetingen van deze vlakken zijn niet minstens 1,00 meter bij 0,30 meter;</p> <p>f19.6 ze zijn niet rood en wit of rood en geel;</p> <p>f19.7. de pijlen wijzen niet naar de voorkant van het voertuig of zijn niet 0,10 meter breed.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 25, § 1 en 2</p>	400 EUR
f20	<p>f20.1. Het begeleidingsvoertuig is aan beide zijden voorzien van een logo of bedrijfsnaam met een maximale afmeting van 1,00 meter bij 0,50 meter;</p> <p>f20.2. Het logo of de bedrijfsnaam is retroflecterend;</p> <p>f20.3. De achtergrond van het logo heeft niet dezelfde kleur als die van het begeleidingsvoertuig.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 25, § 3</p>	400 EUR
f21	<p>f21.1. De begeleidingsvoertuigen zijn niet uitgerust met ten minste twee knipperende oranjegele lichten op het dak overeenkomstig ECE-Reglement R65 addendum 64, die vanaf een afstand van ten minste 50 meter in alle richtingen zichtbaar zijn</p> <p>f21.2 ze zijn niet ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer.</p>	<p>Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 26, § 1, lid 1.</p>	300 EUR
f22	<p>f22.1. De begeleidingsvoertuigen die achteraan rijden, zijn op het dak</p>	<p>Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende</p>	300 EUR

	<p>niet voorzien van een lichtgevende strook met gele richtingaanwijzende waarschuwingspijlen;</p> <p>f22.2. ze zijn niet zichtbaar;</p> <p>f22.3. ze zijn niet ingeschakeld tijdens het uitzonderlijk vervoer.</p>	<p>het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 26, § 1, lid 2</p>	
f23	<p>De in f21 en f22 bedoelde inrichtingen hinderen de andere weggebruikers door hun lichtsterkte.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 26, § 2</p>	300 EUR
f24	<p>De begeleidingsvoertuigen zijn niet, of niet allemaal, zo uitgerust dat ze voortdurend met elkaar in contact blijven.</p>	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 28</p>	375 EUR
f25	<p>Ten minste één begeleidingsvoertuig is niet uitgerust met de volgende accessoires en veiligheidsvoorzieningen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 brandblusser van 3 kg; - 10 wit-oranje retroflecterende kegels van 40 centimeter hoog die voldoen aan de norm NBN EN 13422 of gelijkwaardig, of geel-oranje markeringslichten; - 2 witte zaklampen op batterijen met geel-oranje kegels als toebehoren; - 2 retroflecterende C3-borden met handvat; - 2 A51-borden met driepoot; - 1 decameter; - 1 uitschuifbare meetstok van minstens 6 meter lang. 	<p>Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 29</p>	150 EUR
f26	<p>De verkeerscoördinator en begeleiders dragen, wanneer ze de in artikel 32 van dit besluit bedoelde aanwijzingen buiten hun voertuig moeten geven, geen waarschuwingskleding klasse 3 die voldoet aan de norm NBN EN ISO 20471 of gelijkwaardig, bestaande uit een gele jas en eventueel een</p>	<p>Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 33, 1°.</p>	400 EUR

	gele broek of overall in dezelfde kleur.		
f27	<p>f27.1. Een logo gecentreerd op de rug van de jas of gecentreerd op de rug van het bovendeeel van de overall in het zwart, overeenkomstig het logo bedoeld in b), 1° van Bijlage 1;</p> <p>f27.2. een logo op de rechterzijde van de voorkant van de jas of op de rechterzijde van de voorkant van het bovenste deel van de overall in het zwart, overeenkomstig het logo bedoeld in b), 2° van Bijlage 1.</p>	Besluit van de Waalse Regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 33, 2° en 3°	200 EUR
G) Bijzondere verkeersregels			
g1	Wanneer het Koninklijk Meteorologisch Instituut gladheid of mist aankondigt, met code oranje of rood, of wanneer het winderige, regenachtige of stormachtige omstandigheden aankondigt, met code rood, stopt de bestuurder niet of laat de verkeerscoördinator het uitzonderlijk voertuig niet zo snel mogelijk stoppen op de eerste plaats waar het verkeer niet wordt gehinderd.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 35, § 7	600 EUR
g2	Op autosnelwegen en openbare wegen met ten minste twee rijstroken in dezelfde richting, laat het uitzonderlijk voertuig dat breder is dan één rijstrook, als de infrastructuur dat toelaat, de tweede rijstrook niet vrij voor andere weggebruikers, te beginnen bij de rechterraand van de rijbaan.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 36, § 2	100 EUR
g3	In de gevallen bedoeld in artikel 35, § 7, alsmede in geval van een defect voertuig, een lading die op de openbare weg is gevallen of een ongeval, nemen de bestuurder en, in voorkomend geval, de begeleiders de bepalingen van de artikelen 51et en 52 van de Wegcode niet in acht.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 38, lid 1	300 EUR
g4	De afstand van twee kilometer op snelwegen tussen uitzonderlijke voertuigen die in verschillende konvooien rijden, wordt niet gerespecteerd	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor	250 EUR

		uitzonderlijk vervoer, art. 38, lid 2	
g5	De dimlichten en de rode achterlichten van de voertuigen van het konvooi worden niet gebruikt.	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 39	100 EUR
g6	<p>De bestuurder van het uitzonderlijk voertuig en, indien van toepassing, de verkeerscoördinator en begeleiders garanderen de veiligheid van het konvooi niet bij het oversteken van een overweg, d.w.z.:</p> <p>g6.1. ze zorgen er niet voor dat ze voldoende tijd hebben om een overweg normaal en zonder te stoppen over te steken;</p> <p>g6.2. ze verkennen de locatie niet voordat ze de overweg oversteken en controleren niet of er sinds de laatste verkenning veranderingen zijn opgetreden;</p> <p>g6.3. ze bestuderen de lengte- en dwarsprofielen van de wegen in het gebied van de overweg niet;</p> <p>g6.4. ze nemen niet de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het uitzonderlijk voertuig voldoende bodemvrijheid heeft om te vermijden dat het voertuig de rails of het wegdek raakt;</p> <p>g6.5. ze laten geen waarnemer plaatsnemen langs de rijbaan wanneer de verticale afstand tussen de beschermport en het hoogste punt van het uitzonderlijk voertuig minder dan 10 centimeter bedraagt.</p>	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 40	700 EUR
g7	De route is niet ten minste 5 kalenderdagen vóór de datum waarop het uitzonderlijk vervoer in het verkeer wordt gebracht, verkend.	Decreet van 4 april 2019, art. 11	600 EUR
g8	De coördinator, of bij gebrek daaraan de bestuurder, zorgt er niet voor dat de infrastructuur en de wegvoorzieningen in hun oorspronkelijke staat worden	Besluit van de Waalse regering van (...) betreffende het wegverkeer voor uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de	3000 EUR

	hersteld nadat het uitzonderlijk vervoer is gepasseerd.	voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer, art. 31, lid 3	
--	---	---	--

Aanhangsels:

Aanhangsel 1: Overtredingen van de voorschriften van de vergunning

1°	De asafstand van elk voertuig is maximaal 2% kleiner dan de afstand die in de vergunning is opgegeven	100 EUR
2°	De asafstand van elk voertuig is meer dan 2% kleiner dan de afstand die in de vergunning is opgegeven	300 EUR
3°	De wegbeheerder is niet op de hoogte gesteld van de doorgang van het uitzonderlijk voertuig overeenkomstig de voorschriften van de vergunning	500 EUR
4°	Elk ander voorschrift van de vergunning dan bedoeld in de punten 1° tot 3°	70 EUR

Aanhangsel 2: Afwezigheid van begeleidingsvoertuigen of begeleiders:

1°	Hoewel er 1 vereist is:	1000 EUR
2°	Hoewel er 2 vereist zijn:	1800 EUR
3°	Hoewel er 3 vereist is:	2400 EUR

Aanhangsel 3: Onvoldoende begeleidingsvoertuigen of begeleiders:

1°	1 in plaats van 2:	1000 EUR
2°	1 in plaats van 3:	1600 EUR
3°	2 in plaats van 3:	1000 EUR

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 21 maart 2024 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen en tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van vergunningen voor uitzonderlijk vervoer.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY